

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES D'AFRIQUE DE L'OUEST



RECUEIL DE TÉMOIGNAGES

Réalisée par le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement grâce au financement du Fonds Féministe Noir (Black Féminist Fund)



**BLACK
FEMINIST
FUND**

**GLOBAL FUND FOR
WOMEN**

Le Fonds Féministe Noir (Black Feminist Fund) a accordé une subvention au **Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)** pour renforcer les actions de plaidoyer qui soutiennent un environnement favorable qui promeut la justice de l'eau.

Cette initiative permettra de construire des coalitions qui encouragent la coordination et l'action conjointe, et assurent la solidarité face aux inégalités en matière d'eau et à la violation de la justice climatique; et améliorer l'accès aux ressources qui renforcent la capacité de la société civile et des médias à remettre en question les récits et à renforcer la solidarité en faveur d'un contrôle juste et démocratique de l'eau.

Pour les femmes, le manque d'accès à l'eau signifie une augmentation des charges de temps et de soins pour des activités telles que la cuisine, le nettoyage et la culture des aliments, tant dans la sphère domestique que dans le domaine de la production. La réalité violente du manque d'eau affecte directement les femmes africaines et leurs communautés. Compte tenu des réalités violentes des femmes africaines en raison des politiques et pratiques néolibérales de l'eau, il n'est pas surprenant que les femmes africaines soient à l'avant-garde de l'organisation autour de la justice de l'eau. La justice de l'eau est une question intersectionnelle, ce qui signifie que les luttes pour l'eau sont intimement liées aux luttes autour de la terre et de la production

alimentaire, car la majorité des femmes en Afrique rurale sont engagées dans l'agriculture de subsistance.

Le Fonds Féministe Noir (Black Feminist Fund) augmente considérablement les ressources disponibles pour les mouvements féministes noirs dans le monde et change radicalement la façon dont les mouvements féministes noirs sont financés. Le Fonds Féministe Noir (Black Feminist Fund) envisage un monde où les femmes noires, les filles et les personnes au genre large vivent dans leur pouvoir et reflètent la lumière de nos passés, présents et futurs collectifs. Nous envisageons un monde où nous sommes en sécurité, pris en charge et où l'autodétermination et l'autonomie sont garanties.

Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) est une organisation panafricaine qui s'est engagée dans la promotion et la protection des groupes vulnérables, des filles et des droits des femmes. Nous avons entrepris des recherches et des publications orientées vers l'action sur les droits des femmes; mené des missions de plaidoyer de haut niveau pour la domestication des instruments relatifs

aux droits des femmes ; des formations pour les jeunes et les femmes en Afrique ; et ont renforcé la capacité des organisations africaines locales de défense des droits des femmes à surveiller et à protéger les droits des femmes. Nous avons accru l'accès à l'information qui permet aux groupes de jeunes et de femmes de comprendre, d'exiger et d'exercer leurs droits ; un engagement direct accru avec les décideurs et les institutions à tous les niveaux en vue de protéger les droits de l'homme; un engagement accru parmi les décideurs politiques et les ministères avec d'autres acteurs concernés (constituants) qui se manifeste par l'apprentissage, l'échange et les actions collectives/solidaires ; et un accès accru au soutien et aux ressources qui les aident à améliorer la qualité et la durabilité de leur travail. L'expertise du RFLD est liée à des approches spécifiques qui sont : Développement inclusif à travers l'application d'approches basées sur les droits, l'intégration du genre et l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans l'élaboration des politiques dans le travail sur les droits des femmes et des filles.

Merci à tous les Collaborateurs/rices ayant contribué dans les enquêtes et entretiens pour ce recueil :

AGUEH Jeannine - AGUEH Dossi Sekonnou Gloria - Estelle ADJIBI - Heuleche TOGNONMEGNI - Sewa Kodjo DA SILVEIRA - Bertille Tabiyi GBENAGNON - Mechac GOUSSANOU - HOSSOU RUTH T. - KOTONOU Géovanie - AKPLOGAN Véronique - GBENAGNON Elysée - Pancrasse GANDAHO - OTOLORIN Barthélémy - ZOUNDE Etienne - AYIHONSI Sylvana - HODONOU Eulodie - GBENAGNON John - MIGAN Véronique - Lucrece AVAHOUIN - Estelle ADJIBI - Agathe Todjinou Gemma Luc Antoine AMEGNISSE.



Les Mots

de la Présidente du RFLD

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

MOT DE LA *Présidente*

Les mesures d'urgence, telles que le confinement, prises pour lutter contre la propagation de la pandémie de COVID-19 ne sont pas restées sans incidents sur les femmes. En effet, ces mesures ont affecté leurs capacités à répondre à leurs besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. La COVID-19 a, dans une certaine mesure, influencé négativement l'accès à l'eau des jeunes filles qui avaient pour seule opportunité le milieu scolaire pour avoir accès à l'eau pour leurs besoins personnels et domestiques. Toute chose égale par ailleurs, ces différentes mesures ont donné libre cours aux risques d'agression et de violences physiques et ou sexuelles. Ceci explique pourquoi le phénomène de l'accès à l'eau et à l'assainissement constitue pour plusieurs femmes, une porte ouverte aux violences physiques, morales et sexuelles.

Conscients aujourd'hui du rôle primordial et déterminant des femmes dans la gestion et la préservation de l'environnement, leur contribution est essentielle, et ne doit pas être une exception si l'on veut garantir l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Ceci dit, celles-ci doivent être consultées, écoutées et impliquées de manière beaucoup plus cohérente qu'elles ne le sont aujourd'hui. C'est pourquoi face à la vulnérabilités socio-économiques des femmes et des filles en raison de

leur manque d'accès à l'eau, il est impérieux que des cadres juridiques forts, destinés à faciliter l'accès à l'eau de même que l'équipement nécessaire soient mis en place pour faciliter l'accès des filles et des femmes à l'eau. En revanche, la faiblesse de la gouvernance, et le manque d'équipement ajoutés à l'absence de cadre juridique efficaces constitueraient des obstacles majeurs à un accès équitable à l'eau. En partenariat avec plusieurs mairies de l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) s'est résolument engagé dans cette lutte à travers son implication dans toutes les phases d'activités dont l'ultime but est de faire en sorte que les actions atteignent les parties prenantes ainsi que les décideurs.

Il est désormais entendu que l'eau est un bien incroyablement précieux. Comme l'aurait dit Thalès, elle est le principe de toute chose, ce qui permet au monde d'être tel, d'exister. L'eau est un droit fondamental de tous et permet à la vie de s'épanouir. Mais aujourd'hui encore, notamment dans de nombreux pays à faible revenu, l'eau propre et accessible reste une ressource limitée. Dans de nombreuses situations, les femmes et les filles sont particulièrement touchées par les catastrophes naturelles notamment la pénurie d'eau. Entant qu'aïdantes familiales assumant souvent des responsabilités plus importantes dans le domaine des tâches ménagères, de l'agriculture et de la production alimentaire, les femmes ont un accès plus limité à l'eau, ressources permettant de se relever. Alors qu'elles sont appelées

à endosser chaque jour de nouvelles responsabilités domestiques, le manque d'accès à l'eau signifie pour elles une augmentation des charges de temps et de soins. Compte tenu des réalités virulentes des femmes africaines en raison des politiques et pratiques néolibérales de l'eau, il n'est pas surprenant qu'elles soient à l'avant-garde de l'organisation autour de la justice de l'eau. La justice de l'eau est une question vitale, ce qui signifie que les luttes pour l'eau sont intimement liées aux luttes autour de la terre et de la production alimentaire, car la majorité des femmes en Afrique rurale sont engagées dans l'agriculture de subsistance.

Pour assurer le succès des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement, et surtout pour les faire servir une stratégie plus générale de développement humain durable et de sortie de la pauvreté, une approche en termes de genre est indispensable. La réussite n'est pas possible si les contributions, perceptions, besoins et priorités de la moitié de la population concernée, c'est-à-dire les femmes et les filles, ne sont pas pris en compte. Les femmes contribuent de façon considérable à la gestion agricole des ressources, elles jouent un rôle essentiel dans la conservation de l'eau et des terres, la collecte des eaux de pluie et la gestion des bassins versants. De plus, leur santé reste étroitement liée à l'eau, en particulier en ce qui concerne les menstruations. Au regard de leur contribution et de leurs multiples besoins par rapport à l'eau, il est extrêmement important pour les filles et les femmes d'avoir toujours accès à de l'eau potable pour leurs besoins.

Il est difficile aujourd'hui d'aborder la question du rapport genre et amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement à un niveau trop général sans parler des initiatives ou approches qui pourraient faciliter l'accès. Bien que des changements plus importants soient nécessaires, les solutions technologiques propres peuvent avoir un impact considérable sur l'amélioration de l'accès à l'eau propre et sûre, en offrant des avantages sociaux et environnementaux. De nombreuses solutions existent dans le cadre des solutions labellisées qui peuvent répondre à la pénurie d'eau : fixer la prestation de services, les infrastructures et les politiques de l'eau pour garantir que chacun ait accès à ses droits humains aux services d'eau et d'assainissement. Pour pouvoir espérer une amélioration de problèmes d'eau, nous devons également examiner le système dans lequel nous évoluons. Le changement des perspectives économiques traditionnelles et la remise en question axées uniquement sur le profit avec une vision à court terme, font partie de la solution. Les expériences quotidiennes des habitants des bidonvilles urbains, des agriculteurs de subsistance et des habitants des communautés minières et des zones rurales prouvent largement que l'approche néolibérale ne fonctionne pas.

Les communautés sont directement touchées par le manque de prestation de services, la pollution des rivières et l'augmentation des coûts d'utilisation de l'eau par les compteurs d'eau. Enfin, l'extension d'un assainissement approprié correspond aux intérêts des petites filles. Dans de nombreuses régions du monde, celles-ci sont condamnées à une existence dépourvue de confort, d'intimité, de sécurité, de dignité et d'hygiène, forcées qu'elles sont

d'uriner et de déféquer dans des endroits en plein air, à l'écart de leur village, et seulement à certaines heures. On sait aussi que le manque d'installations d'assainissement adéquates a des implications en termes d'accès à l'éducation pour les filles. Les parents préfèrent en effet ne pas envoyer leurs filles dans des écoles où elles ne bénéficieront pas de toilettes séparées. Les femmes ont donc des besoins et des revendications spécifiques parallèlement, de par leur position cruciale dans la gestion de l'eau et de l'assainissement, elles devraient être au cœur des stratégies d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. On constate pourtant que leurs voix ne sont pas toujours prises en compte et que les programmes d'approvisionnement et d'assainissement négligent de prendre appui sur leur rôle actuel et potentiel dans ce domaine. Par conséquent, une solution plus durable à la pénurie d'eau causée par l'homme consiste à défier le courant sous-jacent de la dynamique de pouvoir néolibérale. Afin de nous préparer aux effets d'entraînement de la crise sanitaire mondiale actuelle en Afrique, nous devons améliorer les services d'approvisionnement en eau pour couvrir les besoins des couches les plus pauvres de la population, ce qui nécessite de lancer des réformes en vue de rendre l'eau plus abordable pour les familles pauvres des zones rurales, en particulier pour les ménages dirigés par une femme. Nous nous devons également d'offrir aux femmes une formation technique à la gestion de l'eau, à l'irrigation, à la récupération des eaux de pluie et aux autres technologies d'irrigation pour les petits exploitants. Comme quoi, sans ces mesures, les souffrances des femmes n'iront que de mal en pis.



AGUEH Dossi Sekonnou Gloria

Présidente du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)

Présentation DU RFLD

www.rfgd.org



Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) est une Organisation Régionale Africaine à but non lucratif dont la vision est de construire une coopération efficace en partenariat pour le développement grâce à l'implication d'acteurs étatiques et non étatiques pour promouvoir et protéger les droits des jeunes et des femmes et assurer leur participation aux sphères de prise de décision.

Les domaines d'intervention du RFLD sont l'espace civique - la justice économique - la lutte contre les pratiques néfastes - les droits humains - le plaidoyer politique - la paix et la sécurité ; avec pour mission de renforcer les capacités des populations à travers des programmes de recherche, de sensibilisation, de formation et d'éducation, et un plaidoyer efficace utilisant les technologies de la communication.

Dans le cadre de ces programmes, RFLD mène diverses activités, notamment de la formation et de la recherche en collaboration avec d'autres parties prenantes sur différentes questions en utilisant la bonne approche. RFLD est membre de nombreux réseaux et coalitions en Afrique et a organisé diverses recherches, documentation, plaidoyer et renforcement des capacités sur les droits humains pour la promotion et la protection des droits des femmes en Afrique. RFLD a son siège au Bénin avec des points focaux dans des pays de l'Afrique où nous intervenons par projet.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Presentation

DU PARTENAIRE

www.blackfeministfund.org

BLACK FEMINIST FUND

Le Fonds Féministe Noir est un financement unique en son genre spécifiquement focalisé sur l'accompagnement des mouvements féministes noirs.

Première institution mondiale de ce type, nous finançons de manière ambitieuse des mouvements qui accomplissent un travail puissant, transformateur et intersectionnel. Nous soutenons les mouvements qui luttent contre les systèmes d'oppression et qui construisent un monde alternatif qui affirme les femmes noires et les personnes ayant un genre étendu. Nous transformons la façon dont les groupes féministes noirs sont soutenus.

Le Black Feminist Fund est né suite à une conversation de dix ans entre un groupe de féministes noires qui avaient une vision. Voici comment cela a commencé : des féministes noires assises autour d'une table de cuisine, partageant nos réflexions, nos sentiments et nos frustrations à propos du fait que le travail d'organisation fait par des femmes noires et par des personnes de genre expansif n'était pas reconnu, était dépourvu d'efficacité, et manquait de ressources les obligeant ainsi à en faire deux fois plus pour deux fois moins.

Grâce à la recherche, nous découvrons les raisons profondes du manque de ressources pour les mouvements féministes noirs. Nous révélons l'étendue et les raisons pour lesquelles la philanthropie n'a pas atteint ses objectifs. Mais nous ne nous arrêtons pas là. Nous voulons changer les choses.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Introduction

L'accès à une eau de qualité, potable et exempt de tout microbe est un droit humain fondamental. Alors qu'il est avant tout perçu comme étant le continent de la sécheresse et des pénuries sous toutes ses formes, l'Afrique dispose en réalité d'un potentiel hydraulique assez important. En effet l'eau y est abondante le continent compte dix-sept grands fleuves et une centaine de lacs auxquels s'ajoutent d'importantes nappes phréatiques. Cette qualité d'eau est l'un des biens les plus précieux, sans elle rien ne pousse et ne vit. Nonobstant son abondance sur la Terre, seulement 2,5% de l'eau disponible sur la planète est de l'eau douce c'est-à-dire propre à la consommation. Indispensable pour notre survie, l'eau potable n'est pas accessible à tous de la même manière. Des millions de communautés pauvres à travers l'Afrique sont privés. Et cette privation favorise de nos jours le développement de la sous-nutrition. Pour les femmes, le manque d'accès à l'eau est synonyme d'une augmentation de peine, du temps et de la charge de travail pour des activités telles que la cuisine, le nettoyage et la Culture de la nourriture, tant dans la sphère domestique que dans le domaine de la production. La réalité du manque d'eau aujourd'hui affecte directement les femmes africaines et leurs communautés. Étant donné les réalités violentes des femmes africaines résultant des politiques et pratiques néolibérales en matière d'eau, il n'est pas étonnant que, principales victimes qu'elles sont, les femmes africaines soient à l'avant-garde de l'organisation de la justice de l'eau. En effet, la pandémie de Covid19 a mis en lumière l'urgence des luttes pour la justice de l'eau en Afrique, en particulier les réalités que vivent les femmes africaines marginalisées. Le lavage des mains est l'un des gestes barrières les plus importants et les plus efficaces pour prévenir la propagation de la pandémie. Or, le lavage des mains n'est possible que lorsque l'eau est disponible. Dans le

même temps, plus de 40% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Les femmes portent le poids de cette crise de santé publique en raison des inégalités actuelles entre les races, les classes et les sexes. Les réalités de l'eau façonnent le vécu des femmes africaines en matière de travail, de moyens de subsistance et de vie familiale. Les problèmes liés à l'eau recoupent les problèmes communautaires liés à la fourniture de services de base, au logement, à la terre, à l'alimentation, à la santé, au travail et aux violences sexistes. La justice de l'eau est une question inter sectionnelle, ce qui signifie que les luttes pour l'eau sont intimement liées aux luttes pour la terre et la production alimentaire, car la majorité des femmes dans les zones rurales d'Afrique sont engagées dans l'agriculture de subsistance. En outre, la santé des femmes est étroitement liée à l'eau, notamment en ce qui concerne les menstruations. Il est extrêmement important que les filles et les femmes aient toujours accès à de l'eau propre pendant leurs périodes de menstruation. Ce travail de recherche du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) montre comment ce sont les femmes qui portent le poids du manque d'eau et comment ce problème a un impact sur leur santé et leurs moyens de subsistance, ainsi que sur ceux de leurs familles et de leurs communautés. Cette enquête exhorte à une campagne pour la justice de l'eau axée sur le renforcement de l'organisation de base et le changement radical de la situation des femmes en rapport à l'eau. L'enquête révèle que les mesures sanitaires prises par les autorités pour lutter contre la propagation de la Covid-19 n'ont servi qu'à exacerber les inégalités déjà existantes qui caractérisent la vie des femmes, en particulier dans les domaines de la santé, du logement, de l'assainissement et des violences sexistes, qui se recoupent tous avec la rareté d'eau liée à « la dynamique sociale non résolue du colonialisme basée sur le capitalisme le sexisme, qui continuent de donner lieu à des statistiques lamentables pour les femmes et les filles.



Recueil des Témoignages

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Difficile accès à l'eau à Tchaourou au Bénin : « Cela fait environ 2 mois que j'ai été opérée. Mais je dois me déplacer sur des kilomètres pour apporter de l'eau chez moi » s'indigne Alphonsine Bakpé

C'est un secret de polichinelle que nul ne peut vivre sans l'eau puisque le corps humain est constitué à plus de 70% de ce liquide vital. Cependant, bien qu'il s'agisse d'un droit pour tous et un devoir pour les gouvernements de le garantir à tous, plusieurs millions de personnes au Bénin ne disposent toujours pas d'eau potable chez elles. Et chaque jour, celles-ci doivent se rendre à des kilomètres à la recherche de ce liquide laissant parfois leurs vies. A l'occasion d'une enquête diligente par l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) dans le cadre de son projet, qui vise comme objectif l'amélioration des conditions d'accès à l'eau et aux services nécessaires de femmes et de filles, des femmes de la commune de Tchaourou au Bénin ont été approchées afin de recueillir d'elles, des informations sur le calvaire qu'elles vivent dans le secteur de l'eau.

« Si tous s'accordaient sur le bienfondé des points soulevés à l'occasion de la dernière édition de la journée nationale de l'eau, on n'en serait pas là actuellement » : C'est par cette déclaration que Alphonsine Bakpé a démarré son entrevue avec notre équipe d'enquête. A l'en croire, résumer, les revendications s'articuleraient autour de trois grands points dont les plus importants sont la réalisation des forages dans plusieurs villages de la commune et de

garantir la bonne gestion. Ce qui ne serait pas encore une priorité pour les autorités locales et communales. Comme tout ceci à un coût, les autorités hésitent et la population ne veut pas entendre raison. Car dit-elle, la situation a assez duré.

« Depuis dix ans, les mêmes problèmes ont été posés sans résultats concluants et les victimes que nous sommes payons les frais. Pire nous avons toujours été marginalisés et cette fois ci, c'est décidé, nous ne voulons plus reculer, nous avons décidé ! » s'exclame dame Bakpé. Effectivement, Elles sont décidés et n'entendent plus faire marche en arrière. La preuve, à leur dernière assemblée, elles ont décidé de se lancer dans une croisade de campagne et de sensibilisation afin de mobiliser toutes les forces vives à leur cause pour obtenir satisfaction. Et déjà, au nombre des actions envisagées lors de leur dernière assemblée, Elles comptent vulgariser les souffrances dont elles sont victimes en organisant des arbres à palabre pour informer l'opinion publique nationale et internationale. Elles projettent une marche dans les tous prochains mois sur la mairie de Tchaourou. Mécontente de cette situation et soucieuse de l'avenir de leurs enfants dame Bakpé invite la communauté à une marche pacifique sur l'arrondissement de Sanson et la mairie de Tchaourou afin d'afficher leur mécontentement et inviter les deux camps à s'entendre afin que les choses changent.

« Cela fait environ 2 mois que j'ai été opérée. Mais je dois me déplacer sur des kilomètres pour apporter de l'eau chez moi. Où je suis-je ne me sens pas bien. Le point d'eau de notre village se situe à des kilomètres de mon lieu d'habitation. Parfois tellement le point d'approvisionnement est éloigné, je suis contrainte de rester comme ça sans prendre une douche toute une journée. Pour les enfants, n'en parlons



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

même pas. C'est presque la routine. Même s'il est vrai que les gouvernements précédents ont fait des efforts en donnant à certains villages de la commune des pompes, ce n'est pas pour autant qu'on obtiendra en 15 ans quatre pompes dans toute une commune. Il faut reconnaître au pouvoir en place des pas même s'ils ne sont pas à la hauteur des attentes. A l'heure actuelle, je vous assure que ni un électricien encore moins un plombier n'est recruté pour assurer la maintenance du forage qui nous aide depuis des années à avoir l'eau alors qu'ils ont été remis en place par les autorités » a déclaré Expérience Tèbè, un voisin vivant aussi la même situation. A l'en croire, l'installation de ce joyau avait suscité beaucoup d'espoirs chez les villageois. Mais aujourd'hui, Odeurs nauséabondes à vous couper le souffle, puanteurs de toute sorte aux abords de ces édifices, tout pour vous répugner malgré la nature vitale de la substance à la recherche de qui viennent des centaines de personnes chaque jour. Par ailleurs, quelques mois après la livraison de ces installations, l'eau n'est jamais montée aux autres paliers. Pire, les rapports présentés aux personnes en charge de la gestion de ces installations et qui exigent la réfection de ces dernières, restent négligés. Continuer avec les réclamations de satisfaction tout en comprenant que l'intérêt de la commune doit amener à faire des réalisations ne sont pas signe de faiblesse. Et l'autorité communale doit montrer sa bonne volonté si elle juge les doléances pertinentes car c'est de l'élite de la commune et elle ne peut rien produire si la source vitale n'est pas garantie. Multiplier les points d'eau, c'est mettre les citoyens dans les conditions de réclamer d'eux une participation citoyenne pour la construction du Bénin. Pourvu que les appels que nous avons effectués ces derniers mois soient entendus et que les autorités permettent de dénouer la crise afin que les populations retrouvent le sourire. En poursuivant plus loin, notre enquête il ressort que : « Parfois l'eau ne coule pas pendant plusieurs jours. Notre retour devient donc l'eau de marigot. Elle aussi ne se trouve pas moins de 5 kilomètres de notre lieu d'habitation. Nous souffrons beaucoup dans le nord. C'est uniquement en saison pluvieuse que nous arrivons à pousser un ouf

de soulagement », ont rapporté la plupart des habitants approchés. Ceci est d'autant plus visible au niveau du premier site d'approvisionnement et du deuxième pour s'en convaincre A cette allure, le risque est grand pour qu'ils connaissent le triste sort des maladies infectieuses et tropicales.

De quoi douter de la qualité des infrastructures réalisées

Quelques mois après leur installation, les pompes, malgré leur fière allure et le parfum de la nouveauté qui les embaume font déjà l'objet de graves anomalies. Selon les témoignages de certains spécialistes contactés par téléphone par notre équipe d'enquête, ces anomalies sont de nature à réduire leur durée de vie. Alors que leur installation répond au souci de soulager les populations en quête permanente de l'eau en facilitant leurs conditions de vie et de travail, certaines installations souffrent de graves insuffisances. Problèmes de fissuration, tuyauterie, robinets en fracas, des outils de qualité douteuse même si on continue de faire croire que ce sont des matériels haut de gamme... En tout cas c'est le constat. Il se pose alors un problème de manque qui mérite résolution au plus pressé par l'autorité. « Aucune disposition particulière n'est jusque-là n'est encore prise pour une maintenance et un entretien convenable au grand bonheur des populations. Mais quand on sait que c'est du ressort des autorités d'entretenir ces biens il y a de quoi douter de sa capacité à remplir sa mission » a confié un Alphonsine Bakpé.

Entre négligence et diligence des autorités

Cet état de chose suscite maints questionnements sur le rôle que joue enfin les autorités à la base. " colère de la population, difficile accès à l'eau, manifestation du mécontentement de la population à travers des actions pour attirer sans succès l'attention des autorités ". « Finalement, la décentralisation aura servi à quoi ? » s'est indignée dame Alphonsine Bakpé face au tableau sombre que présente la seule structure étatique ici la mairie habilitée à maintenir la propreté et faciliter la vie

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

aux populations en ces lieux. Pour elle, il y a un système mis en place qui fait le suivi effectif de ces installations. C'est d'ailleurs pourquoi, dès leur installation des ponctions sont prises chez les usagers dans le but de réparer la machine en cas de panne a-t-elle ajouté. Toutefois, elle fustige le manque de maintenance qui risque de conduire très tôt à la dégradation. Quant à la question de multiplication des pompes à des endroits pour réduire la peine des populations, l'on se demande si les autorités locales et communales dont les contraintes financières sont exposées aux coins de rue pourront en recruter. Mais la désinvolture et le mauvais usage que font certains du bien public sont aussi à déplorer. Il faut également souligner l'indélicatesse de certains d'entre nous qui par de fausses utilisations ou consciemment détruisent les matériels mis à leur disposition. Approché, un ancien élu local a reconnu les nombreux problèmes que vivent les populations face aux irrégularités qui sont connues de tous. « Il y a des problèmes comme la maîtrise des outils » a-t-il affirmé. Selon les victimes, seule une rigueur des responsables ayant en charge la gestion des biens dans nos communautés pourra arrêter la saignée. Aussi, le recours au privé pour assurer la multiplication, la maintenance et l'entretien des biens sous la coupole de la mairie devra être envisagé car cette dernière a montré ses limites.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

FLAGRANTE DISCUSSION DES FEMMES AU BORD D'UNE FONTAINE AU CONGO : Les signes précurseurs d'un parcours de combattant pour la gent féminine congolaise des milieux ruraux

Dans le but d'avoir un peu d'eau pour se désaltérer, les femmes sont au front depuis quelques heures. Entre croix et bannière, ces femmes vont au contact des réalités de la vie en communauté rurale. Etats des lieux avec le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement dans le cadre de son projet sur la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest.

Après la phase de la longue marche effectuée pour rallier un point d'eau, l'expérience des femmes à la fontaine est d'une autre allure depuis quelques années. Le processus d'approvisionnement qui se décline en plusieurs étapes dont la phase de ralliement du point d'eau, se révèle déjà pour elles, un calvaire affectant et laissant chacune d'elle dans le découragement. 13h 51 minutes, nous sommes au village de Mpsa. Le soleil est au zénith et chauffe à son paroxysme. En ce lieu retenu par l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement pour recueillir les difficultés des populations pour avoir de l'eau avant l'étape d'utilisation, plusieurs femmes s'y sont rassemblées. Dans cette souffrance corporelle parce que exposées au soleil, pendant qu'une file indienne s'observe par des groupuscules, d'autres, tantôt réunis, se dispersent à la seconde. Bidons de 25l en main, bassine au bras, mine désagréable, le corps ruisselant de sueurs, homme comme femme manifestent un dégoût cruel au regard de la longue attente. Du lieu d'approvisionnement en passant par les alentours du site, difficile de se frayer un passage. Certaines, lassées de la position militaire (rester debout), s'accroupissent et s'assillent au plaisir dans le rang, et vigilantes de peur de perdre leur place. Des chuintements à la limite du grognement fusent par moment de la masse pour fustiger la lenteur de l'opération.

« Nous sommes sous le soleil depuis le ma-



tin dans le rang, mais ça n'évolue toujours pas. Nous sommes fatiguées !» se désole une nouvelle arrivant, visiblement dépassée par le cours des événements. De l'autre côté, à la peau mi-blanche, habillée d'une camisole exposant à tout venant sa poitrine, laissant entrevoir deux seins arrondis créant un plaisir lascif, jupette à la taille, lasse d'attendre, une nouvelle femme venue pour la cause, n'hésite plus à demander l'aide de son voisin. Pendant ce temps, décidées à ne pas perdre une place, deux femmes se disputent, et se revendiquent chacune première occupante, dans la file mitoyenne à celle d'attente cités ci-haut. Et pour ne pas laisser place à un dérapage, les gestionnaires mandatés et chargés de la sécurité pour le bon déroulement des opérations font leur apparition et calment illico presto les deux adversaires de circonstance à la queue de la file.

Face au moyen financier limité, les populations entre abandon et continuité
Tout laisse à croire qu'aucun préalable n'a

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

été fait du côté des autorités et du personnel recruté afin d'assurer un bon démarrage et une réussite des opérations. Déjà, le constat criard est qu'aucun agent n'a été déployé sur les lieux avant 08h alors que le démarrage des opérations est prévue pour 7h. Profitant du moment, les premières concernées par l'approvisionnement essayaient tant bien que mal de s'occuper, attendant l'ouverture. C'est 02h de temps après l'heure normale de service que les activités ont débutées. Ce n'est qu'alors qu'intervient un des agents prestataires qui insistent sur les nouvelles conditions : « compte tenu des matériaux qui se détériorent ces temps-ci, nous avons décidé d'augmenter le coût du bidon d'eau. Désormais le bidon de 25l est passé de 25f à 75F. aujourd'hui seulement, 10 personnes pourront être servi. Problème de batterie, les autres, vous pouvez rentrer » scandait-il. « Ces forages sont de rares sources où la population peut venir se procurer l'eau potable à un coût accessible, même si on est obligé de faire la queue pendant longtemps », affirme Fidélia Kasela, une mère de cinq enfants de moins de 10 ans. Fidélia est une des rares mères ayant été à l'école et ayant un minimum de moyens pour se procurer régulièrement l'eau à la borne-fontaine payante et s'offrir le service d'un porteur pour transporter l'eau jusqu'à domicile.

D'ailleurs elle explique : « je n'ai pas les moyens dont ils nous parlent. Déjà avec 25F le bidon de 25l, je n'arrivais pas à m'en sortir voilà c'est passé à 75f. Que les autorités nous viennent en aide car on en peu plus ». Comme elle, Kitoko Aimé, un habitant du village depuis trois ans, est un de ceux qui se font payer plus chère par cargaison d'environ 100 litres, quelle que soit la distance à parcourir. Mais les distances sont longues et elle n'est pas assez forte. Mpsa est un village où la pauvreté est dominante, où il n'existe presque pas d'école publique et où l'illettrisme bat le record. Alors, rien d'étonnant que la population n'ait pour tout recours que les eaux des rivières, du reste salées et impropres à la consommation, renchérit la sœur Blandine. En une demi-journée, tous les points d'eau sont remplis. Le RFLD a décompté environs 50 femmes, jeunes filles et femmes. Certaines

femmes ont affirmé qu'elles y viennent chaque jour pour puiser de l'eau de ménage. Elles ne peuvent accéder aux bornes fontaines payantes, faute de moyen ou en raison de leur éloignement. Un sceau sur la tête et un bidon rempli d'eau à la main, Caroline, 12 ans, révèle à l'équipe d'enquête du RFLD : « Je viens ici tous les jours pour puiser de l'eau et j'en profite pour me laver. Je me lave une fois par jour. Cela ne vous paraît pas étrange ? oui, je suis obligée de fonctionner comme ça parce que la distance pour aller chercher l'eau n'est pas petite. Et donc il faut économiser l'eau au maximum ». A côté d'elle, Flora, 14 ans, fait le même exercice au quotidien. Tous deux, depuis qu'elles étaient plus petites, parcourent environ 18 kilomètres à pied chaque jour pour venir chercher de l'eau à la fontaine et pour s'y laver afin d'économiser le peu d'eau qu'elles peuvent rapporter à la maison.

« En plus du fait que très peu de gens peuvent se laver plus d'une fois, personne ne peut utiliser plus de 10 litres pour se laver », souligne au RFLD Bernard Yimba, un habitant de la localité et membre de l'Association pour le développement de Mpsa. D'un geste de découragement, il déplore l'indifférence totale des autorités locales et centrales et celles de la société civile face à la misère de la population de Mpsa. « Ce phénomène est en train de prendre des proportions inquiétantes. Les populations effectuaient de longues distances pour puiser de l'eau de source ou de rivière et cela depuis des années. Mieux, le phénomène s'étend et risque de gagner tous les autres villages. Alors que le pays est dirigé par des hommes qui entendent et voient ce qui se passe mais ne réagissent pas. Il faut que les autorités réagissent. Même dans certains villages, les gens sont obligés de se réveiller vers 2 heures du matin pour s'approvisionner en eau potable au robinet. La Régie de distribution d'eau se trouve en difficulté de fournir l'eau pendant la journée en raison de l'effectif pléthorique. Comme dans les deux Kasai et dans certains quartiers de Kinshasa, les habitants sont parfois obligés d'utiliser l'eau des rivières pour faire leur besoin ».

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

RARETE DE L'EAU AU NIGER : « C'est la principale raison qui a fait que mon mari a pris une deuxième femme. Il estime que tous les soirs je lui refuse la nuit parce que je dis être trop fatiguée. Mais comment ne pas être fatiguée si tu dois parcourir 66km à pied chaque jour ? » S'interroge Akankè Batamoussi



Les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes en Afrique sont énormes. L'inaccessibilité de celles-ci à l'eau de plus en plus grandissante inquiète. Cette rareté de cette ressource pourtant incontournable fait qu'elles cumulent au quotidien des kilomètres par jour à sa recherche. A l'occasion de son enquête sur la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) a réalisé une interview à dame Faouziath Batamoussi, mère de quatre enfants et acteur politique local dans la région de OLAGNI au Niger. Pour avoir de l'eau, c'est casse-tête. Une situation qui perdure car son domicile tout comme beaucoup d'autres n'est pas connecté au réseau de distribution d'eaux potable dans la capitale. Ce qui lui cause beaucoup de problème. Approchée, elle nous raconte son histoire avec beaucoup d'émotion.

RFLD : Bonjour madame, merci de vous présenter

Je m'appelle Fouaziath Batamoussi, je suis femme au foyer et membre du conseil local de mon village.

RFLD : Nous avons été informés de la difficulté que rencontrent les populations de votre village pour trouver de l'eau. En venant vers vous, nous espérons trouver de quoi attirer l'attention des autorités pour qu'elles puissent vite réagir afin d'apporter une solution à votre problème. D'entrée de jeu dites-nous, comment appréhendez-vous la question de l'eau ?

Merci beaucoup pour l'intérêt que vous manifestez pour l'amélioration de nos conditions de vies concernant l'eau. L'eau comme vous le savez est manifestement

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

un besoin naturel : Son caractère vital montre aujourd'hui à quel point, tous ont besoin d'elle et il n'existe d'ailleurs pas d'activités économiques qui n'en dépendent d'une manière ou d'une autre. Sans elle rien ne pousse, sans elle il est difficile de vivre. C'est la raison pour laquelle nous avons été formatés de manière à réajuster nos comportements en fonction de la disponibilité des ressources en eau. Mais qu'en est-il spécifiquement de l'état de cette ressource en Afrique ? La réponse à cette interrogation me permet de présenter quelques éléments de réflexion relatifs à la situation de l'eau douce ici chez nous au village, c'est-à-dire la situation de l'eau comme destinée à la consommation, à l'irrigation pour répondre à la nécessité d'augmenter les ressources céréalières dans un contexte de densification et de croissance de la population.

RFLD : Si vous devez nous faire un état des lieux de la situation de l'eau chez vous, que diriez-vous ?

Vous savez quoi, s'il y a un endroit où les femmes souffrent énormément de la pénurie d'eau, c'est ici chez nous au Niger. C'est un peu comme si nous avions commis un péché particulier contre la nature. Mais si on doit être vrai, on ne dira pas qu'il s'agit d'un problème propre au Niger mais un problème universel. L'eau est inégalement répartie dans le monde. Au-delà de cette inégale répartition, une répartition très contrastée, on remarque de nombreux cas de rupture aux échelles locale, inondations et sécheresses et globale modification des grandes étendues intérieures, réduction des débits des cours d'eau, au niveau des lacs par exemple qui constituent la principale menace qui plane sur nous aujourd'hui si l'on se situe dans une perspective de développement économique et social.

RFLD : Racontez-nous un peu votre cas

Depuis mon enfance je fais des kilomètres pour aller chercher de l'eau. J'ai ma grand-mère le faire, son arrière-grand-mère l'a fait aussi et à certainement mes enfants le feraient également. La première fontaine

d'eau se trouve à 11km de ma maison. Or, nous n'avons pas moto ni véhicule, c'est sur la tête nous transportons tous les bidons d'eau, de la fontaine jusqu'à chez nous. Et ce trajet, parfois je le fais trois à quatre fois par jour. C'est la principale raison qui a fait que mon mari a pris une deuxième femme. Il estime que tous les soirs je lui refuse la nuit parce que je dis être trop fatiguée. Mais comment ne pas être fatigué si tu dois parcourir 66km à pied chaque jour ?

RFLD : Les analyses effectuées, notamment de ses dits nous ont permis de mettre en évidence une raréfaction aigüe des ressources en eau dans son village. Les causes évoquées sont multiples et multiformes.

Le changement climatique en est une parmi d'autres telles que l'augmentation spectaculaire des besoins en eau que ce soit à usage domestique ou pour l'irrigation des terres pour faire face aux enjeux de la sécurité alimentaire de même qu'à la croissance démographique. Nous manquons vraiment de quoi arroser nos terres. Conséquence, nos productions n'émergent pas. Et cette crise d'eau découle sous la forme d'une crise alimentaire. A peine nous mangeons à nos faims. Nos zones humides ont été réduites en raison de la succession de saisons sèches qui a eu également pour conséquence la réduction et un déficit d'approvisionnement en eau. L'on note aussi une forte évaporation des eaux de surface, la perturbation des cycles hydrologiques et la salinisation des nappes aquifères. Moi je suis élu local, mais, la problématique de l'eau nous dépasse. Parfois, des femmes viennent se plaindre à moi disant pourquoi les autorités ne pouvaient pas multiplier les points d'eau un peu partout dans les villages. Mais comment répondre à celles-ci si moi-même je souffre tout comme elles ?

RFLD : Justement parlant de la capacité des autorités étatiques à laquelle vous faites partie à répondre à ce problème, pensez-vous qu'il n'y a pas suffisamment de ressources pour palier à ce problème ?

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

On ne peut ne pas dire qu'il n'y a pas de ressource pour répondre à ce problème. Vous savez, la question de la disponibilité de l'eau en qualité et en quantité est un grand défi pour le continent. En effet, il est aujourd'hui remarqué que, partout en Afrique, l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante constitue l'une des principales préoccupations des populations mais aussi des dirigeants. L'Etat aujourd'hui est confronté à cette réalité qui ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui fait qu'aucun Etat africain n'a encore terminé de résoudre ce problème est qu'il s'agit d'un monstre à trois têtes. Je le dis ainsi parce que, pour répondre à ce problème il faut agir à trois différents niveaux à savoir, la réalisation, l'entretien et les sensibilisations pour une gestion pérenne des fontaines. Par conséquent, l'utilisation efficace et efficiente des ressources en eau est déterminante pour promouvoir le développement économique et environnemental de notre continent. C'est-à-dire, si nous voulons de ce développement intégral que nous désirons pour nos pays, il nous faut adopter des comportements qui garantissent une utilisation efficiente des ressources en eau. L'accès à l'eau devient donc important, dans la mesure où il permet d'atteindre plusieurs objectifs notamment, l'amélioration de l'hygiène, et de la santé des populations, garantir le développement de la production agricole par extension des périmètres irrigables, de même que l'essor de la production industrielle. C'est justement à ce niveau d'approvisionnement des populations en eau potable que se trouvent les difficultés de plusieurs africains dont l'ampleur liée à des variables physiques, économiques, démographiques et politiques.

La sensibilisation comme une arme puissante pour garantir une bonne gestion des ressources en eau dans la plupart des pays

Au regard des conséquences ayant trait aux changements climatiques, à l'augmentation des populations, à la dégradation actuelle de l'environnement et à la diversification des activités économiques, aussi bien en milieu rural qu'urbain, la gestion et la maîtrise des ressources en eau sont devenues des problématiques importantes. Dans la plupart des cas et dans la quasi-totalité des pays africains, l'absence des structures de gestion ou des dispositifs institutionnels pouvant permettre de garantir une gestion rationnelle et durable de cette ressource a conduit à la mise en œuvre des politiques de privation de l'eau. Ainsi, l'eau qui devrait être mise à la disposition des citoyens se retrouve malheureusement rationnée.

RFLD : Avez-vous un plaidoyer ?

D'entrée de jeu, il faut être audacieux et reconnaître que nos pays africains sont les plus exposés à la pénurie d'eau. Mis à part certaines zones qu'on peut qualifier d'arides ou semi arides, le continent noir est très riche en eau. Le problème qui se pose de nos jours est celui de la valorisation de cette ressource dont en réalité nous disposons en quantité et en qualité. Donc si je dois faire des plaidoyers, elles iront directement dans le sens de la valorisation des ressources en eau. Ainsi donc je dirai que cette valorisation doit s'appuyer d'abord sur deux leviers essentiels à savoir : En premier lieu, le développement des infrastructures qui manquent cruellement pour l'alimentation en eau, notamment les infrastructures hydrauliques. Secundo, les Etats africains doivent penser à la mise en place de dispositif institutionnel adéquat qui encadre le secteur. Ces deux actions phares déterminent en partie l'efficacité des mesures de protection des ressources en eau ainsi que l'équité dans son allocation aux différents acteurs.



INTERVIEW ACCORDEE A UNE AUTORITE LOCALE DE KETOU

« Notre priorité sera d'améliorer la qualité de nos services pour diminuer la souffrance des femmes... »

Histoire

04

Depuis les dernière élections locales, où de nouvelles têtes ont été installées, les nouveaux défis de certaines localités de la commune de Kétou ont refait surface. Lisez ici les réponses à quelques questions que l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement a posée à une autorité locale dans le cadre du projet pour la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest.

LE RFLD : Bonjour Madame. Vous êtes une autorité locale dans la commune de Kétou, quel est votre état d'âme ?

Merci pour l'intérêt que vous accordez à ma modeste personne de par votre démarche. Je dois également reconnaître votre précieuse contribution à l'atteinte de nos objectifs, car le manque d'information a toujours un revers très fâcheux. Répondant à votre première question, je dirais que je me sens bien intégrée dans mon milieu, avec une nouvelle mission qui complète et enrichit la première. En effet, étant béninoise, je prends une part active dans le savoir être et le savoir-faire pour combler les attentes des populations. Ma nouvelle casquette devrait m'amener à leur offrir un accompagnement adéquat en vue d'augmenter leur chance de bien se sentir et leur garantir la résilience.

Le RFLD : Quelles sont les innovations que vous comptez apporter à la tête de cette commune en matière d'eau ?

En ce qui concerne les innovations que j'envisage de faire au niveau de l'hygiène et de l'assainissement au plan local, je crois que toutes ces questions ont été abordées lors de la cérémonie de passation de charge en présence de l'ensemble des forces vives de la localité. Convenez avec moi que ce ne sera pas par un coup de bâton magique que nous allons résoudre les différents problèmes auxquelles sont confrontées nos femmes en particulier et les populations en général. C'est dans une synergie d'action autour d'une même vision que nous trouverons des solutions à nos problèmes. Par exemple : Dans le domaine de l'eau, si nous pouvons comprendre que les restrictions budgétaires nous forgent dans un train de vie réaliste qui mette nos ambitions en face de nos ressources propres, il nous serait facile de déduire que le dénouement de la situation dans laquelle nous sommes depuis des années ne dépend pas forcément de nous et donc les ressources doivent être bien gérées. Les multiples sollicitations de nos concitoyennes en eau doivent être mieux coordonnées, pour d'abord gérer l'existant et convaincre les partenaires sociaux à nous accompagner. Face au véritable puits financier auquel ce secteur s'apparente, nous devons nous orienter vers d'autres moyens qui rendront les uns et les autres plus responsables. Quant au secteur de l'hygiène, il est clair que ce nombre sans cesse croissant de population dans nos communes va très tôt accentuer l'écart



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

entre l'offre et le besoin dans l'état actuel des données, qui intègre plusieurs paramètres à la fois à savoir : les latrines, les dépotoirs d'ordures, etc. La première bataille est celle du rétablissement d'ordre dans la localité en vue de meilleurs offres de services. S'il est vrai que l'homme doit loger un cadre sain et assaini pour se maintenir en vie, il n'en demeure pas moins vrai que la salubrité n'a jamais procuré du bien. Toutefois, des efforts doivent être faits dans ce sens. En terme d'efforts pour pouvons citer :

- Evaluation des besoins locaux en ressources en eau en tenant compte des disparités sociales, géographiques et de la croissance démographique et économique afin d'élaborer les stratégies de gouvernance optimales et adéquates du secteur ;
- Elaboration d'une politique locale de l'eau, les stratégies et réglementations de gestion de l'eau, les actualiser et en assurer leur mise en œuvre ;
- Garantir l'assurance de la planification, la mobilisation et l'allocation des ressources en eau pour tous usages ;
- Faire la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau et assurer le contrôle qualité
- définir et suivre la mise en œuvre de la politique tarifaire en matière d'approvisionnement en eau potable et l'assainissement des eaux usées en relation avec les structures compétentes ;

Le RFLD : Quelles sont les défis que vous entendez relever pour la satisfaction des femmes ?

La croissance de la population et l'intensification des activités économiques favorisent la production de toutes sortes de déchets dans la ville. Voilà pourquoi la gestion des déchets et l'assainissement constituent une véritable préoccupation dans la ville. L'observation directe a permis de voir les dépotoirs sauvages. Il ressort de l'analyse des résultats que les populations par le biais de leurs activités économiques produisent quotidiennement des déchets solides et liquides. Dans tous les cas, notre priorité sera d'améliorer la qualité de vies de nos administrés de façon progressive

et selon les moyens mis à notre disposition, pour non seulement rendre plus attrayantes notre commune mais aussi de permettre à nos concitoyens d'avoir le minimum comme dans d'autres communes. Rendre disponibles et accessibles les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène fait partie intégrante de notre combat et de la préservation de la santé et du bien-être de dizaines de milles de personnes vivant sur notre territoire. Conscients aussi que nous ne pourrons pas enrayer la crise de l'eau sur notre territoire sans que les personnes vulnérables aient accès à une eau gérée en toute sécurité, nous avons pris les taureaux par les cornes. Pour les populations urbaines pauvres vivant dans des bidonvilles et qui n'ont pas accès à l'eau potable, nous travaillons avec des partenaires pour faciliter l'accès à l'eau courante. Donc je demanderais à nos chères femmes de prendre leur mal en patience, mon équipe et moi ferons de notre mieux pour satisfaire à leurs besoins surtout fondamentaux car, nous sommes là pour elles.

Le RFLD : En guise de conclusion, que direz-vous ?

Pour conclure, je me dois de vous remercier pour m'avoir donné l'occasion de porter à l'endroit de toute la communauté de la cité des glèlès ma vision et mes priorités. Merci à la présidente du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) pour cette grande et noble initiative qui ne vise que le bien-être commun et celui des femmes en particulier. Je souhaite que cette enquête que vous réalisez apporte véritablement un plus à la communauté Kété en particulier et celle africaine en générale. Pour l'heure, moins de bavardage et plus d'actions constitueront notre crédo. Je vous remercie !



Pénurie d'eau en Afrique : Des femmes de Kétou donnent de la voix et annoncent une descente sur le terrain

Sauf un revirement spectaculaire de situation les femmes issues de trois villages de la commune de Kétou, département de l'Ouémé annoncent des mouvements de protestations musclées pour les jours à venir. A l'origine, plusieurs difficultés assorties des conditions de vies des populations en ce qui concerne la gestion de l'eau. Il y a également la non prise en compte des aspirations légitimes de celles-ci en rapport avec l'amélioration de leur condition de vie, d'hygiène et de l'assainissement. Le premier point constituant le chef d'accusation concerne notamment la pénurie d'eau. L'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement a tendu le micro pour comprendre les réelles motivations de ces femmes et toucher du doigt les conséquences de cette pénurie.

L'eau est source de vie. Même devant la pandémie de la Covid-19, il faut de l'eau en qualité puis en quantité suffisante. La disponibilité en eau potable à proximité des habitations pour les femmes est non négociable. Cependant avoir accès à l'eau pour certaines femmes dans certaines régions du Bénin demeure toujours un casse-tête. Résidant à Kétou, département de l'Ouémé, Laïla est une femme de la trentaine qui vit depuis son enfance l'un des plus grands défis de la planète terre : Le défi lié à l'eau potable. En dépit des nombreux efforts du gouvernement et la volonté affichée des régimes précédents de répondre à cette problématique que constitue l'accès à l'eau, Laïla et ses voisines continuent de boire l'eau du marigot dans plusieurs hameaux selon ses dits. En effet, la commune n'est pas encore totalement affranchie de la pénurie d'eau. Il n'est donc pas facile pour les populations des villages périphériques de respecter la consommation de l'eau selon la recommandation des médecins. A en croire cette dame de la trentaine, avoir accès à l'eau, de surcroit potable est très difficile quand l'on



est à certains milieux dans Kétou.

« C'est depuis mon enfance que je suis dans ce village. Je suis née ici et depuis que je suis ici, j'ai toujours effectué des kilomètres de marche à la recherche de l'eau » Chaudes disputes autour d'une ressource intarissable mais pas de bonne qualité. Dans ses révélations, Laïla fait remarquer que l'eau est également source de véritables conflits entre femmes malgré qu'elles soient d'un même village. Dans leurs quête d'eau, certaines femmes bénéficiaires rencontrent sur leur chemin d'autres femmes qui parcourent également des kilomètres à la recherche du liquide vital pour leur troupeau. Arrivée donc au marigot, le principe du premier venu, premier servi se déclenche entre femmes. « Un jour j'ai fait le trajet avec un groupe de femmes pour aller à la recherche de l'eau. Parmi ce groupe de femme il avait la femme d'un éleveur parmi nous. Arrivée au marigot après près de 10 kilomètres de marche, chacun voulant se s'approvisionner dans la seule réserve, la situation dégénère

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

et s'en est suivi des affrontements. Eu égard à tout ceci, il est impérieux que les autorités à divers niveaux revoient leur copie de ce que nous vivons afin de faciliter une meilleure prestation dans les services pour la population à la base. Mais puisque risque élevé d'affrontement est entré en vigueur à cause de l'eau, il faudra donc, au-delà de tout que les autorités pensent davantage aux populations de ces régions pour qu'on en finisse définitivement avec ces affrontements répétés, comme c'est maintenant le cas à Kétou. L'on ne pourrait pas non plus objecter le fait que le manque d'infrastructures, de pompe ou encore de puits pour réguler la situation, dans la plupart des villages dresse littéralement le lit aux affrontements participe grandement au fait. À cause de la pénurie d'eau il peine à s'apprêter à temps pour les cours. Ceci amène à savoir si rien ne peut être fait pour l'amélioration des conditions de vie des populations dans le nord et plus précisément à Comparou dans la commune de Banikoara. Autorités à divers niveaux attendus sur cette problématique.

« Notre commune ne mériterait-elle pas un forage afin de restreindre le risque d'infection contractée jusqu'à présent ? Les autorités à divers niveaux et en l'occurrence celles en charge des infrastructures doivent au plus vite s'y pencher afin de remédier à cette situation qui a déjà coûté la vie à plusieurs personnes et qui guette sans nul doute l'imprudence de nombre d'autres les prochains jours ».

Les autorités restent fermes

Que ce soit les autorités locales ou communales, chacune y est allée de son côté, refusant sans commune mesure d'accueillir à bras ouverts les femmes sur leurs distinctes préoccupations. A propos de la disponibilité en eau, une autorité locale d'Odomèta fait savoir que ce problème d'eau ne date pas d'aujourd'hui et que l'Etat central est en train d'y réfléchir. Ils bouchent ainsi la voie à toute alternative de descendre dans la rue de nature à mettre à mal et compromettre la stabilité et le calme de la ville. Comme pour justifier le bien fondé d'abandonner l'idée de descendre dans la rue, l'autorité a fait savoir que les projets pour garantir la disponibilité en eau potable pour la com-

mune sont déjà bouclés et que d'un instant à autre, ils verront jour au grand bonheur de la population. De quoi enflammer la colère des femmes qui réfutent cette preuve exhibée par l'autorité face à leur curiosité. Pessimistes et déçues, les femmes disent ne pas croire les autorités à divers niveaux qui leur ont pourtant promis à maintes reprises remédier à cette situation, afin de leur permettre d'avoir l'eau potable en toute quiétude au même titre que les autres populations des milieux urbains. « Cette tradition qu'ont les autorités de chaque fois nous promettre des choses qui ne se matérialisent jamais là, n'est plus suffisante aujourd'hui pour nous amener à rebrousser chemin et abandonner notre plan. Le problème de l'eau à Kétou est une préoccupation majeure et nous comptons tout mettre en œuvre pour déjouer la stratégie des autorités de nous bluffer » a confié Idayath Soukèni, femme ménagère. Même si chaque pays a ses réalités, selon les habitudes traditionnelles de la plupart des villages de Odomèta, de Idigny et de Kpankou en particulier, les âmes qui disparaissent rapidement ne connaissent pas forcément une mort naturelle mais celle dû à la consommation d'eau insalubre. Voilà pourquoi de deux choses, l'une, selon ces femmes décidées à rompre avec le silence : Soit on leur permet d'avoir l'eau en construisant des forages un peu partout dans la ville pour elles comme c'est le cas chez d'autres. Soit elles descendent dans les rues. Par ailleurs, le manque de latrine est à fortiori d'autres difficultés auxquelles ces femmes sont confrontées. Au-delà de tous ces points, il y a aussi une urgence à régler : celle des problèmes d'ordre infrastructural, le manque de confort qui ne permet pas aux femmes de s'éclorre, la vétusté des bâtiments de la ville de la ville. Face à tout cela, elles prévoient de même à l'avenir, de faire une marche, dans l'expectative de voir les autorités ôter les écueils greffés sur le changement du visage de la commune et sur la réalisation des infrastructures hydriques. Et pour mieux organiser les prochains mouvements annoncés et réussir par leur biais à satisfaire la cause de l'eau, elles mènent des démarches dans l'optique d'impliquer trois villages.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Problème de l'eau en Afrique : La commune de Bonou continue de tanguer au gré des crises sanitaires notamment celle liée à l'eau



Le spectre des événements tristes, imprévisibles, incompréhensibles et parfois inquiétants dans la politique de gestion de l'eau laisse perplexe et renforcent la complexité de l'actualité dans plusieurs localités de la commune de Bonou au cours des dernières années. Aux anciens maux qui parsemaient la vie en communauté dans cette région du Bénin se sont greffés de nouveaux aux effets surprenants et contagieux embrasant presque toutes les couches de cette contrée. Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement par le truchement d'une interview est descendu comprendre ce que vivent les citoyens en matière de l'eau.

Comme si tout le Bénin entier, du moins le département de l'Ouémé, l'on en est arrivé ce 21ème siècle à la fin attendue de la crise de l'eau dont les conséquences sont néfastes pour les victimes. Dans tous les cas d'espèce l'année 2022 a emporté dans son courant la pas mal de victimes de la pénurie d'eau. Beaucoup de femmes n'ont pas souvent le temps d'attendre calmement leur tour parce que le besoin en eau potable se fait cruellement sentir, d'après nos indiscretions. Alors pour avoir rapidement la source vitale qu'est l'eau, il faut se rendre

à la rivière. Le dictionnaire administratif local connaît donc depuis quelques années, une nouvelle expression : " La rivière ". Loin de la rivière noire de la commune d'Adjara, les rivières, remplies souvent d'eau sale sont connues pour leurs implications dans la vie communautaire à Bonou. Armel Fagnon nous explique « la situation que nous vivons à Bonou dépasse l'entendement. On dit que l'Ouémé est riche en eau en raison de sa vallée, mais très souvent les gens ne se demandent pas de quelle eau s'agit-il et quelle est celle que les populations doivent boire. Ici, nous sommes dans le village de Yanhouézoun. Nous ne connaissons pas ce qu'on appelle eau potable. L'eau que nous buvons c'est l'eau des rivières. C'est avec elle que nous faisons tout, c'est-à-dire boire, se laver, faire la vaisselle, préparer et tout le reste ». Comme Armel, Idriss, président des jeunes de son quartier dit n'avoir pas bu une eau potable cela fait cinq un an. « . « J'habite très loin de cette rivière. Dans mon quartier, l'eau potable n'existe pas ni une pompe publique, même défectueuse il en a pas alors que les puits que nous possédons sont très profonds et se sèchent très vite. Même s'il arrivait que cela donnait un peu d'eau, l'eau n'est pas d'une bonne qualité et depuis que j'ai décidé de travailler

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

dans ma cabine téléphonique installée ici au village, je n'ai recours qu'à l'eau de la rivière quand j'ai soif. Malgré que cette eau soit sale, parce que c'est dans cette même rivière que nous faisons nos besoins à bord des barques. Nous savons que ce n'est pas bien pour notre santé, mais nous n'avons pas le choix ». Pour faire face à ce problème d'eau dans les communautés, l'Etat béninois a mis en place un projet dont le but est de renforcer les systèmes d'alimentation en eau potable toutes les communes mais bien avant, les autorités locales ont-elles-aussi pris des initiatives pour que bougent les choses. Cependant, Armel pense que la gestion n'est pas ce qu'elle devrait être. « L'obligation pour les autorités locales d'associer les ténors de la localité que sont les jeunes à ces genres d'initiatives est non négociable. Très souvent ce que nous remarquons, c'est que quand les autorités veulent faire quelque chose, réaliser une infrastructure par exemple, elles le font sans consulter la base. Résultat, le rendu de l'initiative ne dure pas dans le temps. Parce que le défaut de communication dans la conduite de ces initiatives crée la confusion. Conséquence, incompréhension chez certains d'entre nous. C'est vrai que les autorités locales réfléchissent sur les réformes dans les œuvres communales et sociales. Mais les sages n'y sont pas associés ». Approché, Akpo finangnon, sage du village de Yanhouézoun dit n'avoir pas eu des informations sur de telles réformes. Le président de la Fédération communale des agriculteurs de la région, Ahouandjinou Dossa se trouve dans la même situation de méconnaissance des réformes. Quant à la participation aux réflexions, il pense que cela ne pourra être possible vu qu'il n'a pas été associé.

Au banc des accusés les autorités communales

Le phénomène ne date pas de leur temps. C'est un héritage qu'il faut assumer, car il date des mandatures passées. « Durant nos différents cris de ras-le-bol auprès des autorités communales passées, on avait tout dit mais rien. Les doléances sont certes reçues, mais quand il s'agit de prendre des mesures et corriger le tir c'est le mutisme total. Dans l'espérance d'être véritable-

ment compris pour que sortent des propositions qui doivent faire avancer les choses, toute notre espérance serait soldée par des échecs. Aujourd'hui avec le vent de la rupture et du nouveau départ, on espère que la quatrième mandature de la décentralisation fasse la différence.

Le son de cloche des autorités.

Selon l'ancien chef de l'arrondissement qui coiffe le village Yanhouézoun, Mahoulomé Bernard, les populations sont dans la fausseté. C'est la méconnaissance de leurs attributions qui leur fait dire qu'ils n'ont été pas associés. « Les ténors des villages ont toujours été associés lorsqu'il y a une initiative parfois directement ou indirectement c'est-à-dire par les chefs d'arrondissement. La vérité est que les moyens financiers manquent à la commune. Nous n'avons pas suffisamment de ressources pour faire face aux nombreux problèmes que nous avons. Ce que l'Etat central nous alloue comme ressource n'est pas suffisant pour répondre à tous les problèmes, surtout ceux liés à l'eau qui nécessitent d'importants ressources financières. Les populations, ont un rôle de contribution à la réalisation des infrastructures à travers le paiement des taxes et impôts. Il faut que nos concitoyens évitent de s'ingérer dans le travail de l'attribution qui n'est pas de leur ressort ». Selon lui, c'est l'Etat qui détient les ficelles. La mairie va faire ce qui est de son ressort mais l'Etat central a plus de capacité qu'elle.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



AFRIQUE DE L'OUEST : Entre pénurie et abondance, l'eau, une situation paradoxale

L'eau est manifestement un besoin naturel : Son caractère vital montre aujourd'hui à quel point, petit comme grand, jeunes comme personnes âgées, tous ont besoin d'eau et il n'existe guère d'activités économiques qui n'en dépendent d'une manière ou d'une autre. Comme le font remarquer, « sans elle rien ne pousse, sans elle il est difficile de vivre » c'est la raison pour laquelle l'homme a depuis toujours été formaté de manière à réajuster ses comportements en fonction de la disponibilité des ressources en eau. Qu'en est-il spécifiquement de l'état de cette ressource en Afrique ? Cette enquête présente quelques éléments de réflexion relatifs à la situation de l'eau douce en Afrique de l'Ouest, c'est-à-dire celle destinée à la consommation des populations, à l'irrigation pour répondre à la nécessité d'augmenter les ressources céréalières dans un contexte de densification et de croissance de la population. Réalisée par le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement, cette enquête avec l'ingénieur Burkinabé en hydraulique aborde certaines problématiques importantes qui concernent la situation de l'eau en relation

avec la question du changement climatique, le défi de l'accès des populations à l'eau en qualité et en quantité suffisante, les problèmes posés par la privatisation de l'accès à l'eau (dilemme entre solvabilité et solidarité).

RFLD : Que pouvez-vous nous dire face à l'épreuve paradoxale de l'eau à laquelle l'Afrique fait face depuis des années ?

Alors qu'il est avant tout vu comme étant le continent de la sécheresse et des pénuries sous toutes ses formes, le continent noir dispose en réalité d'un potentiel hydraulique assez important. En effet l'eau y est abondante le continent compte dix-sept grands fleuves et des centaines de lacs auxquels s'ajoutent d'importantes nappes phréatiques. Les précipitations annuelles en Afrique englobent 20360 km³ environ, soit une moyenne à l'échelle du continent de 678mm. Cependant, en dépit de cette disponibilité, cette ressource est mal répartie entre l'Afrique Saharienne et sub-Saharienne, l'Afrique de la pénurie potentielle au Nord, l'Afrique du manque d'eau et enfin l'Afrique de l'excès d'eau, dans la zone



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

équatoriale 2. Une observation scientifique et rapide permet de discerner à la fois des zones pauvres en eau, comme le nord du Niger ou encore de la Somalie et d'autres où les ressources hydriques sont abondantes comme la Sierra Leone ou le Gabon. A en croire une récente étude menée par la FAO, sur près de 3931Km³ de ressources en eau renouvelable, la région du Centre est la mieux dotée avec plus de 48% des ressources du continent pour seulement 18% de sa superficie. En revanche, la région de l'Afrique du Nord est la plus touchée avec moins de 1% des ressources renouvelable sa lorsqu'elle représente à peine 19% de la superficie de la région. Lorsque nous rapprochons ces chiffres et que nous les analysons par rapport à la situation des différents pays, nous remarquons que la République Démocratique du Congo par exemple détient 900km³ de ressources renouvelables internes, soit 23% du potentiel des ressources africaines contre seulement 0.01% pour la Lybie. Au-delà de cette inégale répartition, une répartition très contrastée, on remarque de nombreux cas de rupture aux échelles locale (inondations et sécheresses) et globale (modification des grandes étendues intérieures, réduction des débits des cours d'eau, au niveau du lac Tchad par exemple) qui constituent la principale menace qui plane sur l'avenir de l'eau douce si l'on se situe dans une perspective de développement économique et social des pays africains. Des analyses effectuées, notamment par AMMA, ont mis en évidence une raréfaction des ressources en eau. Les causes évoquées sont multiples et multiformes. Le changement climatique en est une parmi d'autres telles que l'augmentation spectaculaire des besoins en eau que ce soit à usage domestique ou pour l'irrigation des terres pour faire face aux enjeux de la sécurité alimentaire de même qu'à la croissance démographique. Des zones humides dans plusieurs pays africains ont été réduites en raison de la succession de saisons sèches

qui a eu également pour conséquence la réduction et un déficit d'approvisionnement en eau. L'on note aussi une forte évaporation des eaux de surface, la perturbation des cycles hydrologiques et la salinisation des nappes aquifères.

RFLD : Au-delà de la disponibilité de la ressource, pensez-vous qu'il existe encore d'autres problèmes sur lesquels il faut mettre les projecteurs ?

Bien sûr que Oui monsieur le journaliste. Au-delà de la disponibilité de la ressource l'autre grand défi du continent est lié à l'accès des populations à l'eau potable. En effet, il est aujourd'hui remarqué que, partout en Afrique, l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante constitue l'une des principales préoccupations des populations. Par conséquent, l'utilisation efficace et efficiente des ressources en eau est déterminante pour promouvoir le développement économique et environnemental de notre continent. C'est-à-dire, si nous voulons de ce développement intégral que nous désirons pour notre continent, il nous faut adopter des comportements qui garantissent une utilisation efficiente des ressources en eau. L'accès à l'eau devient donc important, dans la mesure où il permet d'atteindre plusieurs objectifs notamment, l'amélioration de l'hygiène, et de la santé des populations, garantir le développement de la production agricole par extension des périmètres irrigables, de même que l'essor de la production industrielle. C'est justement à ce niveau d'approvisionnement des populations en eau potable que se trouvent les difficultés de plusieurs africains dont l'ampleur liée à des variables physiques, économiques, démographiques et politiques. Même dans les pays qualifiés de château d'eau de l'Afrique de l'Ouest comme la Guinée où l'eau est abondante, une bonne partie de la population de la capitale n'a pas accès à une eau de qualité. Face à cette situation, les lacs,

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

les rivières, et les mares temporaires sont utilisés comme source d'abreuvement. Ce qui participe à la prolifération, des maladies et constitue l'un des principaux vecteurs de mortalité en Afrique. Selon l'OMS, 80% des maladies sont d'origine hydrique. Chaque jour, 650 personnes, en l'occurrence des enfants de moins de cinq ans, meurent de diarrhée en Afrique. Les pertes annuelles en vies humaines ayant rapport à la consommation d'une eau insalubre sont évaluées à 30 millions de personnes. Il apparaît ainsi que par défaut d'un accès correct à la ressource, l'eau est devenue de manière directe ou indirecte la première cause de mortalité en Afrique. Il est vrai que des actions louables ont été entreprises et continuent de l'être pour améliorer l'accès des populations à l'eau potable dans le cadre des programmes de développement durables.

« Si le taux d'accessibilité à l'eau potable en Afrique a connu une nette amélioration ces dernières années, en revanche la question de l'assainissement reste le ventre mou des politiques de gestion des ressources en eau dans la plupart des pays »

Au regard des conséquences ayant trait aux changements climatiques, à l'augmentation des populations, à la dégradation actuelle de l'environnement et à la diversification des activités économiques, aussi bien en milieu rural qu'urbain, la gestion et la maîtrise des ressources en eau sont devenues des problématiques importantes. Dans la plupart des cas et dans la

quasi-totalité des pays africains, l'absence des structures de gestion ou des dispositifs institutionnels pouvant permettre de garantir une gestion rationnelle et durable de cette ressource a conduit à la mise en œuvre des politiques de privation de l'eau. Ainsi, l'eau qui devrait être mise à la disposition des citoyens se retrouve malheureusement rationnée.

RFLD : Avez-vous un plaidoyer ?

D'entrée de jeu, il faut être audacieux et reconnaître que l'Afrique ne manque pas véritablement d'eau mais est surtout confrontée à des situations contrastées. Mis à part certaines zones qu'on peut qualifier d'arides ou semi arides, le continent noir est très riche en eau. Le problème qui se pose de nos jours est celui de la valorisation de cette ressource dont en réalité nous disposons en quantité et en qualité. Donc si je dois faire des plaidoyers, elles iront directement dans le sens de la valorisation des ressources en eau. Ainsi donc je dirai que cette valorisation doit s'appuyer d'abord sur deux leviers essentiels à savoir : En premier lieu, le développement des infrastructures qui manquent cruellement pour l'alimentation en eau, notamment les infrastructures hydrauliques. Secundo, les Etats africains doivent penser à la mise en place de dispositif institutionnel adéquat qui encadre le secteur. Ces deux actions phares déterminent en partie l'efficacité des mesures de protection des ressources en eau ainsi que l'équité dans son allocation aux différents acteurs.



Difficile accès des femmes à l'eau dans la commune d'Avrankou : Des femmes se plaignent et appellent les autorités à l'aide



Le département de l'Ouémé compte parmi les moins desservis en eau. Les difficultés d'accès à l'eau potable amènent les populations riveraines notamment les femmes à consommer les eaux fluviales souillées par des excréments humains. L'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement a, dans le cadre de son projet sur la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest effectué une descente dans la commune d'Avrankou, département de l'Ouémé. L'objectif étant d'écouter les victimes afin de proposer des recommandations aux autorités étatiques et locales pour

améliorer les conditions de vie des populations rurales des maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau. Les femmes ont été écoutées et ont témoigné de leur calvaire.

Comme sous un arbre à palabre, les femmes témoignent. Elles attendent leur tour pour prendre de l'eau d'un trou. Cette image montre à suffisance le manque cruel en eau potable dont sont confrontées les femmes dans ladite localité. Un fait qui expose les populations aux maladies et aux épidémies liées à l'eau non potable quand on sait que cette eau qu'elles vont chercher, ne répond à aucune norme qualité. « C'est comme ça nous faisons tous les jours. Nous allons dans la brousse et nous nous mettons à creuser des trous espérant trouver de l'eau. Le plus difficile pour nous c'est pendant la saison sèche. Lorsque la saison passe à la saison sèche, le sol devient dur et impénétrable. Ainsi, nous pouvons rester des semaines sans l'eau. Voilà pourquoi lorsque nous voyons cette saison s'approcher, nous faisons des réserves en quantité. Malheureusement, ces réserves parfois nous lâchent pas moment à cause des besoins en eau qui ne font qu'augmenter. Quand nos enfants vont à l'école, c'est l'eau là ils boivent », a laissé entendre Tchala Dansou, femme ménagère à Avrankou. En abordant le risque des maladies que courent les populations en buvant de telle qualité d'eau, elle affirme « Vous allez certainement vous demander ce qui en est des maladies. Oui, nous tombons régulièrement malade. Malgré qu'ils nous disent souvent que c'est en raison de la qualité de l'eau que nous prenons que nous et nos enfants tombons malades, nous sommes obligés de continuer à prendre une fois à la maison. Pourquoi ? parce que nous n'avons pas le choix. Les seuls moments où nous sommes contents par rapport à l'eau, c'est qu'il pleut. Oui, quand il pleut, nous prenons suffisamment l'eau de pluie »

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Comme elle, Véronique Dansou atteste avoir trouvé une alternative plus difficile mais qui en valait la peine : « Chaque matin, pour avoir une eau qui répond à une certaine qualité même si ce n'est pas le top, je dois aller à la principale fontaine située à 8km de mon lieu d'habitation afin d'aligner mes bidons d'eau pour prendre l'eau. Chaque matin je fais le même trajet quatre à cinq fois, histoire d'avoir des réserves d'eau. C'est triste mais c'est comme ça se passe ici. Bientôt nous parlerons aussi des élections et les mêmes causes vont tenter de produire les mêmes effets. Auront-ils été responsables du calvaire que vivent les populations pour se lancer dans une course effrénée ? » s'interroge-t-elle. De l'analyse de tous ces paramètres, il y a de quoi s'inquiéter de ladite situation de l'eau dans cette commune du Bénin qui accentue les peines des victimes qui, déjà souffrent des conséquences de la morosité économique. Les décideurs de l'administration à la base doivent réfléchir sur les opportunités de soulager les populations d'autant plus que les ressources pour y arriver ne sont forcément pas à la charge du budget de l'État puisque peuvent venir des partenaires sociaux. S'il est une réalité que le nouveau départ doit être promu et encouragé, la mise en place des initiatives de ce genre doit aussi se faire sans sélection de région. L'eau, source de vie est devenue une denrée rare sinon source de maladie du fait de sa qualité. Inutile de rappeler au jour d'aujourd'hui aux autorités qui aussi, ont vécu aussi dans ces conditions, que les femmes sont un noyau à renforcer et non à détruire sous l'effet de l'ignorance de ce que l'on peut faire concrètement pour que bougent les lignes. J'ose croire que la bonne foi résonnera et que les décisions meilleures qui favorisent l'autonomisation des jeunes femmes ainsi que le renforcement de leur pouvoir d'achat seraient prises pour soulager les peines.

Un peu plus loin, nous avons croisé Yabor qui, elle aussi allait à la recherche du liquide vital. Elle explique : « je m'en vais à la quête de l'eau. Arrivée là-bas, je déposerai mes bidons que voici liés avec une corde et j'attendrai le temps qu'il faudra afin d'avoir l'eau. Il faudrait que je fasse preuve de grande patience pour pouvoir recueillir l'eau et repartir chez moi. Toute ma prière en ce moment c'est qu'arrivée là-bas, on me n'annonce pas que la batterie qui permet de pomper l'eau est déchargée ». Beaucoup de femmes n'ont pas souvent le temps d'attendre calmement leur tour parce que le besoin en eau potable se fait cruellement sentir, d'après nos indiscrétions. Alors pour avoir rapidement la source vitale qu'est l'eau, il faut parfois tricher. Interviennent alors les bagarres. Yabor vient ainsi de révéler un autre aspect de son calvaire. A l'en croire, l'énergie solaire est celle utilisée par les robinets pour pomper l'eau. Et donc quand il n'y a pas suffisamment de soleil, c'est difficile pour les bénéficiaires d'avoir l'eau. « Quand le ciel menace pendant une certaine durée, on a plus l'eau. Parce que c'est le soleil qui permet à la batterie de charger afin de nous pomper l'eau. Ce qui veut dire que notre consommation d'eau potable est subordonnée à l'intensité du soleil » a-t-elle confié. En approchant la fontaine notre équipe a constaté qu'il s'agit bel et bien d'une infrastructure alimentée par une installation photovoltaïque composée de 6 panneaux pour équipements solaires de 100 watt, de 2 batteries de 100 watt, d'un convertisseur de 2000 watt, d'une pompe de 1,5, etc. Toutes les installations électriques et de plomberie sont encastrées dans les poteaux. Quant à la fontaine, elle est couverte en bac alu. Avec l'infrastructure, environ 1000 foyers peuvent être approvisionnés par jour. A en croire ceux-ci, le trajet est fait chaque semaine près de quatre fois. En s'adressant aux autorités elle son message a tourné autour d'un seul point, multiplier les infrastructures. C'est un véritable fardeau pour nous, voilà pourquoi nous appelons les autorités à nous venir en aide car l'urgence est là !

GESTION DE L'EAU A IFANGNI : « Nous tenons responsables les autorités étatiques pour cette fuite de responsabilité » dixit Agnès Zoukè

La question de failles observées dans la gestion de la problématique de l'eau, aucunement, ne peut fonder une telle fuite de responsabilités » a déclaré Agnès Zoukè, femme rurale de la commune d'Ifangni, département de l'Ouémé pour elle, la pénurie d'eau observée ces dernières décennies ne fait qu'empirer la misère des populations. À preuve, dans les foyers, on peut tristement compter le nombre de fois une personne prend l'eau. Aujourd'hui, c'est un secret de marché, que les nombreuses difficultés essuyées par les populations ne sont forcément pas méritées. N'en dénombre pas-t-on de ces cas où, même après avoir trouvé l'eau, l'effort des populations est décrété non-lieu par le simple et vicieux fait que cette eau soit de mauvaise qualité et vecteur de plusieurs maladies.

« La manie se plaît par ailleurs de se forcer puisque généralement, pour notre cas, c'est une forme de mascotte pour les détenteurs de pouvoir qui fixent dès lors de cota pour tout approvisionnement d'eau à la fontaine. Triste, rare, condition pénible ». A en croire ses propos, la dernière situation en date est celle qui a trouvé refuge à Ifangni, précisément à Daagbé où la plupart des femmes sont condamnées à payer tout l'effort de leur corps pour avoir un gobelet d'eau insalubre.

Ainsi, constatant de telles évolutions, on se demande combien d'années de pèlerinage faudra à ces victimes pour passer à une autre étape ?

Depuis quelques années que nous avons bénéficié de 3 adductions d'eau village gracieusement offertes par l'organisation internationale kwotienne à caractère humanitaire dénommée Direct Aid Bénin, on pensait conjuguer au passé nos difficultés quotidiennes. Mais c'est faux !

« La commune d'Ifangni demeure sérieuse-

ment affectée par le manque d'eau potable. Depuis des années, nous en souffrons cruellement. Seulement presque la quasi-totalité de ces infrastructures ne desservent pas en réalité les populations. Plusieurs de ces réalisations faites sont en panne ou non exploitées. Certaines sont même déclarées irrécupérables. Sur les centaines de forages à pompe manuelle ou forage à pompe à motricité humaine, seulement 11 sont fonctionnels et exploités...81 sont en panne, 3 sont fonctionnels mais difficile à exploiter. Ceci montre la souffrance dans laquelle nous sommes dans la commune. Moi je suis mère de 3 enfants, je n'ai jamais été à l'école. Donc mon gagne-pain, c'est l'agriculture. Bien que je vivais bien de l'agriculture, depuis quelques années, c'est difficile de joindre les deux bouts. Il ne pleut plus et avoir l'eau en quantité suffisante pour pouvoir arroser les semences, c'est difficile. Nous n'avons pas de l'eau. A peine nous arrivons à trouver pour boire » a déclaré Agnès avant d'ajouter que « notre vulnérabilité d'aujourd'hui est sans précédent. J'ai tout perdu.

Alors que le taux de déserte de la commune d'Ifangni n'est pas des moindres, les infrastructures se révèlent être un obstacle. En ce

qui concerne la gestion des fontaines réalisées il ressort selon nos investigations que la gestion des infrastructures d'approvision-



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

nement en eau potable se confie souvent à des exploitants par l'administration communale. Les recettes mobilisées servent à régler la paie des agents positionnés au niveau des bornes fontaines. Pour que chaque femme ait l'eau, celle-ci doit payer 25FCFA par unité de mètre cube d'eau tiré le reste étant reversé dans les caisses de la commune. Le gestionnaire mandataire est donc tenu de faire un rapport mensuel de gestion et de signaler d'éventuelles pannes ou dysfonctionnements. Tout ceci, sous la supervision du responsable eau et assainissement de la mairie d'Ifangni. A la question de savoir ce qui pourrait bien expliquer l'état défectueux des infrastructures qui n'arrivent plus à satisfaire la population, dame Agnès fait remarquer que la rémunération de ces gestionnaires mandataires explique en partie ce problème. « Ils sont mal payés et cela déteint aussi sur le suivi qui devrait être fait. Toute chose qui a occasionné l'abandon de certaines bornes fontaines. Ainsi des infrastructures se retrouvent non exploitées pour défaut d'agent vendeur d'eau » révèle Agnès. Toutes ces insuffisances réunies, les femmes de la commune d'Ifangni pensent que la meilleure solution est de recourir à l'eau polluée des forages réalisées par des donateurs arabes des pays du Golfe en raison des coûts. Mais au-delà des incidents sur l'agriculture cela a des retombées sanitaires qu'aucune d'entre elle n'ignore. D'ailleurs Agnès a fait remarquer que cela a été la cause des nombreuses maladies trainées pare son garçon de 10ans l'année dernière. « L'eau de ces forages n'est pas destinée à boire. Mais, afin d'étancher nos soifs, d'une part et permettre à nos semences d'autre part de bien pousser, nous sommes obligées

de prendre bien que conscientes que c'est impropre à la consommation. C'est comme ça le chef de collectivité ou le gestionnaire mandataire peut décider de vendre l'eau. Seulement que dans cette condition, obligation lui est faite de vendre l'eau à moindre coût. Voilà pourquoi l'eau de ces "forages arabes" coûte pratiquement deux fois moins chère que celle des bornes fontaines émanant de l'autorité de la mairie. La bassine d'eau coûte entre 25 et 50 francs Cfa au niveau des bornes fontaines de l'Etat, alors que les forages arabes vendent deux bassines à 25 ou 50 francs Cfa. De même, les gestionnaires des forages arabes sont tenus de rendre gratuite l'eau à la communauté deux à trois jours par semaine" renseigne l'enquête. N'étant donc pas de bonne qualité, cette eau que nous prenons nous rend malade. Mon garçon de 10ans a été attaqué par la maladie de choléra cinq fois l'année dernière. Je remercie Dieu qu'il soit encore en vie. A nos cris de détresse, la Fondation Claudine Talon a été réceptive. Et sans tarder, cette fondation s'est rapprochée de l'Organisation internationale Koweïtienne Direct Aid pour solliciter son intervention dans nos quartiers et villages. Toujours disponible à secourir les populations en manque d'eau, elle a répondu promptement à l'appel. Les études préalables ont été faites et les travaux ont abouti à l'inauguration de ces différentes infrastructures qui viennent comme le couronnement de plusieurs jours d'intenses activités. L'eau source de vie a enfin jailli au grand bonheur des populations. Nous tenons responsables les autorités étatiques pour cette fuite de responsabilité.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Kanso Alfred a propos des bonnes pratiques agricoles et environnementales pour faire face au changement climatique et à la pénurie d'eau : « une pénurie d'eau qui nuit aux productions agricoles » dicit Abdoulaye Songo

De par sa position géographique et ses caractéristiques agro écologiques la Guinée est un pays vulnérable aux aléas climatiques. La dernière décennie a été particulièrement violente. Le milieu rural est le plus affecté par ce phénomène à cause de l'érosion des sols et de la déforestation. La chute de la production agricole et de la détérioration des conditions de vies des familles rurales en sont quelques conséquences. Le projet de renforcement de la résilience au changement climatique mise en œuvre par le Réseau des Femmes Leader pour le Développement vise l'amélioration des systèmes de production en vue d'une adaptation aux changements climatiques et une diminution des risques de désastres. Les investigations ici, se déroulent au tour de quatre composantes. Une première composante relative à la production de semence et de matériels végétales de variété de cultures résilientes aux changements climatiques, une deuxième composante qui concerne les essais et à l'application des techniques résilientes aux changements climatiques. La troisième composante concernera la vulgarisation de ces bonnes pratiques à travers les champs école paysans, une occasion pour permettre à l'agriculture de suivre tout son cursus durant tout son cycle.

Joseph Kouamé est ingénieur agricole « la variété comayagua est plus résistante à la sécheresse et au vent par rapport à la variété Alyzène qui n'a pas beaucoup évolué alors qu'elles ont été mise en terre le même jour et ont reçu les mêmes attentions. Au regard de cette analyse nous pouvons dire que le Comayagua est plus adapté à la zone. Les sécheresses récurrentes sont l'un des défis majeurs de la production des céréales dans les terres arides. Au cours des dernières décennies, nous avons connu des poches importantes de séche-

resse, surtout. En vue d'atténuer les effets néfastes des périodes de sécheresses récurrentes, nous avons pensé mettre en place des variétés des principales céréales qui sont résistantes à la sécheresse ou à maturité précoce. L'adoption de ces variétés dans l'exploitation agricole nous a non seulement permis d'accroître nos rendements mais aussi d'un réel bénéfice pour les agriculteurs que nous sommes et les consommateurs en matière d'accroissement des revenus et de baisse du coût des céréales respectivement. En termes de gains, l'utilisation de ces variétés a largement contribué à terme à l'édification de conditions de résilientes dans les zones arides pour un développement durable. L'étude sur les Changements climatiques et intrants agricoles avec un accent particulier sur les variétés tolérantes à la sécheresse nous a véritablement aidé. Hormis le climat, le faible niveau d'utilisation des intrants agricoles est un des facteurs fondamentaux qui mettent à risque la sécurité alimentaire. Bien que l'importance de l'utilisation des engrais azotés soit connue de tous, leur application reste très limitée chez nous à cause de l'inefficacité du système de distribution, du coût élevé de l'azote, le faible taux de recouvrement des engrais, des politiques agricoles inadéquates, et d'autres facteurs socio-économiques. En outre, la qualité des semences est un gros problème, notamment en période d'insécurité alimentaire persistante comme ce que nous vivons depuis des années. Ainsi, l'agriculture qui génère des richesses et crée des emplois directs et indirects se caractérise par une faible productivité de la majorité des exploitations agricoles et une faible intensification à quelques cultures commerciales d'exportation. Les principales contraintes incluent le coût élevé des intrants, la faible fertilité des sols, l'absence de services de transport, la faiblesse des

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

investissements et le déficit hydrique. Oui l'eau. Partout où on parle de l'agriculture, le premier facteur c'est l'eau. « Ici en Guinée, la plupart des producteurs agricoles ont la volonté et à cela tout l'arsenal qu'il faut pour arriver à bout. Mais personne ne contrôle l'eau. Notre principale difficulté est liée à ce liquide vital. L'agriculture est l'une des principales victimes du dérèglement climatique. En effet face à la pression anthropique et aux aléas climatiques extrêmes, les exploitations agricoles du territoire se retrouvent de plus en plus fragilisées et menacent donc directement la souveraineté alimentaire. Ce qui se passe aujourd'hui prouve qu'avec le changement climatique, nous risquons gros. Sans oublier la salinisation de nos terres, les vagues de chaleur, les sécheresses, les variations imprévisibles de la pluviométrie, la désertification, la réduction des réserves en eau par endroits, les inondations et la prolifération des parasites et des maladies. Cette question d'eau fait partie d'ailleurs des nombreuses difficultés auxquelles les Guinéens sont confrontés dans leur vie quotidienne », va-t-il déclaré, ajoutant que des difficultés similaires existent dans d'autres secteurs comme ceux du transport, de l'éducation et de la santé. Il n'y a pas d'excuse valable pour les problèmes actuels. Le pire, c'est que c'est une nation riche qui devrait être en mesure d'offrir le minimum de service à son peuple, mais il ne fait pas ». Par exemple les familles doivent faire des kilomètres pour trouver de l'eau sur un point de forage. Les habitants viennent se plaindre régulièrement auprès du chef du quartier, Fofana Bangoura. Ce dernier démontre la vétusté des infrastructures et le manque d'investissement des pouvoirs publics dans le réseau d'adduction d'eau de la ville. « Le gouvernement doit investir pour permettre l'approvisionnement en eau », insiste le chef du quartier. La demande ces dernières années a explosé. De fait, la société publique chargée de l'adduction de l'eau n'arrive plus à suivre l'urbanisation galopante de Conakry. Les aléas climatiques ne pas les seuls coupables. De mauvaises pratiques comme l'agriculture sur brûlis, qui consiste à défricher par la coupe de bois pour la cuisine et par le feu, accélèrent la dégradation de l'environnement. Or, sans végétation et sans arbre,

la terre s'assèche encore plus et quand il pleut, l'eau ne s'infiltré guère. Pour terminer je dirai que le manque d'eau que nous connaissons actuellement s'explique également par une plus grande utilisation des ressources en eau. Le maraîchage en saison sèche s'est fortement développé, c'est positif car cela permet de cultiver des aubergines, des tomates, des choux et des oignons et de nourrir des milliers de familles. Mais cela doit se faire avec un usage responsable et économe de l'eau » a confié Joseph Kouamé.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

APRES PLUSIEURS ANNES SANS UNE EAU POTABLE DE QUALITE

: Les populations de AFANDJITANME au Bénin crient leur ras-le-bol



AFANDJITANME, un village situé dans la commune d'Avrankou au sud Est du Bénin à quelques kilomètres de la capitale administrative du Bénin, jamais de leurs vies, les populations n'ont vu et bu de l'eau potable. Désabusées, elles ne savent plus à quelle porte frapper. L'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement, est descendue sur le terrain constaté la condition pénible dans laquelle vivent ces habitants qui ne demandent que justice leur soit rendue dans le secteur de l'eau.

Depuis que le village est village, les près de 6 000 habitants de ce village, ont toujours consommé de l'eau insalubre. « On n'a jamais bu de l'eau potable dans ce village, on boit ici de l'eau souillée du puits et de la rivière », nous confie Arnaud Blèkpon, un habitant du village. Résultat, il nous signale qu'à cause de la mauvaise qualité de l'eau, les populations du village font fréquemment face aux maladies notamment la diarrhée et les infections génitales. » Tout ceci fait que les habitants cherchent de l'argent mais ils dépensent tout au centre de santé pour se soigner », s'alarme-t-il. Désabusés, ceux-ci ont à nos micros manifesté leur ras-le-bol après

plusieurs années de vie sans eau potable. Dans leur cri de détresse, les habitants ont dénoncé les conditions précaires et difficiles dans lesquelles ils vivent, et l'indifférence des autorités politico-administratives.

Car, en dépit de la présence d'un château d'eau de la Société nationale des eaux du Bénin (SONEB) qui a jusque-là, le monopole de fourniture et de distribution d'eau potable, les populations de ce village, ne boivent que de l'eau issue de trous au hasard creusés ou de l'eau de la rivière. Et selon les témoignages, cette situation dure depuis plus de 30 ans. « C'est triste ce que nous vivons dans ce village. Selon notre culture et comme c'est le cas dans toutes les régions, un invité s'accueille avec de l'eau. Mais voici incapables de vous accueillir avec cette eau, parce qu'en réalité, nous n'en avons pas. Pour trouver de l'eau, les hommes doivent creuser des trous un peu partout et attendre que quelques quantité d'eau sortent afin nous les femmes prenaient. Donc la tradition ici, c'est que chaque famille dispose d'une houe. Et donc si tu veux de l'eau, tu devras te rendre dans la brousse, creuser le sol avant d'avoir l'eau. Quand nos enfants rentrent de l'école, c'est avec cette eau que

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

nous leur préparons à manger et c'est avec cette même qualité d'eau qu'ils doivent se laver. Quand il arrive qu'à l'hôpital on relie la maladie dont souffre un enfant à la consommation d'eau, nous considérons cela comme une exception. Car nous refusons de croire que l'eau que nous buvons pourrait détruire notre état de santé. Nous espérons qu'avec l'enquête que vous faites, les autorités pourront enfin entendre nos cries de cœur et venir à notre secours. » a confié Clémentine Houssou. Selon un élu local rencontré dans les agglomérations et qui requiert l'anonymat, ce n'est pas des moyens qui manquent à l'Etat central et à nos autorités locales. Mais, pour lui, ces autorités n'en n'ont jamais fait leur priorité. Prenant ses responsabilités, il a entrepris dans un passé récent de rencontrer les autorités en charge de l'eau afin d'expliquer la situation que vivent les habitants de AFANDJITANME. Mais, ces démarches n'ont jamais abouti. Car, la société étatique en charge de la distribution d'eau lui a opposé un devis de plusieurs millions de francs pour des populations qui, dans leur grande majorité, vivent en dessous du seuil de pauvreté. « Nous continuons aujourd'hui d'enregistrer des phénomènes hydrologiques extrêmes. Des épisodes de précipitations extrêmes ont provoqué des inondations massives. Ce n'est pas que dans les pays en développement que la pénurie d'eau cause des perturbations majeures », va-t-il ajouté.

« Si nous devons remonter dans l'histoire, nous comprendrons que depuis quelques décennies, la question des conflits liés au partage de l'eau ici à AFANDJITANME avait pris une ampleur importante depuis des années. L'accroissement démographique est certes un élément essentiel à prendre en considération, avec les besoins grandissants de l'agriculture pour nourrir une population en rapide augmentation, mais il n'est pas le seul. A cela il faut ajouter facteurs tels que les facteurs culturels et politiques qui entrent aussi en jeu dans l'expansion de la demande en eau. À ces causes d'accroissement d'une demande pour une ressource finie, il faut ajouter d'autres, les tensions économiques et politiques entre États d'où l'idée, à nuancer, des futures « guerres de l'eau », mais aussi « entre groupes sociaux, et entre entités politiques

à l'intérieur des mêmes pays. L'analyse de ces conflits témoigne de l'importance de la notion d'adaptabilité sociale pour leur résolution, et a contrario la difficulté que constituera l'adaptation de certaines communautés à la rareté croissante de l'eau, porteuse de ruptures sociales et de conflits internes beaucoup plus que de guerres intercommunautaires » va-t-il ajouté.

La difficulté de l'accès à l'eau, à l'eau potable devrait-on souligner, est un élément crucial car elle est, rapporte l'Organisation Mondiale de la Santé, l'une des causes de nombreuses maladies et de mortalité dans le monde : à en croire les statistiques avancées par l'organisation, en 2003, environ 5 millions de décès étaient imputables à une eau non potable qui se trouve être vecteur de maladie telles que le choléra, la typhoïde et la diarrhée notamment. Les problèmes de santé et de mortalité associés à la qualité de l'eau ont quatre fois augmenté plus vite que la population ; une situation aggravée par la dégradation des sols, la désertification, et des sources d'approvisionnement en eau. Mais la consommation domestique n'est pas seule en cause : en effet, la problématique de la gestion et de la distribution de l'eau ne se résume pas à l'accès à l'eau potable, pour dramatique que puisse devenir sa rareté. L'accroissement démographique et les modifications du niveau de vie induisent de très fortes pressions sur le secteur agricole. Il faut produire plus pour nourrir l'humanité ; il faut aussi produire plus en quantités industrielles pour satisfaire les besoins d'une société plus riche qui consomme des produits qui réclament plus d'intrants pour assurer leur production. « En effet, malgré nos difficultés nous continuons de prendre cette qualité douteuse d'eau » a confié dame Clémentine. Ainsi, si elle est repartie reprendre le chemin des trous et de la rivière, mais elle dit enfin avoir brisé le mur du silence pour dénoncer tout haut, ce mépris des autorités centrales et locales. Et en attendant la réaction de ces autorités, elle se dit à moitié soulagée. Le souhait du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement c'est qu'en dépit des moyens financiers limités qu'un regard bienveillant soit orienté vers cette partie de la population d'Avrankou.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Difficile accès de l'eau en Afrique : « Sans l'eau femme que je suis, ne suis rien » s'indigne Rosaline Koné

Nul ne l'ignore, l'eau est source de la vie. Si l'on peut vivre des jours sans manger, l'on ne pourrait vivre sans boire l'eau puisque le corps humain est constitué à plus de 70% de ce liquide vital. Les eaux dans un passé étaient abondantes dans nos pays. Les sources d'eau étaient nombreuses et intarissables pour ainsi dire jamais. Mais aujourd'hui, rare sont les femmes qui arrivent à avoir de l'eau en qualité et en quantité dans nos milieux ruraux. A l'occasion d'une enquête diligentée par l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) dans le cadre de son projet, qui vise comme objectif l'amélioration davantage de femmes et de filles à l'accès à l'eau et aux services nécessaires qui respectent leurs divers besoins, des femmes d'une communauté en Cote d'Ivoire ont été approchées afin de recueillir d'elles, des informations sur le calvaire qu'elles vivent dans le secteur de l'eau.

« Il y a quelques années en arrière, au temps de nos aïeux, nos rivières étaient dans leur bon état, la vie aquatique y était intense comme elles l'est plus dans notre époque même là où les conditions naturelles ont par miracle subsisté. Je me rap-

pelle encore des histoires que ma grand-mère me racontait à propos de l'eau. A l'en croire, la situation que nous, nous vivons aujourd'hui n'était pas ainsi. En leur temps, elles avaient une certaine préférence pour l'eau de marigot. Aussi, il pleuvait très bien à leur époque et l'eau était abondante. Quelques années avant eux, les grands parents qui avaient horreur de l'eau de rivière en quelques fractions de secondes construisaient des aqueducs au prix de travaux considérables pour amener dans leurs localités de l'eau, quand bien même de source lointaines. C'est vrai qu'il a existé en ces temps des milieux arides qu'on appelle communément des déserts. La différence entre hier et aujourd'hui est que dans ces déserts on retrouvait des traces de civilisation disparues qui prouvaient à suffisance que les conditions de vie hier n'y ont pas été comme aujourd'hui. Nous devons humblement reconnaître que le climat y était autrefois favorable. Nous pouvons citer en guise d'exemple des régions où nos aïeux avaient su utiliser sans aucun doute des ressources en eaux aujourd'hui en pleine disparition. En raison de l'augmentation démographique de certains modes d'élevages ou de méthodes de cultures aberrantes, de la destruction du sol naturel, du déboisement ayant provoqué une altération du climat local et transformé certains milieux naguère fertile en désert de sable. L'existence des milieux arides si non leur extension après avoir été reconnu et accepté comme une fatalité naturelle est de nos jours l'objet de nombreuses études consacrées aux problèmes de leur alimentation en eau potable. La résolution des problèmes en eau a donné lieu à des difficultés quasiment insurmontables dans l'état actuel des alternatives tech-



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

niques et devraient ainsi faire l'objet de nombreuses recherches.

« Depuis dix ans, les mêmes problèmes ont été posés sans résultats concluants et les victimes que nous sommes payons les frais. Pire nous avons toujours été marginalisés et cette fois ci, c'est décidé, nous ne voulons plus reculer, nous avons décidé ! » aujourd'hui nous le savons tous, que les premières personnes qui souffrent de la pénurie d'eau c'est nous les femmes. Une femme n'est rien sans l'eau. Regarder déjà le nombre de besoin de femme qui nécessite l'eau. C'est énorme ! je suis mère de cinq enfants et nos besoins en eau chaque jour sont grands. Cependant, pour avoir cette eau, c'est un chemin de croix. Le point d'eau de notre village se situe à des kilomètres de mon lieu d'habitation. Parfois tellement le point d'approvisionnement est éloigné, je suis contrainte de rester comme ça sans prendre une douche toute une journée, pourvu que mes enfants en trouvent à boire. Pour les enfants, n'en parlons même pas. C'est presque la routine. Même s'il est vrai que les gouvernements précédents ont fait des efforts en donnant à certains villages de la commune des pompes, celles-ci se trouvent très éloignées des zones d'habitation. Il faut reconnaître au pouvoir en place des efforts consentis même s'ils ne sont pas à la hauteur des attentes. La fontaine qui nous alimente ici est située à près de 12km de ma maison. Vous imaginez-vous ? A l'en croire, l'installation de ce joyau avait suscité beaucoup d'espoirs. Mais aujourd'hui, on se demande si le bien que les autorités essaient de nous faire en valait la peine. Puisque nous continuons à nous étancher nos soifs avec les eaux de sales de marigot. Des eaux qui, pourtant dégagent des

odeurs nauséabondes à vous couper le souffle, puanteurs de toute sorte aux abords, tout pour vous répugner malgré la nature vitale de la substance à la recherche de qui viennent des centaines de personnes chaque jour.

Multiplier les points d'eau, c'est mettre les citoyens dans les conditions de réclamer d'eux une participation citoyenne pour la construction de notre pays. Pourvu que les appels que nous avons effectués ces derniers mois soient entendus et que les autorités permettent de dénouer la crise afin que les populations retrouvent le sourire. En poursuivant plus loin, notre enquête il ressort de l'intervention d'une des filles de Rosaline que : « Parfois l'eau ne coule pas pendant plusieurs jours. Notre retour devient donc l'eau de marigot. Elle aussi ne se trouve pas moins de 5 kilomètres de notre lieu d'habitation. Nous souffrons beaucoup. C'est uniquement en saison pluvieuse que nous arrivons à pousser un ouf de soulagement ». Ceci est d'autant plus visible au niveau du site d'approvisionnement. A cette allure, le risque est grand pour que nous connaissions le triste sort des maladies infectieuses. Quelques mois après leur installation, les pompes, nonobstant leur fière allure et le parfum de la nouveauté qui les embaume font déjà l'objet de graves anomalies. Selon les témoignages de certains spécialistes contactés par téléphone par notre équipe d'enquête, ces anomalies sont de nature à réduire leur durée de vie. Alors que leur installation répond au souci de soulager les populations en quête permanente de l'eau en facilitant leurs conditions de vie et de travail, certaines installations souffrent de graves insuffisances. Problèmes de fissuration, tuyauterie, robinets en fra-

cas, des outils de qualité douteuse même si on continue de faire croire que ce sont des matériels haut de gamme... En tout cas c'est le constat. Il se pose alors un problème de manque qui mérite résolution au plus pressé par l'autorité. « Aucune disposition particulière n'est jusque-là prise pour une maintenance et un entretien convenable au grand bonheur des populations. Mais quand on sait que c'est du ressort des autorités d'entretenir ces biens il y a de quoi douter de sa capacité à remplir sa mission » a confié la fille ainée. « On n'a jamais bu de l'eau potable dans ce village, on boit ici de l'eau souillée du puit et de la rivière », nous confie Romualde Touré, un habitant du village. Résultat, il nous signale qu'à cause de la mauvaise qualité de l'eau que nous prenons, les populations du village font fréquemment face aux notamment la diarrhée et les infections génitales. » Tout ceci fait que nous cherchons de l'argent mais dépensons tout au centre de santé pour nous soigner », s'alarme-t-il. Le nombre d'habitants qui ont besoin d'une eau véritablement potable, non insalubre, non malsaine, une eau qui n'est pas trop loin de leur domicile, une eau qui n'est pas trop chère, qui leur permet de se rendre à l'école et d'aller travailler, ne se compte pas en dizaine de personnes, mais en centaine. Selon Romualde, presque tous les habitants de son village n'ont d'autre choix que de boire cette eau dangereuse pour leur santé, une eau de qualité douteuse. Cet état de chose suscite maints questionnements sur le rôle que joue enfin les autorités à la base. « colère de la population, difficile accès à l'eau, manifestation du mécontentement de la population à travers des actions pour attirer sans succès l'attention des autorités ». « Finalement, la décentralisation aura servi à quoi ? » s'est indignée dame Rosaline face au tableau sombre que présente la seule structure étatique ici la mairie habilitée à maintenir la propreté et faciliter la vie aux populations en ces lieux.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



L'eau comme vecteur de paix : « Une meilleure coopération sur les eaux transfrontières, est inévitable si nous voulons de la paix et d'un développement durable de l'Afrique »

Avoir accès à une eau potable en tout temps et disposer suffisamment d'eau pour l'agriculture et l'industrie est certes une évidence au Niger mais peut être source de conflits dans d'autres pays. Dans la majeure partie des pays, 263 bassins versants couvrent deux ou plusieurs États. L'utilisation de l'eau par-delà les frontières géographiques peut engendrer des conflits. Le Niger tout comme d'autres pays d'Afrique s'efforce, par sa diplomatie de l'eau de désamorcer d'éventuels conflits à titre préventif. Les conflits autour de l'utilisation des ressources naturelles vont s'augmenter. Les villes et les communes jouent un rôle clé dans la gestion de ces défis. Au plan mondial, les besoins en eau s'accroissent alors que les quantités disponibles restent limitées et que la pollution augmente, une situation encore exacerbée par le changement climatique. L'accès équitable à l'eau, en qualité et en quantité, aux installations sanitaires et aux services d'hygiène est un facteur déterminant de la santé et constitue un élément primordial dans la prévention et la lutte contre les maladies infectieuses et tropicales. Le Niger est conscient de cette problématique globale et plusieurs acteurs du domaine de l'eau en parlent incessamment. Ibrahim Moussa en parle au micro de l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement, dans le cadre de son projet pour la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest.

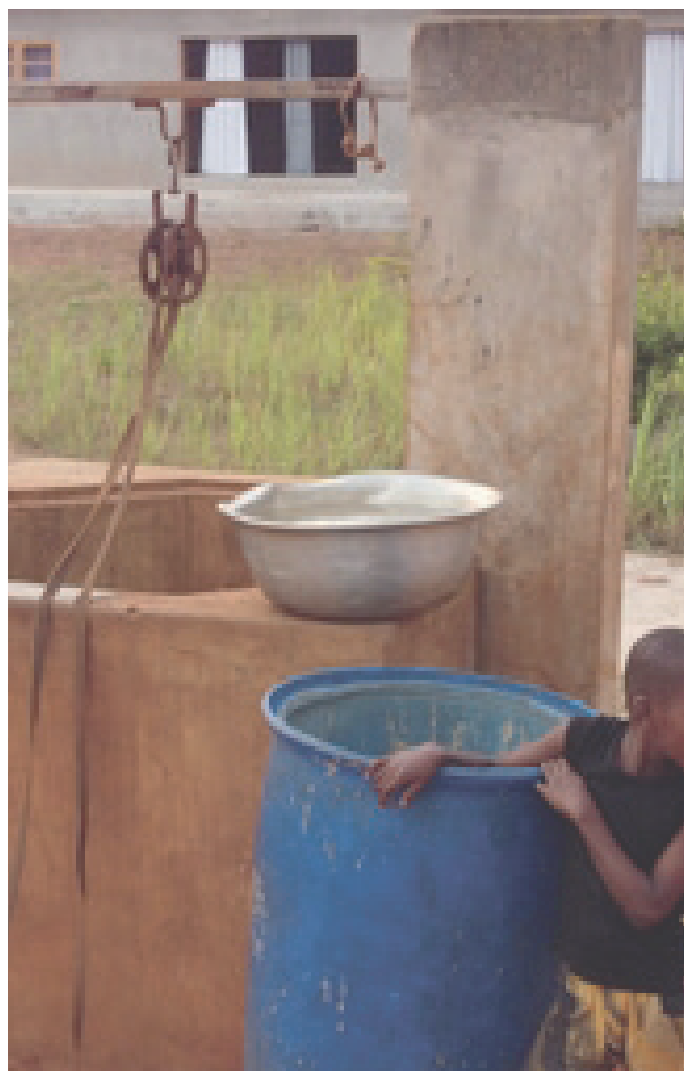
RFLD : Quel est l'état des lieux de l'utilisation de l'eau comme outil de coopération, de paix et de stabilité dans les pays de la sous-région Ouest Africaine ?

Tandis que les catastrophes climatiques se muent en crise planétaire, la planète prend la mesure de l'importance vitale que revêt l'eau. L'accès à l'eau potable est essentiel pour la stabilité des sociétés humaines et à la durabilité des écosystèmes. De plus, l'inaccessibilité de l'eau est susceptible d'entraîner des crises politiques et sociales. C'est justement ce qui explique la mise en cause du Traité des eaux de l'Indus par l'Inde et le Pakistan. Le Niger, confronté, d'une part, à des feux de végétation dévastateurs, et, d'autre part, à une prolifération de changements climatiques menaçant les écosystèmes d'eau douce et altérant la qualité de l'eau potable, connaît un autre type de crise. La pénurie d'eau accroît la demande de nouveaux barrages et de cultures résistant à la sécheresse. La gestion durable des ressources en eau est donc un grand défi au Niger. Relever ce défi n'est pas chose aisée, d'autant que la population humaine ne cesse de croître. Plus souvent, des problèmes hydriques sont un facteur de fragilisation, aux niveaux locaux, nationaux et régionaux. D'un point de vue global, la pénurie comme la baisse de qualité de l'eau augmentent les risques de conflits. Il n'est donc pas étonnant que la gestion des ressources en eau soit devenue sur le continent africain un grand enjeu politique. Depuis quelques années, il est mentionné dans le rapport annuel sur les risques mondiaux du Forum économique mondial que les respon-

sables économiques et politiques de la planète classent les crises liées à l'eau parmi les risques les plus sérieux. Dans le rapport de 2020 par exemple, les phénomènes météorologiques extrêmes, l'absence de mesures d'atténuation du changement climatique, les catastrophes naturelles et la crise liée à l'eau figurent parmi les dix risques les plus imminents et les plus inquiétants pour la stabilité mondiale. À Sine Godar par exemple, le réseau d'eau potable est partiellement dégradé. Il est géré par les militaires qui facturent 25 F les deux bidons de 25 litres d'eau, soumis à des risques de contamination de l'eau et des récipients de collecte et de puisage. Ce réseau d'eau vétuste de longue période ne satisfait pas les besoins de toute la population locale. A cela se rajoute l'absence de système de gestion des ordures, un manque de latrines familiales et communautaires, et surtout l'arrivée récente et massive de personnes réfugiées, installées sur un site situé à 1km du village, qui augmentent ainsi la demande des ressources locales en eau déjà critiques. La vétusté des points d'eau sur place ne permet pas à tous d'accéder à l'eau et à l'hygiène. Conséquence, plusieurs en fuyant les violences du Mali se sont installés dans le village de Sine Godar qui comptait déjà plusieurs milliers d'habitants et qui souffre cruellement d'eau.

RFLD : Quel rôle pensez-vous alors que la coopération transfrontalière sur l'eau pourrait jouer dans l'enracinement de la paix ?

Nombres d'études montrent qu'historiquement peu de tensions et disputes autour de l'eau ont débouché sur des conflits armés ouverts, c'est-à-dire des « guerres de l'eau ». Les travaux effectués par les autorités nigériennes depuis que cette crise est devenue une préoccupation nationale montrent que jusqu'ici les relations entre populations riveraines peuvent être tendues, des disputes peuvent survenir, mais que de façon générale ces populations en arrivent presque toujours à trouver une formule de coopération plutôt qu'à opter pour la confrontation ouverte. Cela dit, avec la pression de plus en



plus accentuée sur les ressources en eau du fait de l'accroissement de la population et donc de l'augmentation de la demande, la réduction de la disponibilité de la ressources suite à la pluralité des changements climatiques, beaucoup s'attendent à l'augmentation des disputes autour de l'eau, lesquelles disputes peuvent mener à la tension régionale voire déboucher sur des conflits régionaux coûteux. Avec la compétition grandissante autour de l'eau en Afrique, je pense que les conflits de l'eau y deviennent inévitables et pourraient mettre en cause la stabilité sous régionale et régionale, à moins que les dispositions appropriées soient prises pour les prévenir efficacement.

RFLD : Pourquoi dit-on que l'eau est un puissant levier pouvant favoriser la stabilité et prévenir les tensions ?

Si nous disons aujourd'hui que les ressources en eau sont des facteurs pouvant

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

favoriser et prévenir les tensions, c'est bien pour plusieurs raisons. Premièrement, il faut reconnaître que les eaux transfrontières font naître des dépendances environnementales, socio-économiques, et politiques. La coopération dans ce domaine est la réponse indispensable pour permettre la paix, la stabilité et le développement durable. Secundo, la Convention sur l'eau, adoptée dans les années 92 à Helsinki et entrée en vigueur en 96, vise à assurer une gestion durable et équitable des ressources en eau transfrontalières en facilitant la coopération entre les pays, elle encourage la mise en œuvre de plans de gestion intégrés des ressources en eau, et notamment l'approche par bassin versant. Elle concerne les eaux de surface et souterraines. En cela on peut clairement reconnaître que les eaux transfrontalières sont des déterminants importants dans la stabilité des Etats.

RFLD : Votre mot de fin

Comme mot de fin, je m'en vais remercier d'abord l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement et en particulier la présidente qui a initié ce projet sur la gestion de l'eau en Afrique. C'est un grand projet et je salue le courage. Deuxièmement je tiens à féliciter les autorités africaines chacune en ce qui le concerne pour les efforts fournis pour garantir à chaque citoyen africain la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité. C'est vrai, tout n'est pas encore rose. Voilà pourquoi je les encourage à ne pas baisser les bras mais à continuer les initiatives. Faire de la problématique de l'eau, une problématique majeure s'impose aujourd'hui à tous les Etats africains car les changements climatiques seront de plus en plus lourds de conséquences pour les Etats et les régions fragiles, dans lesquels il exacerbera les difficultés économiques, sociales, et environnementales comme les problèmes de gouvernance. Les régions vulnérables constituent souvent un terrain fertile pour les conflits et les formes violentes d'extrémisme. C'est pourquoi l'élaboration de stratégies efficaces d'adaptation au changement climatique devrait donc intégrer tous les facteurs qui déstabilisent les pays

et les régions. Par l'atténuation de ces facteurs, les pays les plus vulnérables comme le Niger pourraient être mieux armés pour faire face à l'évolution de leur climat.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Vente de l'essence frelatée pointée du doigt comme facteur responsable de la dégradation de l'écosystème :
 « Plus l'essence frelatée va prendre de l'ampleur, plus nous allons marcher vers une destruction totale de l'écosystème » dixit Bertin DADJO



Il est un secret de polichinelle que la vente de l'essence frelatée fait partie du quotidien de plusieurs africains dans certains pays notamment le Bénin. Avec la morosité économique qui n'épargne aucun pays, ce phénomène prend de plus en plus d'ampleur. Ceci, au grand dam des risques sanitaires vu la toxicité du produit. Par ailleurs, l'écosystème, s'en sort vraiment toucher. Au cours de notre descente sur le terrain, force est de constater la vente du kpayo avec une grande aisance qui ne dit pas son nom. Une activité plus ou moins organisée et gérée prioritairement par responsables dont des grossistes, demi grossistes, qui approvisionnent des détaillants tel qu'on rencontre le long des rues, des centres urbains et même à l'intérieur des villages. Il s'agit d'une activité qui ne nécessite peu investissement, une baraque, quelques bouteilles, un étalage et souvent pas besoin de comptabilité formelle. Souvent contenu dans des bouteilles d'un litre, deux litres, cinq litres, dix litres, voir vingt litres. Il se compose d'une mixture d'huile mécanique c'est l'essence, ce carburant qui est uniquement utilisé pour les engins de différentes gammes, essence frelatée généralement de mauvaise qualité contient du plomb et représente un danger pour les populations en ce qui concerne sa conservation. Ainsi dans son approche participative à la construction d'une Afrique meilleure, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement par le biais de son équipe d'enquête s'est rapproché de quelques personnes afin d'éclairer la lanterne de l'opinion publique et prévenir ainsi sur le danger que coure notre cher continent avec la prolifération d'une telle vente.

RFLD : A votre avis, c'est quoi l'écosystème ?

La définition la plus simple d'un écosystème est qu'il s'agit d'un ensemble

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
 LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

d'être vivants qui vivent au sein d'un milieu ou d'un environnement spécifique donné et interagissent entre eux au sein de ce milieu et avec ce milieu. Il s'agit d'un ensemble formé par un groupe d'êtres vivants et leur milieu de vie, peuvent être regroupés de différentes façons. Il existe cependant deux catégories de classements des écosystèmes : selon le milieu de vie ou selon les êtres vivants qui s'y trouvent.

RFLD : parlant de l'essence frelatée comme facteur destructeur de l'écosystème, quel état des lieux faites-vous ?

Un tour dans la ville de Cotonou et le constat est palpable. A tous les coins de rues, l'installation de hangars de fortune sous lesquels sont disposés des bidons, des bouteilles contenant de l'essence disposés à des fins mercantiles pullulent. Cette remarque n'est d'ailleurs pas l'apanage de cette seule ville. Partout au Bénin, le constat est le même. De Lokossa à Porto-Novo en passant par Ouidah ou Comé, les vendeurs de ce carburant ont pris d'assaut toutes les grandes voies. Et si la plupart du temps, ces vendeurs se ruent dans ce métier, c'est la plupart du temps pour la facilité d'entreprise, le gain facile et l'écoulement rapide qui caractérise le produit. Ceci malgré les risques sanitaires et environnementaux qui en découlent. Par rapport, le constat alarmant se retrouve dans la non considération des risques relatifs à l'exercice du métier.

RFLD : parlant des risques sanitaires et environnementaux, pensez-vous que les vendeurs prennent le minimum de précaution ?

La plupart du temps conscient de cet état de chose, bon nombre de ces vendeurs ne prennent aucune précaution. Lazare Cakpo, vendeur d'essence pris au dépourvu témoigne : « nous savons qu'il y a des risques d'incendie qui sont dus au mauvais stockage, un stockage qui ne prend pas en

compte les normes de sécurité. Il faut dire aussi que tout cela crée la pollution atmosphérique ». Pourtant, celui-ci n'a mis en pratique aucune précaution pour contrecarrer les déconvenues. Cette situation, plusieurs de ces compères la partagent aussi. Ceci parce que « nous n'avons pas les moyens ni personnes pour nous aider » malgré que « C'est quelque chose de toxique, ce n'est pas bon pour nous encore moins pour les enfants qui sont à nos côtés, son odeur nous rend malade, noircit notre cœur et notre peau. Après quelques temps les yeux deviennent rougeâtre et des boutons apparaissent sur notre corps ». Une confession de Gracien, vendeur d'essence lui aussi. Le trafic des produits pétroliers de la contrebande, tel que cela se passe actuellement, est à l'origine du développement des maladies cardio-vasculaires, hypertension artérielle, de la dépression, des fatigues physiques et psychiques, de la réduction progressive de la capacité intellectuelle et de l'écosystème.

RFLD : Qu'en est-il des déconvenues ?

La protection ou la sauvegarde de l'environnement est partie intégrante de la culture de notre pays, qui jouit d'un emplacement géographique favorable, avec une bande côtière où réside la moitié de la population, et constitue un point de traversée culminant pour le commerce avec la République fédérale du Nigéria et pour les pays. La zone côtière du Bénin abrite également une biodiversité importante et unique. La faune et la flore, situées en majeure partie dans les espaces protégés, sont très riches et de diverses sortes. Cependant, leur survie est confrontée à de nombreuses menaces. Ces menaces incluent l'extraction abusive des peuplements ligneux, l'expansion des feux de brousse, l'élevage extensif, la pratique de la transhumance, caractérisée par, l'intensification des activités de chasse et l'expansion agricole de même que la dispensation des gazes toxiques émis par l'essence frelatée. En dépit de leur statut, les espaces

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

protégés ne sont pas exemptes de ces pressions. La dégradation de l'atmosphère entraînant une perte de la biodiversité est due à la destruction de ceux-ci et à la surexploitation de la flore et de la faune terrestres et aquatiques. En outre, le changement climatique et un cadre institutionnel et réglementaire déficitaires ont aussi contribué à la dégradation de la biodiversité.

En moyenne une vingtaine de décès est enregistré chaque année des suites d'incendies causés par l'essence. Lesquels incendies qui ont un double impact : celui de la pollution atmosphérique et de l'avancement de certaines pathologies très graves au sein de la population. Ce produit contient une substance qui n'est pas consommable mais qui est inhalé chaque jour alors l'infection des voies respiratoires qu'elles soient hautes ou basses peuvent à la longue se compliquer de cancer des voies respiratoires au plan sanitaire les conséquences sont lourdes ». Par rapport aux répercussions sur la nature, c'est trivial le jour où ça prend feu, vous voyez tout ce que ça cause, les problèmes de risques environnementaux qui se posent dans la question de la vente de l'essence au bord des voies. Avec ses substances toxiques, l'essence frelatée représente un

danger pour le cadre de vie. Celui-ci cause un grave problème de pollution pour notre écosystème

RFLD : Comment pensez-vous qu'une telle chose peut être corrigée ?

Aujourd'hui il est triste de remarquer que le niveau de pauvreté reste élevé malgré la richesse du pays en biodiversité et en ressources naturelles. La dégradation de ces ressources s'étant intensifiée, en partie en raison de ces genres d'activités, les autorités doivent véritablement s'engager à accorder une priorité à la planification environnementale dans le processus de développement durable du pays. Ceci, en tenant compte, notamment, de la détérioration de l'environnement et de la dégradation des ressources naturelles, de l'amélioration nécessaire du système de gestion environnementale, d'une bonne utilisation des ressources publiques et d'une meilleure connaissance des défis liés à l'augmentation de la population urbaine ainsi que de limiter la vente de ce produit pétrolier. Justement, parlant de la limitation, les autorités peuvent réorganiser le secteur, histoire de permettre à toutes ces personnes qui gagnent leur vie au travers de lui.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Lutte contre la pénurie d'eau en Afrique de l'ouest : « En terme claire, les travailleurs de la terre ne font que se contenter du peu pouvant leur permettre de survivre » constate Philippe Amadou

Histoire

15

Quand bien même l'Afrique dispose de véritables atouts pour faire de son agriculture un pilier de développement, et par conséquent vaincre la pauvreté tant chantée sur les ondes, la politique agricole reste pauvre à cause de la difficulté qu'éprouvent la majorité des agriculteurs en matière d'eau. Et citoyens, et mêmes agriculteurs cuvent la faim. A travers une enquête réalisée dans le cadre de son projet sur la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement est descendu sur le terrain pour toucher du doigt les réelles difficultés des agriculteurs concernant l'eau. En Afrique, en dépit des aides des organisations internationales, et les foras organisés par les dirigeants, la pauvreté gît à temps plein. Chômage, faim, hausse tous azimuts des prix des produits agricoles, malnutrition, etc. sont les éléments qui peignent le tableau africain s'agissant de la vie sociale.

Et pour cause, la politique presque infructueuse ou fragile des gouvernements en matière de l'éducation axée sur la forma-

tion des jeunes aux « facteurs inévitables de développement, l'eau dans le cas d'espèce. La pénurie d'eau en Afrique est une situation alarmante, qui ne fait qu'empirer. Alors que la population africaine continue d'augmenter à grande vitesse et que le changement climatique continue de priver le continent de cette ressource limitée. A l'allure où les choses vont si rien ne se fait, d'ici 2025, près de 230 millions d'Africains seront confrontés au manque d'eau et vivront dans des zones qui connaîtront un stress hydrique. Il y a tellement de manières pour attirer l'attention afin de dire que «le temps presse» et tellement d'analogies pour montrer la gravité de la situation si les dirigeants n'agissent pas maintenant. La meilleure chose à faire est donc peut-être d'exposer ce que tout le monde devrait savoir sur la pénurie d'eau en Afrique, qui sont les acteurs clés qui peuvent remédier à la situation, et ce que nous pouvons tous faire pour aider.

RFLD : Quid de l'action des autorités africaines sur la question ?

Quant à l'accompagnement Des dirigeants africains chacun en ce qui le concerne vis-à-vis des collectivités agricoles vivant dans les milieux ruraux, l'insuffisance règne le long de la mêlée. « Le constat amer et regrettable dans nos pays est que les subventions faites par l'État dans l'agriculture ne prennent pas en compte les difficultés que nous rencontrons en matière d'eau. Et à cause de cela, les agriculteurs se contentent d'une petite production », constate Philippe Amadou, ingénieur agricole, et actuellement coordonnateur d'une ferme dans son village.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

En claire, les travailleurs de la terre ne font que se contenter du peu pouvant leur permettre de survivre.

RFLD : Pourquoi privilégier l'agriculture dans les actions ?

Il n'est plus un secret de couvent, le fait que les agriculteurs africains ne font pas réellement les chiffres d'affaires qu'il faut quand bien même les pays disposent de terres innombrables. A-t-on besoin de magie pour y arriver ? La réponse se trouve bien en chacun et beaucoup plus avec les dirigeants. En réalité, si des pays sont arrivés à se développer sans de ressources minières, l'Afrique qui en compte des milliers, a toutes les chances de réussite voir de développement tant chanté. Primo, les atouts naturels tels les terres arables, les cours d'eau existants, sont des opportunités. Le seul problème ici est que ces cours d'eau sont mal exploités et malgré qu'ils existent, la pénurie sévit sévèrement. Investissements insuffisants, désertification liée au changement climatique, mauvaises pratiques « boum » démographique, besoins de plus en plus importants en eau pour les semences, l'industrie et l'agriculture : l'accès à l'eau potable est donc le grand défi en Afrique.

« Secundo, à considérer que les milliers de jeunes qui côtoient le chômage pour ne dire la pauvreté avaient reçu une formation pratique sur les grands besoins du pays, un instant, la pauvreté ne siègerait pas pour autant. Pour ainsi dire, le système éducatif semble produire des Hommes à répéter que d'Hommes à bâtir et à expérimenter. Car au problème de la gestion des ressources en eau existantes, on peut coller la nature des formations reçues dans nos universités. En lieu et place de former des étudiants à savoir parler la langue étrangère, ne serait-il pas heureux qu'un accompagnement et un suivi plus efficaces soient apportés aux jeunes désirant de faire former dans les formations pratiques de ges-

tion des systèmes d'eau et solaires plutôt que des bureaucrates ?

De plus, la mise à disposition du peu de centres de formations techniques en hydraulique, de moyens colossaux pour une formation répondant aux besoins des pays n'est-elle pas adéquate ? La conversion d'une masse importante de la jeune population africaine, rattachée aux ingénieurs promettrait plus d'un lendemain meilleur et profiterait davantage aux nations africaines.

RFLD : Pourquoi pensez-vous qu'il faut vite passer le cap des catastrophes climatiques en faisant de la lutte contre celles-ci, son cheval de bataille

« Agir sur l'éducation trop théorique et oisive et sur les mesures de conservation préventives, telles que le micro filmage, le conditionnement, la numérisation constituent des pistes probables de développement mais aussi des moyens efficaces de réduire les conséquences des catastrophes. À travers des offres de bourses dans le domaine de l'eau, et une prise en charge d'un nombre important de jeunes sur une durée raisonnable, de nouvelles bases peuvent être données à l'essor du continent, et précisément, contre la pauvreté de l'eau. Ceci serait une plus-value pour la politique d'accompagnement des agriculteurs analphabètes, car, les jeunes formés et aguerris, pourront valablement former à leur tour ces derniers en matière de technique agricole avancée, de gestion des réserves d'eau et la résilience en vue de l'obtention de meilleurs rendements. L'éducation à l'eau sera donc l'une des activités phares, pour sensibiliser à cette nature transversale de l'eau et éduquer toutes les parties prenantes sur la demande toujours croissante de faire de la sécurité de l'eau une réalité africaine voire mondiale. C'est pourquoi ces activités d'éducation à l'eau prévues doivent avoir pour cible les experts, les et les médias. »

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Pénurie d'eau dans le village de Fo Boure : « ...au-delà de toutes les raisons qu'on peut évoquer pour expliquer l'abandon scolaire des élèves, la pénurie d'eau est la principale raison »

L'extrême violation des droits humains dont sont victimes les femmes du nord donne du fil à retordre. En s'accompagnant des lots de risques pour la santé, à court, moyen et à long terme pour ces jeunes filles et femmes victimes, la pénurie d'eau constitue pour elles une véritable source de mal-être. Notre pays le Bénin a tenté de pallier à ce problème depuis l'avènement du gouvernement de la rupture. En se montrant sensible à la souffrance des victimes, les autorités ont décidé faire de la distribution de l'eau dans les villages et campagnes une priorité. Cependant, pour le moment, le constat sur le terrain n'est pas encourageant. Elles sont encore nombreuses ses femmes à subir les conséquences de ce manque. A travers une enquête réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD), une organisation non gouvernementale (ONG) engagée pour la dignité, la promotion et le respect des droits des filles et des femmes au Bénin, le réseau s'est intéressé aux effets négatifs de la pénurie de l'eau dans certaines localités du Nord. Obligée d'abandonner le chemin des classes, Alice, une jeune fille âgée de 14ans nous

raconte son histoire.

« Je suis triste, oui, triste jusqu'à aujourd'hui » : a déclaré Alice en langue Bâ-tonnù, interprétée par un de nos éléments. Pour cette jeune fille de 14ans, les défis de la vie sont déjà trop lourds à supporter. Elle en parle avec amertume. En effet, il faut la voir pour s'en rendre compte.

RFLD : Parlez-nous un peu de votre histoire

Le manque d'infrastructure dans notre communauté est le premier mal dont nous souffrons tous sans exception. Ce manque constitue un frein non seulement pour notre épanouissement personnel et pour la prospérité de nos activités qui constituent notre gagne-pain. Les catastrophes, sécheresses climatiques et auxquels s'ajoute le manque d'eau sont plus fréquents et imprévisibles. Dans notre village, la sécheresse du tellement et pendant ce temps nous sommes très nombreux à souffrir du manque d'eau. Ceci compromet nos études en nous obligeant très souvent à abandonner les classes. Comme la plupart



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

des villages du Nord, Fo bouré est confronté à d'énormes problèmes de développement liés à des conséquences écologiques graves : désertification, sécheresse, pollution moderne, changements climatiques, dégradation des sols. Cette situation amène plusieurs populations à émigrer vers le sud à la recherche des terres plus fertiles et plus humides. Ces nouvelles installations se font de manière anarchique et destructrice des ressources naturelles, autant de faits qui contribuent à la dégradation de l'environnement et par conséquent au climat social.

RFLD : Pourquoi t'es-tu retrouvée aujourd'hui à abandonner les classes ?

La sécheresse sévit depuis plusieurs mois et le village connaît de graves pénuries d'eau. Malgré l'amélioration des services d'approvisionnement en eau potable, depuis près de cinq ans, certaines communautés sont rationnées en eau potable. Même Parakou la belle ville n'a pas échappé. Pour avoir un fût d'eau, il faut patienter plusieurs heures voire un ou deux jours devant les bornes fontaines. Ceux qui ont des robinets dans leurs cours doivent veiller jusqu'à deux heures du matin pour attendre le précieux liquide. Un fût d'eau 200 litres qui coûtait entre 70 F CFA et 100 F CFA coûte aujourd'hui entre 1500 F et 3000 F selon les secteurs géographiques. La demande est très forte surtout en milieu urbain, beaucoup de quartiers, de villages n'ont pas de points d'eau. Nous souffrons beaucoup dans notre village.

RFLD : De quel œil voyez-vous le problème de l'eau et l'abandon de l'école par les jeunes du village. A cette question, un enseignant d'une des écoles de la localité confie :

Nous savons tous que l'éducation est le socle de l'épanouissement individuel de tout homme et des transformations sociétales. C'est dans cette optique que l'éducation occupe une place très importante dans le développement économique et social dans notre pays. Ainsi, le pacte des droits économiques sociaux et culturels énonce clairement que seul l'enseignement de base est universel et obligatoire. Mais, le constat fait aujourd'hui est que dans les pays les plus industrialisés et développés, les populations ont un niveau d'instruction élevé. Il apparaît de plus en plus évident que le niveau d'éducation atteint par les individus qui composent une économie constitue un déterminant majeur de son succès sur l'échiquier économique national et partant du niveau de vie de ses citoyens. Avec une évolution du marché de l'emploi aujourd'hui, tout individu n'ayant pas fini le cycle secondaire constitue un handicap pour le développement du capital humain et par conséquent de la société à laquelle il appartient. Les compétences acquises uniquement à l'école primaire ne peuvent permettre à une fille de s'épanouir convenablement et de se prendre en charge. Le problème qui se pose dans les communautés du nord en particulier au village de Fo Bouré est relatif à l'eau. Puisqu'ils n'ont pas de l'eau à plein temps, ils sont obligés de sécher les cours histoire de faire le rang pendant des heures pour avoir l'eau. Cela affecte négativement le développement socioéconomique communautaire. Par ailleurs, le fait que les filles ne terminent pas le cours secondaire consti-

tue un gaspillage des ressources allouées à l'enseignement secondaire et est le socle de plusieurs problèmes sociaux. Or l'augmentation du nombre d'individus qui ne sont pas capables de contribuer d'une manière efficace à la vie sociale, économique, politique et culturelle de la communauté à laquelle ils appartiennent est l'une des grandes menaces de ce monde actuel.

RFLD : Il a t-il d'autres causes plus importantes que la pénurie d'eau à la base de l'abandon des élèves ?

En ce qui concerne d'autres causes de l'abandon scolaire des apprenants, je vais citer l'environnement familial. Ainsi la décision d'un élève d'interrompre ses études viennent également de la situation familiale conflictuelle. Outre cela, le faible niveau de vie et le faible niveau d'instruction des parents sont aussi à la base du faible investissement de leur part dans la scolarité de leurs enfants. C'est dans ce sens que certains auteurs comme Numba trouvent que la pauvreté et le niveau d'instruction des parents sont des facteurs clés de l'abandon scolaire. Mais au-delà de toutes ces raisons, la pénurie d'eau est la raison majeure. Puisque les enfants ont la volonté. Seulement qu'ils ne parviennent pas à venir au service.

RFLD : Quelles sont les mesures que vous pensez qu'il faut prendre ?

Pour le développement durable des communautés et conformément aux objectifs fixés dans les différents programmes initiés dans la droite ligne des objectifs de développement durable, il faudra que les autorités béninoises mettent en place un programme de promotion de l'éducation, de construction des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les écoles. La disponibilité de l'eau dans les milieux ruraux doit être une priorité absolue.

Ainsi la poursuite des objectifs suivants devrait être une priorité :

Initier des programmes conséquents de constructions des infrastructures d'eau. Faire de la promotion de l'éducation, une priorité dans la partie septentrionale.

A la multiplicité des forages, associer la disponibilité adéquate en latrines ou points d'eau moderne dans ces écoles et les centres d'éducation de base non formelle en latrines. Ceci permettra de limiter les dégâts liés à certaines maladies dues aux infections.

Contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène, d'assainissement, d'approvisionnement en eau potable et de la qualité de l'environnement des familles.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Accès à l'eau à Gomparou : « une équation difficile à résoudre, cahin-caha, nous nous débrouillons au prix de nos vies » dicit Koubouratou Océni

La justice de l'eau est une question inter sectionnelle, ce qui signifie que les luttes pour l'eau sont intimement liées aux luttes pour la terre et la production alimentaire, car la majorité des femmes dans les zones rurales d'Afrique sont engagées dans l'agriculture de subsistance. En outre, la santé des femmes est étroitement liée à l'eau, notamment en ce qui concerne les menstruations. L'eau traverse les expériences des femmes africaines en matière de travail, de moyens de subsistance et de foyer. Pourtant, de nombreuses communautés marginalisées dans toute l'Afrique de l'Ouest n'ont pas un accès fiable et régulier à l'eau potable et aux services connexes tels que l'assainissement, l'électricité et le logement. L'impact du manque d'accès à l'eau est sexué, les femmes étant les plus touchées en raison de leur rôle de reproduction sociale dans la société. Dans la droite ligne de son expertise liée à des approches spécifiques qui sont le développement inclusif par l'application d'approches basées sur les droits, l'intégration du genre et l'égalité des sexes ainsi l'inclusion sociale, l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) s'est rendue dans la partie septentrionale du Bénin pour constater les affres que fait vivre l'inaccessibilité en eau aux populations. Approchée, madame Koubouratou Océni nous raconte son histoire.

L'eau est source de vie. Même devant la pandémie de la Covid-19, il faut de l'eau en grande quantité. Pour prévenir toutes les pandémies en générale, la disponibilité en eau potable à proximité immédiate des ha-

bitations pour toute la population du nord comme du sud est impératif. Cependant avoir accès à l'eau pour certaines femmes dans certaines régions du Bénin demeure toujours un casse-tête. Résidant au Nord du Bénin, précisément dans la commune de Boukoumbé, Koubouratou Océni est une femme de la quarantaine qui vit depuis son enfance l'un des plus grands défis de la planète terre : Le défi lié à l'eau potable. Malgré les nombreux efforts du gouvernement et la volonté affichée des régimes précédents de répondre à cette problématique que constitue l'accès à l'eau, Koubouratou Océni et ses voisins continuent de boire l'eau du marigot dans plusieurs hameaux selon ses dits. En effet, la commune n'est pas encore totalement indépendante et bien couverte en eau. Il n'est donc pas facile pour les populations des villes périphériques de respecter la consommation de l'eau selon la recommandation des médecins. A en croire la dame de la quarantaine, avoir accès à l'eau, de surcroit potable est très difficile quand l'on se rend dans les villages de la commune de Banikoara. « C'est depuis mon enfance que je suis dans ce village. Je suis née ici et depuis que je suis ici, j'ai toujours parcouru des kilomètres pour trouver de l'eau de marigot ». A confié Koubouratou. Chaudes disputes autour d'une ressource intarissable mais pas de bonne qualité. Dans ses révélations, Koubouratou fait remarquer que l'eau est également source de véritables conflits entre les femmes pourtant d'un même village. Dans leurs quête d'eau, certaines femmes bénéficiaires rencontrent sur leur chemin d'autres femmes éleveurs qui parcourent également des kilomètres à la recherche

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

du liquide vitale pour leur troupeau. Arrivée donc au marigot, la lutte du premier venu, premier à servir se déclenche entre femmes. « Un jour j'ai fait le trajet avec un groupe de femmes pour aller à la recherche de l'eau. Parmi ce groupe de femme il avait la femme d'un éleveur parmi nous. Arrivée au marigot après près de 10 kilomètres de marche, chacun voulant se s'approvisionner dans la seule réserve, la situation dégénère et s'en est suivi des affrontements. Nous nous sommes battues comme jamais. C'est ce jour-là j'ai eu une blessure sur mon front et la voilà aujourd'hui comme une cicatrice à vie ». Ajouta dame Koubouratou. Face à cette situation, apprend l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement les autorités communales se trouvent malheureusement limitées dans leurs actions puisque chaque jour c'est des conflits. « Telle une épidémie de mutisme, les autorités locales et communales n'ont daigné elles aussi rien fait depuis. A cette liste, s'ajoutent Les forces de l'ordre " éternel faiseurs de constats " qui ne font rien pour arranger la situation des attaques contrairement. Néanmoins, au cœur des

villes, elles sont détachées pour réguler la circulation. Et doit-on croire qu'elles ne notifient pas assez les insuffisances et les raisons de ces cas de bagarres répétés aux autorités compétentes ou ce sont ces dernières qui banalisent le risque élevé que courent les populations concernant l'eau. C'est sans compter maintenant les autorités communales qui occupent tout de même une place de choix au banc de l'accusé. C'est à croire qu'elles sont complices de la situation ou si elles n'en ont aucune connaissance puisqu'elle emboîte le pas à leurs homologues locales dans leurs silences. Le village de Comparou ne mériterait-il pas un forage afin de restreindre le risque de bagarres observé jusqu'à présent ? Les autorités à divers niveaux et en l'occurrence celles en charge des infrastructures doivent au plus vite s'y pencher afin de remédier à cette situation qui a déjà coûté la vie à plusieurs béninois et qui guette sans nul doute l'imprudence de nombre d'autres les prochains jours ». En continuant dans le même sens elle fait remarquer que « Vous savez, plusieurs fois nous avons fait des démarches pour qu'un dénouement soit

trouvé et que la paix règne. Mais malheureusement toutes nos démarches ont été infructueuses parce que l'autorité s'est dite incompétente pour jouer le rôle de médiation. Nos maris sont devenus donc les seuls médiateurs pour nous. En effet, si chaque pays a ses réalités qui inévitablement, poursuivent, têtues quoiqu'on dise, selon les habitudes traditionnelles de la plupart des villages du Banikoara et de Comparou en particulier, les âmes qui disparaissent rapidement ne connaissent pas forcément une mort naturelle mais celle dû à aux conflits liés à l'inaccessibilité de l'eau. Du coup, le drame devient un théâtre de danger répété au motif que l'autorité penche le regard bienveillant. Il s'impose dès lors quelques réalisations d'infrastructures pour le retour à la normale de la situation » a déclaré dame Koubouratou. A l'en croire, le fait, tel récurrent, devient la mode dans certaines administrations malgré les différentes répercussions qu'il enfante. Conséquences, les femmes victimes éprouvent de la peine à se rendre à nouveaux dans ces bureaux au risque de s'exposer aux regards peu tolérables des mêmes agents de service. Dès lors, malgré les multi-

ples inquiétudes de celles-ci, elles sont contraintes de se fier à leurs maris qui pour elles sont "des voix de recours". Mais ce mode de fonctionnement, bien qu'il semble être plus facile, est porteur de nombreux dégâts pour faute d'ignorance. Par contre, certains estiment que ces mauvais accueils et ou mutisme éduquent parfois. C'est du moins l'avis d'Ablavi, voisine de Koubouratou victime du phénomène de bagarre : « j'ai toqué et j'attendais qu'on me réponde avant de rentrer et crier au ras-le-bol. Cependant quand je me suis décidée, le sieur m'a d'abord injurié et a fini par me demander si je suis chez moi. Cette calamité dont est témoin de plus en plus le village de Gomarou qui s'étend à quelques kilomètres de l'administration locale laisse bien apathique l'autorité qui en principe devrait se mobiliser pour y mettre un terme est dans l'inaction ». A l'en croire, c'est à cette occasion qu'elle aurait appris le fonctionnement administratif selon lequel, il aurait fallu juste toquer et pénétrer pour affaire de l'eau pour être éligible à toutes les insultes. Eu égard à tout ceci, il est impérieux que les autorités à divers niveaux renvoient leur copie afin de faciliter une meilleure prestation dans les services à la population à la base. Mais puisque risque élevé d'affrontement est entré en vigueur à cause de l'eau, il faudra donc, au-delà de tout que les autorités pensent davantage des populations de ces régions pour qu'on en finisse définitivement avec ces affrontements répétés, comme c'est maintenant le cas à Banikoara. L'on ne pourrait pas non plus objecter le fait que le manque d'infrastructures, de pompe ou encore de puits pour réguler la circulation, dans la plupart des villages qui dresse littéralement le lit aux affrontements participe grandement au fait. À cause de la pénurie d'eau il peine à s'apprêter à temps pour les cours. Ceci amène à savoir si rien ne peut être fait pour l'amélioration des conditions de vie des populations dans le nord et plus précisément à Gomarou dans la commune de Banikoara. Autorités à divers niveaux attendus sur cette problématique.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Probleme D'eau A Kokiborou : « À cause de la pénurie d'eau nos enfants peinent à s'apprêter à temps pour aller à l'école. Conséquence, certains ont dû abandonner l'école » dicit Saani Guérou

Histoire

18



La plupart des villages de certaines communes du Nord Bénin qui abritent pourtant des citoyens béninois sont laissées, depuis plusieurs années, dans un état de manque criard d'eau potable. Pour les populations, le manque d'accès à l'eau signifie une augmentation du temps et de la charge de travail pour des activités telles que la cuisine, le nettoyage et la culture de la nourriture, tant dans la sphère domestique que dans le domaine que sur le plan éducatif en parlant des enfants. La réalité du manque d'eau dans le village de Kokiborou affecte directement les enfants et cette communauté. Étant donné que le l'eau est une source vitale incontournable pour quiconque vit sur terre, il n'est pas surprenant que les femmes et les enfants soient les plus touchés négativement. En partenariat avec plusieurs communautés en Afrique de l'Ouest impliquées dans toutes les phases des activités qui lui permettent d'atteindre une plus grande cible, le Réseau des Femmes Leaders pour

le Développement (RFLD) agissant par l'entremise d'une équipe dépêchée dans la partie septentrionale du Bénin s'est rapproché des habitants du village de KOKIBOROU, un village situé dans la commune de Banikoara, département de l'Alibori. Comme quelques années en arrière, les mêmes échauffou-rées revendicatives ont repris service et dénoncent les mêmes maux liés au manque d'eau.

Dans certains villages de la commune de BANIKOARA, plusieurs villages sombrent dans l'ornière de la saleté. Quelques mois plus tôt, les populations ont organisé une marche pour dénoncer « l'enfer » dans lequel ils ont toujours vécu et vivent quotidiennement dans la commune en ce qui concerne l'eau. Le constat fait du côté du village de KOKIBOROU par l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement reste peu reluisant. Laissées dans une brousse, ces habitations n'ont que leurs vieilles cases qui pouvaient à peine se tenir debout et de plus en plus fanées. De part et d'autres lesdites habitations sont en éparses sur de petites portions du sol, après la grande occupée par une broussaille. Les feuilles mortes des arbres laissant l'aspect des façades simulées à un tas d'ordures. Des fenêtres laissent voire maintes traces d'usure, des fissures sur des murs, les toiles d'araignée et des odeurs qui infestent les lieux sont entre autre ce qui y attire en premier l'attention. « Ici, tout est en état de dégradation accrue, un simple nettoyage n'a pas été fait avant votre arrivée. Nous n'avons pas ce qu'il faut pour rendre les endroits propres pour accueillir les invités », a fait savoir Saa-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

ni Guérou, une femme, mère de quatre enfants. Le constat n'est pas différent dans les habitations voisines. Des matelas bons à la courbature, des draps de lits sales, les pieds des enfants sales de plusieurs jours, des douches et latrines en état inachevé quasiment secs, font entre autres le vécu quotidien des habitants. A cela s'ajoute la pénurie d'eau à long terme cause principale de tous les maux. Une chose qu'a décrite Belforte Siara, résidant de l'une des cases d'habitations voisines. « La vie, dit-elle, à laquelle nous sommes soumis semble celle des prisonniers ou des animaux. Tout est sale et difficile de trouver de l'eau pour rendre propre et se rendre propre aussi ». Elle a souligné que l'eau n'est jamais accessible dans les ménages plus de cinq ans qu'elle vit dans le village. « Personne ne peut vivre ou faire quoi que ce soit sans l'eau. Si tel est donc le cas, tout le monde reconnaît le caractère vital de l'eau. Bien qu'il s'agisse d'un droit pour tous, le village de KOKIBOROU dans la commune de BANIKOARA vit le calvaire. Chaque année plusieurs enfants meurent des conséquences liées au manque d'eau ou à la consommation d'eau insalubre. Notamment en ce qui concerne les menstruations. Il est extrêmement important que les filles et les femmes aient toujours accès à de l'eau propre pendant leurs périodes de menstruation. Il existe beaucoup de similitudes entre le manque d'accès fiable à l'eau et la violence sexiste. Dans la plupart des cas, les femmes doivent parcourir de longues distances à la recherche d'eau et, ce faisant, les hommes les harcèlent sexuellement et les violent. Les femmes se trouvent en première ligne de ces luttes qui affectent leur vie et leurs moyens de subsistance. Dans notre village, les enfants sont également touchés », ajouta Belforte. Au regard de cet état de choses maintes interrogations méritent d'être répondues.

Les enfants, les premières victimes indiscutables

« L'année écoulée, suite à une manifestation

de certains parmi nous pour revendiquer la réalisation des forages dans notre village, les autorités locales saisies dans le temps ont promis apporter satisfactions bien avant l'entame de l'année 2022. Cependant la réalité perfide prouve carrément le contraire. N'ayant pas accès à l'eau potable et obligés de parcourir des kilomètres pour trouver l'eau de marigot, de nombreuses personnes de ce village sont contraintes de se contenter d'une eau polluée, sale ou infectée. Or, cela est un risque sanitaire majeure pour les enfants de bas-âges qui sont les plus sensibles à la qualité de l'eau qu'ils consomment. Tout ceci représente des préoccupations à divers niveaux du nombre d'enfants vivant dans ce village » a fait savoir Saani Guérou. Tout comme elle Boni Justin, voisin de dame Saani Guérou affirme : « nous ne comprenons pas pourquoi les autorités nous traitent de la sorte alors que nous sommes citoyens tout comme les autres ». Le 1er Février 2019, Saani Guérou, a comme à l'accoutumé rendu visite à son premier garçon à l'école pour « constater » comment son garçon se donne aux études. Cette démarche n'est pas à sa première. Même scénario les années antérieures. Mais la démarche n'a jamais changé le mal. A chaque visite, elle affirme : « Je constate souvent que nos enfants sont très souvent battus à l'école pour deux raisons principales : retard à l'école et condition hygiénique inconfortable. S'il est vrai que les enfants ne comprennent pas forcément les raisons justifiant ces bastonnades, il n'est pas moins vrai qu'elles engendrent des suites néfastes. À en croire Saani Guérou, c'est premièrement parce qu'ils dorment mal et se réveillent avec des articulations douloureuses partout. Deuxièmement, à cause de la pénurie d'eau ils peinent à s'apprêter à temps pour l'école. À cela s'ajoutent les maladies chroniques et aussi « les grippe, la fièvre, les allergies », a fait comprendre Belforte, la voisine de Saani. Une chose qui selon Saani Guérou impacte négativement les résultats à l'école la fin de l'année académique. Ceci amène à savoir si rien ne peut être fait pour l'amélioration des conditions de vie. Abor-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

dant un autre aspect lié au manque d'eau, elle confie que ce problème peut être réglé si les autorités y apportent une attention particulière : « c'est le lieu pour moi de m'adresser aux autorités locales, communales et celles au niveau central. Je suis persuadée que ces autorités peuvent trouver le bout du tunnel. En prenant l'exemple des pays développés, ces pays-là même vers lesquels elles vont pour chercher les financements, ce sont les autorités au niveau communales qui investissent dans la réalisation des forages, des barrages hydro. Elles ont le devoir de rendre ces services à leurs populations à la base. Puisqu'en milieu rural, dans les villages comme KOKIBOROU, c'est surtout sur la fourniture d'eau qu'elles seront jugées contrairement à l'assainissement en milieu urbain. Malheureusement les autorités ne semblent pas avoir compris l'intérêt de fournir l'eau et d'assurer le bien-être des populations. C'est pour cette raison que le problème de l'accès à l'eau et à l'assainissement est, pour de nombreuses population du septentrion, synonyme de violence physique et morale. Faciliter l'accès aux points d'eau, en particulier dans les zones rurales leur permettrait d'avoir une meilleure santé et hygiène et surtout de consacrer plus de temps à leur activité, leur éducation et leur formation (surtout pour les Jeunes filles et jeunes garçons figures emblématiques de la relève de demain).



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Inaccessibilité des populations rurales à l'eau potable : « C'est la sécurité sanitaire des femmes enceintes qui est mise à rudes épreuves »

Le plan national de la sécurité sanitaire du Bénin 2019-2021, ce document intersectoriel à portée nationale et qui a pour objectif principale de réduire la morbidité et la mortalité liées à toute éventuelle situation d'urgence de santé publique à travers la minimisation des risques, la détection précoce et une riposte adéquate au Bénin semble ne pas avoir de fonctionnalité dans certains domaines, pourtant relevant de la santé. En effet, ce plan confère à l'autorité une mission régaliennne de garantir et d'assurer la bonne santé de tous les béninois des milieux urbains que ruraux la liberté et la protection de la santé des populations dans le respect de la loi. Cependant, dans certaines localités du Bénin, le niveau de vie des populations relatif à la qualité des ressources consommées laisse à désirer. Victimes des maladies en raison de la qualité de l'eau consommée et dont les raisons d'une telle qualité d'eau restent jusque-là inconnues, il est remarqué le silence des autorités communales, instances règlementaire des difficultés rencontrées par la population à la base qui génère une sorte d'instabilité locale. Cette enquête réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) dans une localité du Nord Bénin illustre combien les questions situées au croisement de l'environnement et de la santé dans certaines communautés du Nord correspond à des situations complexes qu'il est nécessaire d'apprécier entre mesures et perceptions des populations, entre messages délivrés par les autorités sanitaires décentralisées et ce qu'en retiennent les populations à la base, qui ne sont rien d'autre que les prin-

cipales victimes.

Bien qu'intuitivement évident, l'effet de l'adduction d'eau sur la survie en général, et sur celle des femmes enceintes en particulier, est l'objet d'une controverse soulignée par de nombreuses personnes sur les résultats empiriques contradictoires. Les analyses réalisées par le biais de l'enquête dans le Nord sont davantage parvenues à illustrer la complexité des relations entre l'accès à l'eau potables dans les campagnes et la santé plutôt qu'à une démonstration statistique des liens de cause à effet. Par ailleurs, si l'accès à l'eau potable est une condition nécessaire pour une bonne santé physique, mentale et émotionnelle permettant de prévenir certains types de maladies liés à l'eau, il n'est du tout pas suffisant. « L'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante n'est pas une réalité dans notre village à Fo bouré dans la commune de Sinendé. Depuis que la médecine préventive ainsi que la santé publique moderne ont été érigées en normes de référence, les pratiques de propriétés préventives, c'est la merde chez nous ici. » a confié dame Farida Moulikatou. A l'en croire, du changement à la refondation, passant par la rupture pour chuter sur le Bénin révélé le changement de la situation semble ne pas être effectif dans ce secteur car la continuité des pratiques décriées sous les régimes défunts reste toujours d'actualité. En effet, dit-elle « depuis plusieurs décennies les femmes enceintes et les enfants de notre localité subissent des attaques sanitaires aux origines pourtant bien connues. Nous sommes confrontées à plusieurs catégories

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

de maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau que nous buvons ainsi qu'à l'indisponibilité de cette ressource vitale. Comme maladie en rapport avec cette insuffisance aigue ou chronique en eau propre, figurent les maladies liées à la contamination de l'eau, celles liées à la contamination de l'eau par des toxiques et des maladies à transmission dites vectorielles. Joseph, un leader local et époux de dame Farida Moulikatou explique : S'accrocher à nos traditions n'a pas été de bon augure pour nous, les chefs et les anciens. Grâce à l'éducation sur les droits humains, nous avons essayé de créer un espace pour donner de la voix pour que cesse cette injustice. Les femmes avaient l'habitude de discuter des questions de la rareté de l'eau dans la brousse, car ainsi croient-elles trouver solution. Mais aujourd'hui, cela a changé. Avec les textes de loi qui renseignent que hommes et femmes ont les mêmes droits de disposer des biens et d'en exiger à autorités. Membre de la communauté ayant participé aux groupes de discussion féminins, Adama Baki, raconte : « En tant que femme, nous avons extrêmement besoin de l'eau. J'ai décidé de faire la culture de la tomate cette année mais je ne pourrais pas, en raison du manque criard de l'eau que nous connaissons depuis des années. Chaque année, nous avons besoin d'une énorme quantité d'eau pour couvrir la période la semence et de la moisson. Mais avant la phase de la récolte, grande est notre souffrance. Il nous faut chaque jour parcourir des kilomètres de distance pour en arriver à bout. Cette année, une de mes belles filles a perdu sa grossesse en raison des kilomètres de marches sur des terres impraticables. En conséquence, les communautés sont beaucoup plus touchées par le manque de services, la pollution des rivières et l'augmen-

tation des coûts de l'utilisation de l'eau. Par conséquent, une solution plus durable à la pénurie d'eau causée par l'homme consiste à élargir la réalisation des points d'eau afin de se préparer aux répercussions. Nous devons renforcer le pouvoir et les possibilités des femmes afin de conjuguer au passé le problème lié au manque d'eau » Le Plomb que ces femmes communautaires traînent dans les ailles depuis plusieurs années est loin de trouver une solution heureuse. Chaque jour qui passe enfonce un peu plus celles-ci dans l'obsécration. Les techniques de gestion obsolètes utilisées par les autorités de certains milieux ruraux qui disposent de forages ont conduit les bénéficiaires à la désolation générale. Résultat, des cris de ralle-le-bol ont vu le jour. Les administrations locales et communales passées consommées, les femmes crient pour un nouveau départ tel les enfants du riche dans l'ouvrage intitulé « Le laboureur et ses enfants ». « Dommage jusqu'ici notre village n'a pas de l'eau et nous pensons qu'il n'est même pas dans le viseur des autorités. Approché par notre équipe d'enquête, une responsable sanitaire rencontrée pour la circonstance confie « près de trois ans de gestion déjà au sommet de l'administration communale au cours desquels le village n'a goûté aux délices de la diplomatie affinée de l'autorité communale. Période, au cours de laquelle aucun élu local n'a trouvé à redire sur la situation des femmes de la localité concernant l'eau. De la perfection, n'est-ce-pas ? Elle poursuit en disant « Avec doigté et délicatesse, le navire de la commune se conduit jusqu'à ce jour. C'est la période où le verbe et le silence sont monnaies courantes. Juste de les employer aux bons moments. Les temps de tangage pour aller constater ce que vivent les populations à la base sont soigneusement embal-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

lés pour un enterrement dans une intimité familiale. Après une gestion passée qu'on a le soin de qualifier de médiocre parce que le nécessaire en l'occurrence l'eau n'a pas été fournie, les mêmes causes veulent produire les mêmes effets avec la mandature actuelle. Premier constat. La Commune est toujours dirigée par certains élus locaux qui clament toujours le vert même quand il voit du noir. Des gens qui trouvent toujours la bonté du baobab et du cheval cabré même dans un milieu où, ils savent avoir de difficulté pour assurer les besoins vitaux. Ce n'est pas là, le gêne. Deuxième constat. Les premiers responsables de tout ce que les femmes en l'occurrence femmes enceintes vivent en silence en matière de l'eau dans notre village sont les députés de la localité. Qu'il vous souvienne qu'à la veille

des élections législatives, ces derniers venaient toujours qu'ils vont plaider nos cas une fois à l'hémicycle. Entêtement de l'histoire. Elle se répète. Cette fois avec un procédé différent. Complice et coupable, tout responsables de structure publique devrait faire le point de sa gestion auprès des villageois vers qui il est allé pour se faire élire avant de laisser la direction comme le prévoit la loi sur la corruption. Telles les choses se passent, les rois demeureront rois et les pauvres plus pauvres pour pouvoir les servir. Dommage pour notre démocratie. Avec le drôle de formule, où la construction des infrastructures de qualité est orientée vers les grandes villes et non vers les démunis. C'est la santé des femmes enceintes qui se trouve en danger ».



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Rareté d'eau au Niger : « Un réseau d'eau potable coûteux, vétuste et en panne depuis des mois alors que le fil d'attente est incontrôlable : que nous veulent les autorités au juste ? » s'écria Issaiyatou Mariama

Histoire

20



Le plomb que les réalisations d'infrastructures traînent dans leurs ailes depuis plusieurs années est loin de trouver une solution heureuse. Chaque jour qui passe enfonce un peu plus la condition de vie des populations notamment les femmes dans l'obsécration. Malgré leurs efforts, les nombreux programmes d'action des autorités ont conduit certaines communautés rurales à la désolation générale. Au Niger, moins d'un habitant sur deux a accès à l'eau potable en milieu rural. Le Niger est un pays sahélien aux ressources en eau rares, un drame pour ses habitants, aggravé par le dérèglement climatique et les déplacements de population. Sauf un revirement spectaculaire de situation, les femmes de Sine Godar, un des villages du nord Niger annoncent des mouvements de protestations musclées pour les jours à venir. A l'origine, plusieurs difficultés assorties des conditions de vie précaire liées à la difficile équation d'accès à l'eau. Informée de la précarité de la condition de vie des habitants de ce vil-

lage et descendue sur les lieux, l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) s'est approchée des populations pour recueillir leurs avis. D'une intervenante à une autre, les avis divergent et montrent à quel point les femmes souffrent dans ces milieux.

Situé à quelques encablures du domicile privé de dame Issaiyatou Mariama, au village de Sine Godar le réseau d'eau potable est partiellement dégradé. Facturé à 25f le bidon, des milliers de femmes doivent parcourir des kilomètres pour venir s'en procurer, une eau pourtant pas propre. Issaiyatou Mariama témoigne : « deux bidons de 25 litres d'eau, soumis à des risques de contamination de l'eau et des récipients de collecte et de puisage. Ce réseau d'eau vétuste ne satisfait pas les besoins et attentes de toute la population locale. Le nombre de personnes qui vient chercher l'eau chaque matin dépasse 500 et eux tous doivent faire le rang. Parfois les enfants sont obligés d'aller à l'école

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST


pendant deux à trois semaines sans se laver, simplement parce que l'eau n'existe pratiquement pas. A cela se rajoute un manque de latrines familiales et communautaires, l'absence de système de gestion des ordures et surtout l'arrivée récente et massive de personnes réfugiées, installées sur un site situé à quelques kilomètres du village, qui augmentent ainsi la pression sur les ressources locales en eau déjà critiques et difficile d'accès » a-t-elle confié. A l'en croire, l'accès insuffisant à l'eau et à l'hygiène constitue un véritable casse-tête pour les populations. Car la vétusté du point d'eau sur place ne permet pas à tous d'accéder à l'eau et à l'hygiène. Cet accès difficile à l'eau engendre aussi des violences frontalières en raison de l'émigration de certaines d'entre nous dans le pays voisin à la quête de l'eau. « Comptant aujourd'hui près de 4 550 personnes, nous souffrons énormément » cria-t-elle. Pour renchérir les propos de Issaiyatou Mariama, et apporter quelques clarifications, Issa Lawal, un fonctionnaire du ministère en charge de l'eau à la retraite rencontré à son portail confie : « En effet, une analyse de la situation relative à la disponibilité en eau potable au Niger montre que plusieurs millions de femmes sont victimes d'une réelle marginalisation dans les processus de distribution d'eau. Dans certains villages du pays, l'accès des femmes à la terre comme à l'eau reste extrêmement limité. Celles-ci sont carrément mises à l'écart. Le droit à l'eau à usage agricole est perçu dans cette analyse comme une jauge pertinente pour apprécier l'effectivité des droits économiques des femmes, telle qu'elle tente de prendre corps au Niger. À l'évidence, ces droits bénéficient d'une reconnaissance indiscutable, aussi bien dans les lois fondamentales du pays, qu'à travers les différentes politiques de développement qui sont développées à l'instar de la Politique nationale Genre. Cependant, force est de constater que leur mise en pratique pose de sérieux problèmes dès lors qu'on jette un coup d'œil

vers les femmes rurales qui évoluent le plus souvent dans des conditions, précaires et éloignées de celles permises par le droit en vigueur. Par exemple, à Sine Godar la marginalisation des femmes par rapport à l'eau est chose évidente ». En allant plus loin dans ces propos il ajoute :

« La problématique des droits économiques des femmes entre dans le cadre plus large des droits de la personne humaine. Aujourd'hui, des lois sont votées par le législateur et consacrent ces droits à l'échelle internationale. Et la plupart des États l'ont inséré dans leur droit positif. Pays du sahel, le Niger s'est lui aussi engagé dans cette dynamique. Il a à cet effet, ratifié les principaux outils existant en la matière. Les plus importants d'entre eux sont intégrés dans sa loi fondamentale comme pour leur donner un caractère constitutionnel. Il s'agit principalement de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples et de la déclaration universelle des droits de l'homme. Notre enjeu dans cette rédaction est d'appréhender la capacité des femmes à assumer pleinement l'ensemble de leurs droits économiques. Et pour cela, le focus sera mis sur les conditions de leur accès à l'eau à usage agricole dans les milieux ruraux. Sans mettre à sec en puisant la question de l'intégration économique cela montre les dimensions de l'inégalité de genre et de la marginalisation dont sont victimes les femmes en milieux ruraux en Afrique et au Niger en particulier ». Pour permettre aux populations de ces milieux ruraux, des actions doivent être entreprises en urgence. Au nombre de ces actions, Issaiyatou Mariama cite : « ils doivent nous réhabiliter nos points d'eau défectueux, initier des formations de relais communautaires pour diffuser des messages types de changement de comportement en ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement au sein des communautés. Les autorités doivent également se tourner vers nous en multipliant les forages d'eau et organiser

RECUEIL DE TEMOIGNAGE


JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



des séances de salubrité ». Comme elle, Issa Lawal fait à notre équipe d'enquête, quelques propositions pour prôner le changement : « Pour corriger le cours des choses, l'initiative des actions à forts impacts est nécessaire. Ainsi, disposant de tous les moyens nécessaires pour arriver à bout, les autorités nigériennes se doivent de mettre l'approche genre au centre des stratégies des politiques agricoles de développement et de réduction de la pauvreté.

Au-delà de la prise de ces initiatives, l'adoption d'une bonne politique de vulgarisation est inévitable pour des résultats conséquents. Justement, parlant de la vulgarisation, la démarche privilégiée doit être itérative à travers l'organisation des ateliers de présentation des visions du gouvernement sur la promotion de genre et l'élimination de la pauvreté. Il s'agira des cadres de concertation idéales pour sensibiliser la population sur les lois protégeant la femme. En conséquence, pour que la femme puisse jouir pleinement de ses droits comme prescrit dans les textes, toutes les composantes de la société nigérienne doivent être mises à contribution. Les enfants, les jeunes, acteurs de la société civile, fonctionnaires, praticiens de droits et autorités gouvernementales doivent y mettre du sien pour l'amélioration des conditions des femmes en ce qui concerne l'accès à l'eau dans les milieux ruraux.

Dans cette nouvelle approche, une place importante va être accordée aux femmes rurales, principales victimes des calamités de tout genre. Ceci permettra de réduire les disparités entre pauvres et riches, hommes et femmes, garçons et filles, entre régions, milieu rural et urbain. L'effectivité sera perçue comme une condition pour atteindre les objectifs de cette nouvelle stratégie.





Difficile accès des femmes l'eau dans certains milieux ruraux au Togo : « Un seul point d'eau pour alimenter près de mille âmes : voilà le calvaire que nous vivons dans notre localité à Tagba » dixit Ablavi Amègnon

Ayant à cœur la volonté d'apporter une lueur d'espoir aux femmes, principales victimes des répercussions de la pandémie de COVID-19 dans les milieux ruraux, les autorités togolaises ont fourni de grands efforts pour tenter de couvrir tout le pays en eau. Seulement, que cette couverture jusque-là, n'est pas chose effective. Pour preuve, dans certains milieux, le manque d'eau continue de sévir. Poussé par le désir de contribuer à ce qui se fait déjà sur le terrain, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement a dépêché au nord du Togo une équipe d'enquête, afin de constater les réelles difficultés que vivent les femmes dans certains milieux ruraux en matière d'eau. Principales pourvoyeuses d'eau dans les ménages, les femmes ont été réduites par la pandémie de la Covid-19 qui les a d'ailleurs compliqués la tâche. Les mesures d'urgence, telles que le confinement, prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19 ont affecté leurs capacités ainsi que celles des filles à répondre à leurs besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. C'est le constat fait par de nombreuses organisations non gouvernementales et des associations plus de deux ans après l'apparition du virus en Afrique. Dans certains milieux, le RFLD a fait le même constat. Cette enquête vise comme objectif d'encourager les acteurs du secteur eau, assainissement et hygiène au Togo à renforcer leurs efforts

L'eau, source de vie est devenue une denrée rare sinon source de maladie du fait de sa qualité

pour inclure les femmes et les organisations de femmes dans les postes de direction et les structures de prise de décision pour non seulement répondre à la COVID-19 mais aussi d'alléger la tâche aux femmes.

L'eau, source de vie est devenue une denrée rare sinon source de maladie du fait de sa qualité. Bidons de 25L à la tête ou attachés aux porte-bagages des vélos ou encore entassés devant la seule fontaine publique qui desservie pas moins de six villages. Des femmes et jeunes filles organisées en groupe papotent, attendant leur tour pour s'approvisionner en eau potable. Voilà brièvement l'image qu'offre Tagba, une localité située à quelques kilomètres de la capitale. Cette image montre à suffisance le manque cruel en eau potable dont sont confrontées les femmes dans ladite localité. Une situation dangereuse qui expose les populations aux maladies et aux épidémies liées à l'eau non potable quand on sait que cette eau qu'elles vont chercher, bref les habitants n'est pas en somme une eau potable du fait de sa qualité, sa couleur et son odeur. L'eau, source de vie est devenue une denrée rare à Tagba qui compte plus de mille âmes. Ablavi Amègnon, native de la localité, vit depuis plusieurs

années dans le village de Tagba. Chaque matin, elle doit comme toutes les autres femmes du village d'ailleurs, aller à la principale fontaine de son village, aligner ces bidons d'eau en attendant de s'approvisionner en eau. Dix bidons au total pour s'approvisionner parce qu'il faut avoir des réserves d'eau. Cheveux en bataille, la brosse traditionnelle dans la bouche, le pagne noué autour de la poitrine, Ablavi Amègnon attend très calmement parmi tant d'autres femmes son tour. « J'ai déposé mes bidons que voici liés avec une corde depuis six heures de temps. Il faudrait que je fasse preuve de grande patience pour pouvoir recueillir l'eau et repartir chez moi. La COVID-19 a, dans une certaine mesure, influencé négativement l'accès à l'eau à nous les femmes et de nos jeunes filles qui avaient pour seule opportunité le milieu scolaire pour avoir accès à l'eau pour leurs besoins personnels et domestiques. Cette eau qui était déjà difficile à avoir, Covid-19 est venue l'aggraver », affirme Ablawa Amègnon, mère de cinq enfants dont trois filles deux garçons. Les femmes sont plus vulnérables à l'impact de la COVID-19, y compris dans le secteur de l'eau. Les mesures restrictives ont réduit voire anéanti leurs capacités à satisfaire leurs besoins liés à l'eau. Une approche genre dans la gestion de l'eau dans les communautés est recommandée aux autorités. « A Tagba, des femmes n'arrivaient pas à avoir l'eau comme elles le souhaitent à cause de l'interdiction des mouvements. Elles étaient obligées de se déplacer elles-mêmes pour les points d'eau pour ne pas exposer leurs enfants », confie-t-elle. Ces témoignages concordent bien avec les derniers chiffres des organisations internationales, notamment du Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance rendus publics sur le taux en eau potable au Togo sont clairs et édifiants. Cinquante-sept pourcent (57%) de la population rurale togolaise n'a pas accès à une source d'eau améliorée comme c'est le cas dans les milieux urbains où ce taux

n'avoisine que les 10%.

Beaucoup de femmes n'ont pas souvent le temps d'attendre calmement leur tour parce que le besoin en eau potable se fait cruellement sentir, d'après nos indiscretions. Alors pour avoir rapidement la source vitale qu'est l'eau, il faut parfois tricher. Interviennent alors les bagarres. « Les bidons que vous voyez là, sont disposés par ordre d'arrivée. C'est le principe acquis ici pour tous ceux et celles qui doivent prendre l'eau. C'est un principe que nous avons mis en place pour éviter le désordre ici et les bagarres. Mais cela ne résout pas le problème puisqu'il y a certains qui sont réfractaires et donc n'aiment pas l'ordre », a laissé entendre Lucie Awénan. La quarantaine révolue, elle veille au respect des règles au point de vente d'eau à la fontaine publique. Assise à côté du robinet, sa chicote en main, elle supervise tout. « Mon rôle ici est de suivre constamment les choses, collecter l'argent et pour éviter qu'il n'y ait des bagarres entre les bénéficiaires que sont les femmes. Les bagarres pour l'eau sont quasi permanentes ici. Alors, on joue la police pour éviter le pire »

S'il y a chaque de l'influence c'est justement parce que le besoin en eau potable est réel, a constaté avec amertume l'équipe de reportage de « Réseau des Femmes Leaders pour le Développement ». Mais il faut aussi, pour ces femmes et jeunes filles parcourir des kilomètres avant de s'approvisionner en eau potable.

Maman Akouaga est une femme au foyer. La trentaine environ, elle est venue avec sa fille à la fontaine chercher de l'eau pour toute la famille. Assise dans l'une de ses nombreuses bassines, maman Akouaga attend tranquillement son tour. Elle a fait plus de trois kilomètre de marche avant de trouver ce point de vente d'eau potable pour s'en approvisionner. « J'habite très loin de cette fontaine. Dans mon quartier,

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

l'eau potable n'existe pas ni une pompe publique, même défectueuse il en a pas alors que les puits que nous possédons sont très profonds et se sèchent très vite. Même s'il arrivait que cela donnait un peu d'eau, l'eau n'est pas d'une bonne qualité », a-t-elle confié toute inquiète. Maman Akouaga n'est pas la seule dans cette situation. Cédric, un jeune collégien, dans la douzaine d'âge et ses trois frères aussi se trouvent dans le même cas. Ce qui choque, ils doivent coûte que coûte s'approvisionner très vite au risque de manquer d'eau dans les jours prochains pour se laver ou pour préparer à manger. Mais le hic est que ces écoliers doivent eux aussi parcourir le même trajet que maman Akouaga avant d'avoir accès à l'eau potable. A en croire ceux-ci, le trajet est fait chaque semaine près de quatre fois. Un véritable fardeau pour ces jeunes qui n'ont plus le temps de jouer ou de réviser leurs cours comme leurs amis de la capitale. L'urgence est là !



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Rareté de l'eau potable au Niger : « Deux de mes enfants sont morts il y a deux ans à cause de la maladie du choléra » dixit Ako Antifathou Abèkè

Située au nord du Niger c'est-à-dire entre le Sahara et le Sahel, le village de Nawaskalé, dans l'arrondissement 5 de la ville de Zinder à un climat désertique et où l'accès à l'eau constitue pour les habitants une véritable préoccupation. Plusieurs années déjà que les habitants de ce village à l'instar des autres villages connaissent un problème crucial en matière d'accès à l'eau potable. La croissance démographique, l'inabondance des précipitations et la présence du socle granitique sont en fait les facteurs qui expliquent cette difficulté atroce d'accès à l'eau dans ce village. Cette enquête réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement dans le village de Zinder traite de la question de la pénurie d'eau ainsi que de sa qualité en Afrique de l'Ouest et principalement au Niger dans le village de Nawaskalé. Dans le développement de cet article vous nous essayerons de décrire l'usage et les problématiques liées à l'accès à l'eau. Et pour mener à bien cette enquête nous avons mené des démarches prospectives et fait des analyses comparatives. Les résultats de ces démarches témoignent à suffisance que les habitants de cette contrée souffrent énormément de beaucoup de problèmes liés à l'eau partant de sa recherche jusqu'à son utilisation. Suivons ici les résultats de l'enquête de terrain.

Nous sommes au village de Nawaskalé. Dans ce village de plus de 2000 habitants, une seule fontaine alimente la population en eau, une eau potable dont la qualité laisse à désirer. Et pourtant, pour accéder à cette eau, ceci doivent traverser des kilomètres et donc plusieurs difficultés. L'eau est devenue plus qu'un bien, un trésor. C'est pourquoi ils doivent parcourir près

de 10km vers les localités environnantes pour l'avoir. Pour avoir accès à ce trésor, source de la vie à Nawaskalé, c'est la croix et la bannière car les populations vivent au rythme des coupures intempestives d'eau.

« Depuis une semaine jour pour jour, nous n'avons pas d'eau potable. La régulation des eaux l'a coupée et jusqu'à présent les raisons de cette coupure qui a plongé les populations dans l'amertume ne sont toujours pas connues. Chaque fois qu'on la redonne le compte est à rebout car l'eau devient jaunâtre », a laissé entendre Latoundji Aziz, un jeune éleveur du village, venu chercher l'eau pour sa femme qui vient d'accoucher leur premier enfant.

D'après les informations qui nous sont parvenues par des rumeurs de la localité, l'eau qui sort du robinet à Nawaskalé n'est toujours pas identique à celle que boivent les habitants de la capitale du point de vue qualité. C'est-à-dire que l'eau de Nawaskalé n'est pas claire.

Chaque fois qu'on la redonne le compte est à rebout car l'eau devient jaunâtre

Pour résoudre cette difficulté, des stratégies d'adaptation ont été développées par ces habitants. « Face à cette situation et pour éviter les maladies et les épidémies, nous sommes obligées de procéder à la filtration de l'eau en y ajoutant de la cendre ou « Alam » avant toute consommation par nous et nos enfants. Malgré la qualité médiocre de l'eau, celle-ci est destinée à la vente. Et comme la demande est plus grande que l'offre et ce, depuis des années, nombreux sont les villageois qui accourent même des vil-

lages voisins pour s'en approvisionner. Ainsi, pour trois bidons de 25 litres, il faut déboursier la modique somme de 25 FCFA. Nonobstant le coût en baisse et vue la qualité de cette eau, certains préfèrent s'approvisionner aux puits du village qu'ils passent à la filtration traditionnelle comme l'eau du robinet.

« La plupart des villages de ce pays traversent d'énormes difficultés liées à l'eau. Cela est d'autant plus vrai que dans la plupart de ces villages, les populations souffrent énormément du manque d'eau ainsi des difficultés liées à sa recherche. Nawaskalé par exemple, fait partir de ces villages qui sont affectés par ce phénomène. En effet, c'est un village qui est très connu grâce aux difficultés d'accès à l'eau potable qu'il fait face. Les habitants de ce village ne disposent pas de beaucoup de points d'eau modernes. Ainsi, la rareté des ressources en eau potable pousse ceux-ci à s'approvisionner au niveau des sources non-améliorées le plus souvent les mares et ceci pendant les quelques mois qui suivent la saison pluvieuse car ces mares sont loin d'être permanentes. Ce qui n'est pas sans revers sur la santé des populations puisqu'on sait très bien que les mares sont des véritables collecteurs d'eaux polluées » nous a confié Idrissou Boukari, fonctionnaire à la retraite. « Malgré les efforts fournis par le Gouvernement de l'autre côté pour résoudre ce problème, il existe toujours des obstacles qui accentuent davantage la situation, surtout pour nous parents » a déclaré Antifathou Abèkè ». En allant plus loin, elle ajoute : « C'est dans cette difficulté que deux de mes enfants sont décédés sur l'intervalle de quatre ans. Ils sont morts de la maladie de Choléra » : « Chaque matin et soir c'est cette eau là nous buvons et c'est avec elle nous nous douchons », a indiqué l'aîné Judith. Aux dires de cette jeune fille, l'eau est la source de tous les maux au village. D'ailleurs, elle n'est pas la seule jeune fille rencontrée par notre « équipe d'enquête » qui a fait le tour du village. Plus loin l'équipe aperçoit quelques personnes âgées, venues prendre de l'eau à la pompe malheureusement celles-ci n'ont pas tenu à s'exprimer sur le sujet.

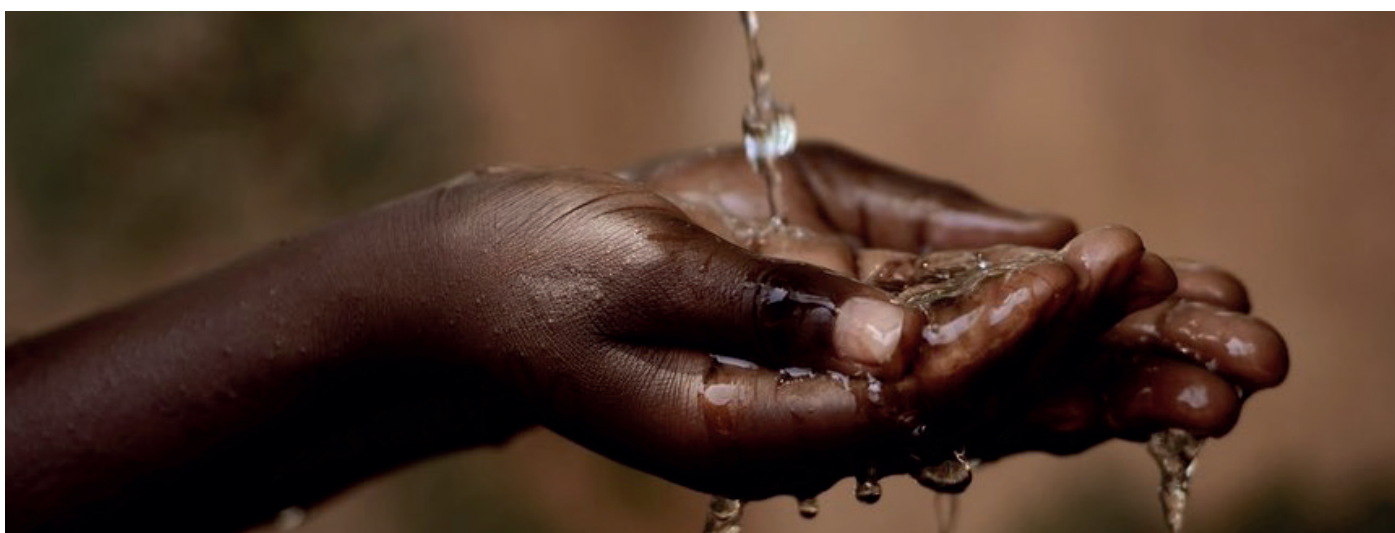
RFLD : Mais l'eau de la fontaine est-elle essentiellement destinée à la consommation ?

Voilà la question qui trottinait les esprits de nos éléments envoyés sur le terrain pour mener l'enquête quand un véhicule a bondi de vive allure à quelques encablures de là où ils se trouvent. A son bord, un acteur politique de la localité qui sortait dudit véhicule. En quoi puis-je vous être utile demande l'homme à notre équipe d'enquête ? Cette eau que boivent les habitants de la localité est-elle réellement destinée à la consommation ? dès les premiers instants, l'homme n'a voulu répondre à l'équipe d'enquête. Mais requérant l'anonymat il a rétorqué d'un air méchant parce que ayant aperçu que les hommes en face de lui avaient des caméras et des appareils photos « C'est toujours vous les hommes de médias qui voulez tout savoir et tout comprendre. Qu'elle soit destinée à la consommation ou non, l'eau de Nawaskalé est identique à celle de la ville à quelques différences près ».

En sommes, la difficulté d'accès en eau potable dans ce village, demeure cruciale et se pose avec acuité. Les habitants de ce petit village de pêcheurs, d'éleveurs et d'agriculteurs poussent des cris de détresse en interpellant les pouvoirs publics à leur venir en aide pour que définitivement une solution soit trouvée à ce problème d'accès en eau potable, c'est-à-dire d'une bonne qualité : claire, limpide, et inodore. Les autorités ont-elles soucis de mettre les habitants à l'abri des maladies et surtout épidémies liées à l'eau non potable ? Vivement que l'eau qui est source de vie ne devienne pas source de maladie et de mort pour les habitants de Nawaskalé et pour les populations rurales du Niger en général.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

Burkina Faso face au défi de l'insuffisance d'eau potable : « **Nous demandons aux gouvernements africains en particulier du Burkina Faso de s'engager fermement à garantir aux communautés l'accès aux ressources en eau sûres, propres et durables** » dicit **Alban Wédraogo, responsable d'ONG**



Au Burkina Faso, la crise climatique est une crise de l'eau. Des séries de sécheresses se sont succédé depuis plusieurs années avec une baisse généralisée de la pluviométrie avec pour conséquence des régions qui connaissent un réchauffement des températures énorme. Rien qu'au Burkina Faso, de nombreuses personnes dépendent encore de sources d'eau de surface, telles que les rivières, des fleuves, et les étangs, qui sont vulnérables aux chocs et aux catastrophes. Cet état de chose compromet grandement les secteurs clés de développement tels que l'agriculture, l'élevage et met en danger le bien-être de plusieurs milliers d'habitants. En effet, depuis 2018, les populations du nord du Burkina Faso sont confrontées à un conflit armé qui a provoqué d'énormes migrations internes de personnes. Après avoir fui des attaques pour préserver leurs vies, ces déplacés interne doivent désormais faire face à des problèmes d'accès à l'eau potable, ce qui engendre de nom-

breuses maladies, particulièrement dangereuses pour les enfants de moins de cinq ans. Organisation panafricaine qui engagée dans la promotion et la protection des groupes vulnérables, des filles et des droits des femmes, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement a entrepris des recherches orientées vers l'action et des publications sur les droits des femmes. A cet effet, des missions de plaidoyer de haut niveau pour la domestication des instruments des droits des femmes notamment en ce qui concerne le droit à l'accès à une ressource de qualité. C'est donc dans le but de renforcer la capacité des femmes africaines de manière à surveiller et à protéger leurs droits que l'organisation à travers son équipe d'enquête est descendu dans la République du Burkina Faso pour toucher du doigt la précarité dans laquelle vivent les femmes en ce qui concerne leur inaccessibilité à l'eau, une ressource pourtant vitale. Nous sommes à Bindabongo dans la commune de Boulsa, au Centre-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Nord du Burkina Faso. Ici, pour avoir l'eau, il faut payer un grand prix. Le problème de manque d'eau persiste au point où ces habitants sont obligés de parcourir des kilomètres le plus souvent en direction des villages environnants pour se procurer cette denrée précieuse qu'est l'eau surtout pendant la saison sèche, période pendant laquelle ils souffrent beaucoup plus du manque d'eau du fait de l'inabondance de cette dernière et de l'extrême surexploitation que subissent les points d'eau existants. Tels sont entre autres les maux qui affectent les populations du Burkina en général et rurales en particulier. Le choix de ce village s'explique par la ferme motivation et le souci de comprendre les véritables problèmes liés à l'accès à l'eau potable des populations afin d'accorder une attention particulière à la situation qui prévaut. A cet effet, l'équipe a eu une interview avec Monsieur Alban Wédraogo, responsable d'une Organisation Non Gouvernementale qui s'est donnée depuis plusieurs années la lourde mission de travailler à l'amélioration des conditions de vies des femmes dans les localités rurales notamment à Bindabongo. Sans langue de bois, l'homme s'est confié à notre équipe. Partant de l'analyse générale des faits, passant par les résultats des travaux menés par son organisation avant de chuter sur ses propres analyses, l'homme confie :

« Les crises sécuritaires et sanitaires ont provoqué des conséquences humanitaires sans précédent pour l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement au Burkina Faso. Ces conséquences ont engendré des besoins urgents d'assistance pour des millions de personnes. Les phénomènes naturels et les déplacements interne de personnes ont créé une pression accrue sur les points d'eau existante, déjà défailants avant la crise, créant des tensions. Au phénomène de l'exode rural, faut-il ajouter les changements climatiques qui impactent eux-aussi négativement les ressources en

eau et l'assèchement des sources réduit encore davantage la disponibilité d'eau engendrant des conflits entre éleveurs et agriculteurs et augmentant les risques de tensions sociales. Au Burkina Faso, l'indice de risque climatique des enfants était de 7,6 en 2021, ce qui montre que les enfants sont davantage exposés à un « risque extrêmement élevé » en raison de l'impact du changement. Les attaques diligentées contre les points d'eau de plus en plus récurrentes diminuent la disponibilité d'eau dans les zones affectées par la crise sécuritaire notamment à Bindabongo.

Face à la question de savoir ce qu'il en est des revers des nombreuses attaques contre les populations l'homme fait savoir qu'Entre janvier et mars 2022, plusieurs attaques de points d'eau ont été rapportées par les membres du Cluster WASH dans les régions du Sahel, Centre-Nord, impactant plus de 70 000 personnes contre 5 attaques rapportées en 2021. A Djibo dit-il, environ 223,000 personnes ont été impactées par ces attaques et privées d'eau. « Seul, un tiers des besoins en l'occurrence les besoins les plus critiques sont couverts. Par ailleurs, depuis le début de cette année, plusieurs organisations dont la nôtre ont pu assister près de 83,086 bénéficiaires dans six régions prioritaires du Centre-Nord, Nord, Sahel, Est, et Centre-Est. Toutefois, on constate un ralentissement de la réponse humanitaire malgré une augmentation des besoins. Les principaux défis sont liés aux flux de déplacements massifs et continus, avec des attentes qui augmentent plus rapidement que les capacités de réponse.

Le problème de financement pointé du doigt

« Le problème de financement qui ne permet pas de couvrir les besoins explique en partie la petitesse des résultats des actions que nous entreprenons pour limiter aux

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

populations les désastres liés à l'insuffisance en eau. Le manque de financements et la faible flexibilité géographique des financements acquis ne permettent pas de s'adapter à l'accroissement des attentes. Même le pouvoir central est parfois dépassé ! Chaque semaine de nouvelles zones deviennent inaccessibles. La situation sécuritaire n'est pas en réalité la seule cause de vulnérabilité des éleveurs de bétail au Burkina Faso. Ces derniers sont aussi frappés de plein fouet par les effets du changement climatique. En particulier, les ressources en eau qui deviennent de plus en plus rares » dit-il.

En allant plus loin, il ajoute :

« Pour abreuver leur bétail par exemple, les éleveurs doivent parcourir une dizaine de kilomètres. Et avec l'insécurité, je m'inquiète de voir mes petits-enfants faire ce trajet chaque jour. Surtout pour nous qui, non seulement sommes issus de parents éleveurs, notre vie et notre survie ne passent que par une seule activité : l'élevage. Lorsque je pense à l'avenir de ma communauté, j'avoue vivre depuis quelques années constamment dans la peur. La plupart des habitants de cette localité sont des éleveurs. Pour abreuver leur bétail, ils doivent parcourir dix kilomètres. Et avec l'insécurité, c'est inquiétant. C'est pourquoi chaque matin, je recommande le sort de mes petits-enfants entre les mains de Dieu avant qu'ils s'en aillent. L'eau devient de plus en plus rare et beaucoup d'enfants sont obligés d'abandonner les classes ». Alban Diallo, agriculteur, raconte comment le manque d'eau a changé le destin de sa fille : « Je lui avais dit qu'il n'était pas question qu'elle n'aille à l'école. Malheureusement, moi seul je ne pouvais pas arroser des hectares de champs. En plus il faut aller à cinq kilomètres chercher de l'eau pour les besoins de la famille. Aujourd'hui ma fille a dû abandonner l'école »



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Inaccessibilité des populations rurales à l'eau potable en Afrique de l'Ouest : « lorsqu'une femme enceinte accouche, il faut aller jusqu'au fleuve pour chercher l'eau, stop ! » s'écria Aminata

Les conditions de vie des populations de milliers de personnes dans le nord Mali sont invivables. Et pour cause, la région est dépourvue d'eau potable, et les populations doivent parcourir des kilomètres à pied avant d'avoir accès à un point d'eau potable. A l'instar des autres villages, à Ndjina, petit village situé dans la région de Tombouctou, le liquide vital se fait si rare que la population en était réduite à consommer l'eau insalubre des mares. L'accès limité à l'eau potable représente également un problème majeur pour les centres de santé communautaires. La plupart des centres de santé de la partie Nord ne dispose pas d'eau suffisamment pour permettre aux patients de boire ou encore de nettoyer les salles de soins et plus loin au médecins de se rincer les mains après traitement d'un patient. Une situation inquiétante et déplorable qui met en danger la vie des agents de santé.

Approché le gardien du centre révèle que : « lorsqu'une femme enceinte accouche, il faut aller jusqu'au fleuve pour chercher de l'eau ou dans les familles voisines. Cette situation dure maintenant depuis plusieurs années. Il faut que les autorités pensent à nous en apportant des solutions de réhabilitation ou de création de points d'eau potable. ». Pour renchérir ces propos, Abdoul, est maraîchère. Son activité principale est étroitement liée à l'usage de l'eau et pour lui, sans, il est hors de question que l'on parle de vie. De nos jours, les installations d'assainissement et de distribution d'eau existantes dans les régions du nord du Mali se font rares. Par exemple, la ville de Ndjina était victime

de pénurie d'eau récurrentes, puisque les populations s'approvisionnaient d'un seul et même puit. Les populations se servaient même de celui-ci pour abreuver les bétails des éleveurs favorisant des maladies.

Au beau milieu de la brousse, dans son champ situé à une quinzaine de kilomètres de la ville, à l'extrême nord-est du Mali, Aminata sort son ordinateur de sa housse, le met en marche et fait défiler des tableaux Excel sur l'écran. Quand elle n'est pas occupée par les travaux champêtres, cette femme cultivatrice âgée d'une trentaine d'années enfile sa casquette de Secrétaire Générale d'un groupement d'une cinquantaine de producteurs de tomates et compile soigneusement - depuis onze mois les chiffres de production du collectif. Ce soir-là, son sourire cache mal son moral en berne. Il vient de terminer la consolidation des résultats du premier troisième trimestre de l'année 2022 : les chiffres sont mauvais. La production de cette année, est passée de 10 tonnes en 2021 à 8 tonnes en 2022, avec, entre-temps, « deux années blanches », précise-t-elle. Entre 2017 et 2019, pas une seule tomate n'est sortie de terre. Sur son tableau, les rangées correspondant à ces deux années sont surlignées en rouge écarlate, accompagnées de la mention « période vide. Nos sols ne sont plus aussi fertiles comme c'était, explique-t-elle d'une voix calme, ils sont épuisés et appauvris, nous n'allons pas pouvoir continuer longtemps comme cela. »

Mobile

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Inégalité sur le plan politique et historique de nombreux pays ont fait obstacle à la bonne gestion des problèmes liés à l'eau, la destruction des sources d'eau naturelles à travers la surexploitation des rivières, une demande sans cesse croissante en raison de la croissance démographique et de l'agriculture massive, les modes de consommations excessives qui empêchent le renouvellement des sources d'eau disponibles et la mauvaise répartition de l'eau : voilà autant de raisons qui prouvent que la mise en place des réformes dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement au Mali est indispensable. En effet, selon Amadou un fonctionnaire de la mairie centrale de Bamako, intervenant au cours de l'enquête, il existe une réelle difficulté à déterminer le nombre exact de villages ou quartiers de villes souffrant de la pénurie d'eau. Ceci parce qu'une politique efficace de gestion n'existait pas. « L'inexistence de cette politique rend difficile la fourniture d'eau à la population surtout l'eau en qualité et en quantité suffisante. La méconnaissance du problème entraîne aussi des préjugés sur le maintien de la qualité et de la quantité de l'eau disponible ainsi que sur la répartition équitable pour sa consommation » dit-il. C'est donc cette politique que l'homme appelle les autorités maliennes à songer instaurer à travers la mise en œuvre des réformes. Dans la même logique, il explicite chaque pan de la réforme. « Par rapport au nombre de villages souffrant du problème de la pénurie d'eau, cela répond à l'ambition de permettre aux collectivités locales, au-delà des registres ordinaires du nom des quartiers pour collecter l'impôt, de mettre en place un registre qui mette la lumière sur les villages non couverts en eau potable. Ensuite au niveau de l'administration locale, ces registres seront analysés et par la suite portés à la connaissance des autorités communales qui se chargeront de faire le tri selon la priorité dans les villages. En adoptant ce fonctionnement, il ne reviendra plus aux élus du peuple en l'occurrence les députés à l'Assemblée Nationale de plaider pour les localités dont on sait l'insistance au parlement relève du fait que le député est issu de la même localité. Enfin, au niveau de l'entretien du joyau, je suggèrerais que les autorités revoient l'ancienne formule. D'habitude nous remarquons qu'elles confient la gestion à un membre de la localité qui se charge à son tour de la distribution de l'eau contre un forfait. Ce fonctionnement adopté depuis des années a montré ses limites, il faut changer de méthodes. Le changement va consister ici à laisser la gestion à un gestionnaire mandataire qui se chargera non seulement de la distribution mais aussi de l'entretien. Car il faut que les réalisations déjà faites dans des localités subsistent pour qu'on puisse penser à d'autres localités. Donc confier ces réalisations à des gestionnaires mandataires est la formule idéale. Enfin selon moi. Ceci permettra aussi de gérer l'affluence et permettre que les voyages se déroulent en toute sécurité. Il finira par dire que « ces réformes sont à l'actif aussi bien de la santé financière du pays mais aussi des bénéficiaires ».

#

Faible couverture des milieux ruraux ivoiriens en eau potable : « Avoir de l'eau pour abreuver les animaux devient une véritable lutte. À la fin, nous sommes obligés de brader nos animaux juste pour nous libérer de cette fatigue permanente d'avoir à chercher de l'eau en vain » dixit Mama N'kowé



Le scénario est le même depuis des années, point de changement. Dans plusieurs communes notamment les milieux ruraux ivoiriens, des populations rencontrent d'énormes difficultés d'accès à l'eau potable. Le comble est que ces difficultés deviennent de plus en plus récurrentes. Réunis au grand portail de la maison familiale qui les abrite depuis une cinquantaine d'année, la communauté de villageois d'Abobo Té composée d'hommes et de femmes attend l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement. C'est dans une ambiance festive renchérie par des chants de louanges et danses que ceux-ci ont exprimé leur joie d'accueillir notre équipe. A la venue de l'équipe, les louanges étaient à leur comble. Tout est

organisé et visiblement l'on croirait être à une fête. Mais loin de là ! c'est pour les villageois de cette communauté, un nouveau jour qui s'est levé, celui de pouvoir enfin donner de la voix dans une caméra pour que cela fasse le tour du monde afin de parvenir aux oreilles des autorités locales et communales disaient-ils. Parvenus au niveau d'un long banc d'une capacité de dix personnes, point de chute de la procession, l'équipe d'enquête a assisté en présence à un discours émotif. Ci-dessous le film qui témoigne des difficultés rencontrées par les populations, contraints de recueillir de l'eau à des kilomètres de leur domicile et parfois tard dans la nuit.

Nous sommes à Abobo Té. Ici, pour avoir l'eau, il faut sortir de sa zone de confort. Le problème de manque d'eau persiste au point où les populations sont obligées de parcourir des kilomètres le plus souvent en direction des villages environnants pour se procurer cette denrée précieuse qu'est l'eau. Pendant la saison sèche, période au cour de laquelle ils souffrent beaucoup plus du manque d'eau du fait de l'inabondance de cette dernière et de l'extrême surexploitation que subissent les points d'eau existants. Le focus porté sur ce village s'explique par la ferme motivation et le souci de comprendre les véritables problèmes liés à l'accès à

QUEIL DE TEMOIGNAGE

PRATIQUE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

l'eau potable des populations afin d'accorder une attention particulière à la situation qui prévaut. Les difficultés d'approvisionnement en eau et l'exode rurale ne cesse de progresser. Akoué Traoré, un parmi les villageois et agriculteur de profession se confie sans langue de bois :

« L'enjeu que constitue l'eau dans notre village pèse énormément et quotidiennement sur nous. La raréfaction de la ressource en eau touche de nombreux village environnants en particulier le nôtre. Vous allez constater que tout le groupe était content de vous voir. C'est justement parce que les conflits dans nos milieux exacerbent autour de tous les mouvements de population et entre les différentes composantes professionnelles pour qui l'eau est l'élément majeur comme c'est le cas par exemple des agriculteurs, des éleveurs et des femmes au foyer. En allant plus loin, il ajoute : « Pour abreuver nos bétails par exemple, les éleveurs que nous sommes devons utiliser une bonne quantité d'eau. Mais pour avoir cette eau, c'est plus qu'un chemin de croix. Puisqu'il faut parcourir une dizaine de kilomètres. Lorsque je pense à l'avenir de ma communauté, j'avoue vivre depuis quelques années constamment dans l'inquiétude. Abondant dans le même sens, son collègue Mama N'kowé fait remarquer un point important. Il explique que face à la difficulté de l'eau, il est parfois obligé de se déplacer avec tout son bétail vers d'autres territoires. Mais arrivée dans les territoires d'accueil les mêmes difficultés d'accès à l'eau sont observée : « Quand les populations elles-mêmes n'ont pas suffisamment d'eau à boire, les animaux sont relégués au second rang. Avoir de l'eau pour abreuver les animaux devient une véritable lutte. À la fin, nous sommes obligés de brader nos animaux juste pour nous libérer de cette fatigue permanente d'avoir à chercher de l'eau en vain. Ce problème existe dans de nombreuses localités est devenu comme notre quotidien ». Pour conclure, il met

l'accent sur la nécessité que les autorités ivoiriennes poursuivent les actions « il y a urgence, il faut poursuivre les efforts dans la construction des forages pastoraux pour préserver cette source importante de revenu des communautés », ajoute Mama N'kowé.

« Cette problématique nous interpelle tous. Venez en parler avec nous ! Merci de diffuser les résultats de vos recherches partout où le besoin se fera sentir » a déclaré N'kowé avant d'ajouter : « Nous avons tous besoin d'eau propre pour continuer à vivre et garantir la vie à nos animaux. Malheureusement aujourd'hui de nombreuses éleveurs vivent sans accès à l'eau potable. Cette pénurie est aggravée encore par le changement climatique qui complique encore l'existence à de nombreuses surtout les plus pauvres, où près d'une personne sur trois vit toujours sans eau potable à proximité de son domicile ».

Kouamé Touré est arrivée à cinq heures du matin au point d'eau situé à cinq (05) kilomètres de chez elle. Cinq heures plus tard, elle est à peine parvenue à remplir trois bidons de vingt litres d'eau propre. « Je ne pouvais avoir plus que ça je le savais. L'eau n'est pas suffisante dans la région et si j'en prends plus, il n'y en n'aura pas pour les autres », détaille Kouamé. Des dizaines de femmes comme Kouamé attendent leur tour chaque jour, pour remplir des bidons d'eau propre, dans ce point d'eau situé à des kilomètres de leurs domiciles. Cette eau est nécessaire pour leurs besoins quotidiens, comme la cuisine ou les travaux domestiques. « Si on n'arrive pas à trouver d'eau, on est obligé de l'acheter et le bidon coûte 100 francs, ce qui est beaucoup pour nous. Parfois nous n'avons pas le choix et c'est très difficile à cause des moyens très limités », explique Kouamé. Pendant la saison des pluies qui commence en juin, les difficultés diminuent un peu car l'accès à l'eau devient plus facile, seulement que cette eau est source de maladies de la

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



peau, d'infections parasitaires, et de maladies hydriques comme la diarrhée.

RFLD : Quid des solutions à court, moyen et long terme afin de garantir l'approvisionnement en eau potable des populations ?

En outre, la demande de renforcement des villages et certains quartiers de ville en eau pour aider dans le processus d'approvisionnement a été réitérée aux autorités compétentes. Reconnaisant que la demande ne pourra capter l'attention de l'autorité et donc ne saurait être une réalité sans l'implication de certains cadres locaux a rappelé Augustin Kouamé. Il s'agit des responsables communaux et locaux. Alors que de nombreuses actions sont chaque année entreprise pour augmenter les services d'approvisionnement en eau potable plusieurs localités rurales peinent encore à trouver ce liquide vital. En réponse donc à la flambée des conséquences liées à la pandémie de la Covid-19, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement par le biais de cette enquête lance un appel aux autorités ivoiriennes à renforcer les services d'eau, d'hygiène et de l'assainissement dans le but d'appuyer la prévention et le contrôle des maladies. Les autorités ivoiriennes doivent également apporter plus de soutien continue aux populations touchées, à risque, fragiles en matière de service d'eau, d'hygiène et d'assainissement, à faible capacité de prévention et de contrôle des infections.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Interview réalisée sur la problématique de l'eau au Bénin : Un responsable local en parle



Dans certaines localités du Bénin, le niveau de vie des populations relatif à la qualité des ressources consommées laisse à désirer. Victimes des maladies en raison de la qualité de l'eau consommée et dont les raisons d'une telle qualité d'eau restent jusque-là inconnues, il est remarqué le silence des autorités communales, instances règlementaire des difficultés rencontrées par la population à la base qui génère une sorte d'instabilité locale. Cette enquête réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) dans une localité du Nord Bénin illustre combien les questions situées au croisement de l'environnement et de la santé dans certaines communautés du Nord correspond à des situations complexes qu'ils est nécessaire d'apprécier entre mesures et perceptions des populations, entre messages délivrés par les autorités sanitaires décentralisées et ce qu'en retiennent les populations à la

base, qui ne sont rien d'autre que les principales victimes.

RFLD : Comment définissez-vous l'eau, cette ressource vitale ?

C'est une question à la fois simple mais complexe. Pour être bref, l'eau c'est la source de vie. Car elle est présente dans nos cellules, principalement. Tous les organes du corps sont des poches remplies d'eau. C'est pour cela qu'il est important de ne pas gaspiller l'eau et de faire la chasse aux fuites et d'adopter des comportements responsables vis-à-vis d'elle.

RFLD : De quel œil voyez-vous la relation entre la femme et l'eau ?

Merci beaucoup pour la question. Je ne pourrai l'aborder sans prendre le temps de donner une définition simple et personnelle du mot « femme ». Pour être bref, je dirai que la femme désigne l'être humain de sexe féminin. Le terme s'emploie généralement quand il s'agit d'une adulte. Comme par exemple la femme est réputée pour être plus sensible et plus pacifique que l'homme. Femme signifie épouse, qui est mariée à un homme et a à sa charge des responsabilités liées à son statut de femme. Pour revenir à votre question sur la relation entre la femme et l'eau. La relation qui existe entre la femme et l'eau est très grande. Elles contribuent de façon considérable à la gestion agricole des ressources, jouent un rôle essentiel dans la conservation de l'eau et des terres, la

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

gestion des bassins versants et la collecte des eaux de pluie. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les femmes jouent un rôle important à la fois dans les travaux domestiques qui demandent une grande utilisation de l'eau, dans l'agriculture irriguée ou non irriguée et elles sont plus nombreuses que les hommes à pratiquer l'agriculture pluviale. Selon les dernières estimations de la FAO3, les femmes représentent une marge importante de main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Pourtant, les politiques de l'eau liées à l'agriculture continuent de supposer à tort que les agriculteurs sont des hommes, minimisant ainsi les femmes. C'est pourquoi l'importance de faire participer les femmes à la gestion de l'eau, y compris à des fins agricoles, et d'assurer un accès et un contrôle équitables sur les ressources en eau est capitale.

RFLD : Quelles sont les autres utilisations de l'eau que vous reconnaissez être propres aux femmes ?

Biensûr que oui, d'autres usages de l'eau sont reconnus typiquement aux femmes. Au nombre de ces usages il faut reconnaître en premier ceux de soins non rémunérés. La prestation de soins. En effet, les femmes sont connues pour leurs forts caractères à exécuter des tâches que les hommes ne peuvent exécuter. Il faut être sincère et honnête. La plupart de ces tâches ont tournées vers toutes les tranches d'âges dont les jeunes, les vieux et les adolescents. Les soins non rémunérés sont majoritairement donnés par les femmes et les filles avec un élément capital qui est l'eau. Pour préparer pour la petite famille, laver les enfants, laver les habits et prendre soin d'elle-même en période de menstruation, elles ont besoin de l'eau en grande quantité. Vivre sans eau est impossible. L'eau potable et l'assainissement sont essentiels pour le bien-être des êtres humains, en protégeant la santé

et les moyens de subsistance et en contribuant à créer des environnements sains. Tellement importante pour les femmes qu'elle a été identifiée dans la résolution de 2017 des Objectifs de Développement Durable adoptés par les Nations Unies comme principal élément pour éradiquer la pauvreté, et garantir la prospérité pour tous.

RFLD : Pourquoi cette eau, malgré son importance capitale se trouve de plus en plus rare de nos jours ?

Très bonne question vous venez de poser. C'est étrange n'est-ce pas ? étrange qu'une si grande ressource soit rare alors qu'elle vient d'être dite indispensable. Au nombre des facteurs qui rendent cette ressource rare figure le changement climatique qui est un facteur contribuant à la rareté de l'eau dans les régions qui y sont confrontées. La rareté de l'eau est tout aussi un phénomène à la fois naturel et d'origine humaine. Bien que l'Afrique ait suffisamment d'eau douce pour sa population, cette ressource est inégalement répartie dans le temps et dans l'espace et une grande partie est mal utilisée, gaspillée, polluée et gérée de façon non durable. Si on doit être vrai avec nous-même, il n'y a pas à proprement parler de pénurie d'eau à l'échelle africaine, mais un certain nombre de lieux et de régions de certains pays manquent d'eau du fait qu'au niveau mondial, son utilisation a augmenté plus de deux fois plus vite que la population au cours du siècle dernier. Dans plusieurs pays, la pénurie d'eau est l'enjeu le plus préoccupant du développement socioéconomique et humain au sens large.

RFLD : Quelles sont les raisons principales de cette pénurie d'eau ?

La pénurie d'eau en Afrique est une situation alarmante, qui ne fait qu'empirer. Alors que la population africaine continue de croître et que le changement clima-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

tique continue de priver le continent de cette ressource limitée, on prévoit que d'ici 2025, près de 230 millions d'Africains seront confrontés au manque d'eau et que jusqu'à 460 millions d'entre eux vivront dans des zones qui connaîtront un stress hydrique. La pénurie de type économique désigne l'inaccessibilité de l'eau en raison de défaillances institutionnelles, notamment le manque de planification, d'investissements et d'infrastructures. La pénurie de type physique est une conséquence du changement climatique et comprend des sécheresses et des modifications des régimes climatiques.

L'Afrique est confrontée à ces deux problèmes : la population du continent augmentant rapidement, la demande en eau va continuer à croître et, en l'absence de planification et de préparation pour répondre aux besoins de la population africaine, la pénurie économique d'eau restera un problème majeur.

RFLD : Quelles sont alors les répercussions de cette inégale répartition sur la population africaine si les actions à forts impacts tardent à venir ?

Les conséquences de cette inégale répercussion sur la santé de la population peuvent-être étudiées sur plusieurs aspects. Premièrement nous allons aborder l'aspect éducation.

Sur le plan éducatif : la pénurie d'eau a de lourdes conséquences sur les enfants. Puisqu'ils doivent se rendre à l'école chaque matin, ils doivent également aller chercher l'eau. Les écoles sans les infrastructures de qualité sont exposées à de hauts risques d'infections. En absence de disposition d'assainissement et d'hygiène deviennent des obstacles pour la scolarisation des filles.

Sur le plan sanitaire : En absence des

conditions minimales d'hygiène et d'assainissement et des techniques de sensibilisation des populations déjà vulnérables sur les questions d'hygiène et d'assainissement, la répercussion directe est que cela surcharge les centres de santé. De plus la diarrhée engendre un affaiblissement immunitaire suivi d'une mauvaise absorption des nutriments.

Sur le plan économique : la recherche permanente et sans succès de l'eau par les femmes à des heures de travail les empêche d'être productives. Sans oublier que certaines activités ne peuvent fonctionner sans l'eau.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Rareté de l'eau en Sierra Léone : Un responsable de la plateforme des organisations de la Société Civile en parle avec l'équipe d'enquête du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement



Si l'objectif numéro six de développement durable de l'Organisation des Nations prévoit l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 20ans, il reste encore beaucoup à faire en Afrique en particulier en Sierra Léone. Selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), seulement 30% des populations d'Afrique subsaharienne ont accès à une eau potable gérée en toute sécurité. Si l'accès à l'eau n'est généralement pas la source de conflits armés, l'absence de mécanismes ou d'institutions capables d'arbitrer les tensions et de gérer équitablement les ressources en eau peut altérer profondément le tissu social et contribuer à façonner la dynamique de la violence. Cet entretien avec le leader communautaire Bangura Ismaël nous permettra de toucher quelques aspects très importants liés à la rareté de l'eau en Sierra Léone.

RFLD : Merci de vous présenter

Je me nomme Bangura Ismaël, je suis administrateur de développement communautaire et je suis en service dans la ville de Blama. Je suis un grand passionné des questions qui touchent à la communauté.

RFLD : Faites nous l'état des lieux de la situation relative à la gestion de certaines ressources de qualité comme l'eau dans votre pays

La question que vous me posez est une question que j'ai traitée dans un passé récent avec une organisation non gouvernementale. Comme j'ai eu à le faire dans un passé avec cette organisation, je vais faire pareil. Démarrons la réponse à cette question par une anecdote. « À 56 ans, Hawa, mère célibataire de cinq enfants, est arrivée à Kenema avec son seul fauteuil roulant. La vie y était déjà très difficile. Elle avait perdu presque tous ses biens lorsque sa maison avait été ravagée lors du conflit. L'eau était rare dans sa région d'accueil, et les ha-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

bitants passaient l'essentiel de leur temps à en chercher. Les enfants souffraient quotidiennement de maladies hydriques et le manque d'assainissement était criard. Comme il lui est difficile de faire des mouvements avec son fauteuil roulant, elle envoyait ses cinq enfants chercher de l'eau très loin et, la plupart du temps, ils rentraient très tard. Parfois après six heures de temps, dix heures, des fois douze heures de temps. Elle était plus inquiète pour les filles, alors parfois elle demandait à son fils aîné Ibrahim de lui donner un coup de main c'est-à-dire la pousser dans son fauteuil roulant pour aller à leur recherche ». Voilà en quelque sorte le calvaire que vivaient les femmes dans notre pays depuis des années durant. L'eau, ce corps liquide à la température et à la pression ordinaire, inodore, incolore dont les molécules sont composées d'un atome d'oxygène et vitale est source de difficultés et de problème pour nombre de personnes. Des familles en étaient réduites à la misère puisque cette source vitale qui servait à arroser les champs pour avoir de quoi se nourrir est très limitée. Mais grâce soit rendue à Dieu qui a entendu la prière de plusieurs personnes, c'est-à-dire des âmes innocentes qui pleuraient et priaient sans cesse. Un seul projet, une seule initiative a métamorphosé la vie des populations en restaurant le sourire aux lèvres. Mis en œuvre entre 2013 et 2021, le Projet d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural a permis d'accroître de 13 %, l'accès à l'eau potable et de 3 % l'assainissement de base sûr dans les localités. Des milliers de personnes ont bénéficié des interventions en matière d'approvisionnement en eau en milieux ruraux et urbains tandis que 25 371 ménages ont eu accès à des installations sanitaires de base sûres de quoi se réjouir. C'est de cette manière nous sommes passés de conditions de précarité, d'inaccessibilité ou de manque à l'abondance. Ce projet a reçu de financement à hauteur de 25,57 millions d'Unités de compte selon les recherches par le Fonds africain de déve-

loppement, le gouvernement britannique à travers le Département pour le développement international, le Fonds pour l'environnement mondial et le fonds d'affectation spéciale de l'Initiative pour la fourniture en eau et l'assainissement en milieu rural. J'ai eu la grâce de lire le rapport d'achèvement du projet, que la Banque mondiale a publié cette année 2022. En conformité avec la réalité sur le terrain, ledit rapport souligne que la proportion de la population en zones rurales ayant accès à un approvisionnement adéquat en eau potable a connu une nette amélioration à la satisfaction de tous. Nous le savons tous, l'essentiel n'est pas de construire les infrastructures mais de mettre en place des mécanismes de suivi, de protection et renouvellement des matériaux défectueux. Et les initiateurs de ce projet ont bien compris. C'est donc dans l'objectif d'optimiser la capacité des bénéficiaires à réparer et assurer la maintenance des ouvrages bâtis que le projet a couvert 168 artisans communautaires en l'occurrence les jeunes et des femmes. Ceux-ci ont été formés aux compétences commerciales et techniques. Lesquelles compétences qui ont permis d'assurer une gestion efficace des joyaux. Je peux dire aujourd'hui que la Sierra Leone a connu une avancée considérable en ce qui concerne la fourniture d'eau.

RFLD : Pourquoi l'Afrique en générale est toujours entre abondance et rareté de l'eau alors que chaque année des milliards sont décaissés par les gouvernants pour tenter de corriger ce mal ?

En réalité le niveau auquel notre continent se trouve ne dépend pas forcément d'elle. Je m'explique : ce problème de manque d'eau peut être évalué sur plusieurs aspects. C'est comme ça on parlera de la pénurie de type économique qui désigne l'inaccessibilité de l'eau en raison de défaillances institutionnelles, notamment le manque, d'investissements de planification et d'infrastructures. Cette même pénurie peut-être perçue

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

comme pénurie de type physique qui n'est rien d'autre qu'une conséquence du changement climatique et comprend des sécheresses et des modifications des régimes climatiques. De ce fait nous pouvons dire que l'Afrique n'est pas privée d'eau. Il existe en effet une relation étroite entre les africains et l'eau. D'ailleurs, une grande partie des noms d'Etat africains est étroitement liée à l'eau.

RFLD : Quelles sont les politiques de redressement que la Sierra Léone a mises en place et qui ont aujourd'hui porté leurs fruits ?

En premier lieu nous devons savoir qu'il n'y a pas de supers politiques que les uns peuvent mettre en place et les autres non. Que ce soit le Bénin, le Burkina, la Cote d'Ivoire, le Sénégal et bien d'autres, nous avons les mêmes capacités pour régler nos problèmes. La seule chose que moi je trouve importante ici, c'est le classement des priorités. L'eau peut ne pas être une priorité pour certains alors qu'elle l'est pour d'autres. C'est ce qui s'est passé en Sierra Léone. A un moment donné, nos gouvernants ont dû dire « l'eau ou rien ». Ils ont considéré le problème de l'eau comme une nécessité absolue pour la vie à laquelle il fallait inévitablement trouver solution. Certainement ils se sont posé la question de savoir à quoi servirait une route qui conduirait à un endroit privé de la source de la vie ? Ils ont compris qu'on ne peut en aucun cas dissocier développement économique et la fourniture d'eau. Bien évidemment, l'eau est le premier facteur de mortalité à travers les maladies hydriques. Les défis relatifs à elle sont nombreux dans nos pays. Par conséquent, la nécessité urgente d'apporter des solutions pérennes pour la desserte en eau, notamment dans les milieux ruraux, avec, comme conséquence, l'amélioration de la qualité est vraiment là. Sans ça, toutes les maladies provoquées par l'utilisation d'une eau insa-

lubre à savoir la diarrhée, la typhoïde et le choléra, emporteraient tout le monde. Or, pouvoir sans peuple, est du vide.

RFLD : Quelles sont les grandes actions que la plateforme des Organisations de la société civile a posées pour que la Sierra Léone en arrive là ?

Très bonne question ! En effet, comment aborder l'amélioration des conditions liées à l'eau en Sierra Léone sans parler des grands acteurs sierra léonais de ce secteur clef ? Ces acteurs, à savoir les organisations de la société civile ont largement contribué. Les autorités ont pris à bras le corps le secteur, c'est justement à cause des multiples actions de ces organisations dans les localités, des actions qui mettent les projecteurs sur la précarité dans laquelle vivent les populations surtout dans les milieux ruraux.

RFLD : Vos recommandations aux autorités étatiques pour plus d'amélioration

Si la téléphonie mobile a été inventée et lancée en Afrique avec des applications qui permettent de surmonter les difficultés de tel ou tel domaine, en particulier des solutions peuvent être trouvées à tout. Comment ne pas envisager, dans le secteur de l'eau, des solutions innovantes pour l'Afrique en générale et mon pays en particulier. Ces solutions passent nécessairement par le croisement des savoirs des uns et des expériences des autres. J'invite juste les autorités des pays africains surtout ceux qui traînent encore les pas à mettre les moyens conséquents pour que finissent les problèmes liés à l'eau, de travailler véritablement avec les OSC. Pas travailler lorsque les actions parlent en bien de nous, mais aussi quand ces actions révèlent qu'il y a des choses qui ne vont pas.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Rareté de l'eau en Guinée : « L'Afrique n'est pas un immense désert privé d'eau mais une victime des conséquences de la nature et des vices développées par des hommes » déclare Bangura Ismaël

Histoire

28



C'est un secret de polichinelle que l'insuffisance d'eau constatée dans plusieurs milieux en Afrique est source de violence dans les foyers. Guinée, est l'un des pays les plus arrosés d'Afrique de l'ouest, cependant l'eau est difficile à être repêchée dans les bols. Cette réalité violente du manque d'eau affecte directement les femmes africaines et leurs communautés. Résultant des politiques et pratiques néolibérales en matière d'eau, il n'est pas surprenant que les femmes africaines soient à l'avant-garde de l'organisation de la justice de l'eau. La justice de l'eau est une question inter sectionnelle, ce qui signifie que les luttes pour l'eau sont intimement liées aux luttes pour la terre et la production alimentaire, car la majorité des femmes dans les zones rurales d'Afrique sont engagées dans l'agriculture de subsistance. D'ici trente ans, si rien n'est fait, le monde risque de subir un changement radical avec des atrocités qui seront difficile à gérer dans les ménages. C'est donc dans l'objectif d'apporter une solution durable aux pays africains notamment ceux de l'Afrique de l'Ouest, que

le Réseau panafricain des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) a entrepris une série d'enquête dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest victimes du manque d'eau. C'est dans cette dynamique que l'équipe d'enquête du RFLD a eu une entrevue avec le responsable. Cet entretien avec Koivogui Kourouma, responsable des travaux de gestion des milieux aquatiques et de prévention des maladies infectieuses et tropicales. Faisant partie des leaders communautaires de sa localité il nous permettra de toucher du doigt quelques aspects très importants liés à la rareté de l'eau dans certains milieux en Guinée et bien évidemment il ne manquera de faire lumière sur les perspectives en vues. Interview du RFLD dans un quartier de Conakry frappé par la pénurie d'eau.

RFLD : Merci de vous présenter

Je me nomme Koivogui Kourouma, je suis un des responsables qui s'occupent des travaux de gestion des milieux aquatiques et de prévention des maladies infectieuses et

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

tropicales en Guinée. Je parlerai avec vous sur quelques aspects liés à la rareté de l'eau dans certains milieux en Guinée, les difficultés que rencontrent les populations et bien évidemment je ne manquerai de faire lumière sur les perspectives en vues.

RFLD : Faites nous l'état des lieux de la situation relative à la gestion de l'eau dans votre pays

La question que vous me posez est une question que j'ai traitée dans un passé récent avec une organisation non gouvernementale. Elle est importante parce qu'elle ne touche pas uniquement les milieux, même les capitales de la Guinée sont touchées. En effet, les conséquences liées au manque d'eau sont nombreuses. Il est difficile pour une communauté de faire la cuisine pour une famille de trente personnes lorsqu'il y a pénurie d'eau. Les pénuries d'eau sont devenues chroniques en Haute Banié, un quartier de Conakry. Elle peut durer jusqu'à deux semaines. Les femmes, principales victimes de ce problème ont parfois les moyens en mains, mais le bien à acheter n'existe pas sur le marché. Elles ont une consommation moyenne de vingt (20) bidons, parfois dix (10). En cas de pénurie elles sont les premières exposées aux désastres. Parfois la famille doit faire cinq kilomètres pour trouver de l'eau sur un point de forage. Les habitants viennent se plaindre régulièrement auprès des autorités locales en l'occurrence les chefs de quartier. Approché pour la circonstance avec la permission de l'hôte, une autorité locale décline toutes les accusations à son encontre et pointe du doigt la vétusté des infrastructures et le manque de financement des autorités étatiques dans le réseau d'adduction d'eau dans les localités. « Le règlement des problèmes liés à l'eau ne sont pas du ressort des autorités locales que nous sommes, c'est l'Etat central seul, qui peut apporter une réponse efficace et dans un délai record. Surtout que la demande de ces dernières années augmente à une vi-

tesse de croisière, le gouvernement devra investir pour permettre et faciliter l'approvisionnement en eau. » insiste l'autorité communale. En allant plus loin Koivogui Kourouma explique que c'est justement l'explosion de la demande qui explique la démission des autorités puisqu'elles n'arrivent plus à suivre le rythme. Le 17 juillet 2022 sur la télévision TV5 MONDE, le Directeur Général de la société des eaux de Guinée affirmait être dépassé à l'allure où les choses vont « Nous sommes dans une crise d'eau » disait-il. A l'en croire, les structures étatiques en sont arrivées à réduire à quatre (04) litres d'eau par jour à des personnes qui devraient pouvoir en consommer normalement cinquante (50) litres à cent (100). C'est la preuve palpable de ce que la Guinée est sérieusement confrontée à un problème qui d'ici là, va devenir plus qu'un phénomène national.

RFLD : Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer une telle chose ?

Les raisons peuvent être de plusieurs ordres. Déjà nous devons savoir que l'Afrique n'est pas un immense désert privé d'eau mais une victime des conséquences de la nature et des vices développées par des hommes. Ainsi nous pouvons situer les raisons selon la classification suivante :

La pauvreté identifiée comme source de la privation en eau potable

Malgré ses larges réserves d'or, de bauxite, et de diamant, la majorité des habitants de la Guinée vivent avec moins d'un dollar par jour. Ce n'est pas tout, le paradoxe est que le pays est confronté à une forte croissance démographique.

La pauvreté n'est pas la seule coupable, les changements climatiques en sont également

En dehors de la pauvreté, bien sûr que les changements climatiques ne sont pas

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

étrangers à cette situation. Augmentation des températures, entraînant notamment plus d'évaporation lors des arrosages : C'est là le premier effet des changements climatiques que ressentent les pays en Guinée. Ceux-ci, pour des raisons indépendamment d'eux subissent les assauts de dame nature. On remarque aussi une saison des pluies plus courte et des pluies plus violentes. A la pauvreté et aux changements climatiques, il faut ajouter les mauvaises pratiques comme l'agriculture sur brûlis, qui consiste à défricher par le feu, pour la cuisine qui accroît la dégradation de l'environnement. Or, sans arbre et végétation, la terre s'assèche encore plus et quand il pleut, l'infiltration de l'eau est quasiment impossible. Pour finir, je dirai que la pénurie d'eau peut s'expliquer aussi par une plus grande utilisation des ressources en eau. Parlant de la forte utilisation des ressources en eau, il faut reconnaître que le maraîchage en saison sèche s'est fortement développé, ces derniers temps en Guinée ce qui est d'un point de vue général, une bonne chose car permet de cultiver des tomates, des choux, des aubergines et des oignons afin de nourrir des milliers de familles. Cependant, en absence de politiques idoines pour montrer aux paysans que cela doit se faire avec un usage responsable et économe de l'eau, on peut assister facilement à la pénurie d'eau chronique.

RFLD : Quelles sont les politiques en vus pour corriger le tir ?

En premier lieu nous devons savoir qu'il n'y a pas de supers politiques que les uns peuvent mettre en place et les autres non. Que ce soit la Guinée ou les autres pays de la sous-région, nous avons les mêmes capacités pour lutter contre notre ennemi commun qui est l'inaccessibilité à l'eau. Face à

ce phénomène, il faut mettre en place des politiques qui visent à accompagner les paysans et le tissu économique. Les former à l'agroécologie. Les autorités guinéennes essaient déjà de mettre en place des stratégies avec les organisations de société civile, c'est-à-dire des techniques formation de culture et d'arrosage qui permettent d'économiser l'eau. Enfin les autorités ambitionnent mobiliser au-delà des agriculteurs pour que tous les usagers des cours d'eau s'accordent ensemble avec le pouvoir pour gérer cette précieuse ressource. Cependant ils savent qu'ils ne pourront relever seuls le défi de l'eau.

RFLD : Vos recommandations et suggestions à l'endroit des autorités étatiques pour plus d'amélioration

Si j'ai des recommandations à faire à l'endroit des autorités c'est de les encourager d'abord pour ce qui se fait, car ce n'est pas facile. Félicitation pour ce qui a été fait. Pour plus de résultats :

Je les encouragerais à ne pas lésiner sur les moyens pour augmenter le financement à l'accès au service d'approvisionnement en eau à travers des branchements à domicile et des bornes fontaines.

Renforcer les services de fournitures d'eau de qualité assuré par des professionnels. Grâce à ce renforcement, de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural multi-villages pourront être réalisés pour compléter ceux déjà réalisés. Mettre les moyens à la disposition des organisations de la société civile pour que continuent les actions de sensibilisation sur les infections en raison de mauvaise qualité d'eau. Ceci permettra de prévenir certaines maladies.



Pénurie d'eau au Nigéria : « La question de la rareté de l'eau est un enjeu stratégique des conflits modernes »

Dans certaines villes et villages du Nigéria, les populations manquent non seulement de nourriture mais également d'eau potable. Certains habitants sont réduits à boire de la neige fondue ou l'eau des radiateurs. Une situation de crise aiguë qui se retrouve dans tous les pays de l'Afrique. En dépit de certains progrès réalisés dans le pays, il reste encore beaucoup à faire pour que tous les Nigériens aient accès à une eau et à des services d'hygiène et d'assainissement adéquats et de qualité. Victime depuis quelques années des attaques terroristes, le Nigéria n'est toujours pas à l'abri des djihadistes, des groupes islamistes dirigés par Boko Haram. Dans ce bras de fer qui oppose l'Etat fédéral nigérien et le groupe islamiste, les populations vivant dans les zones de conflit manquent d'eau car la guerre détruit tout. Dans certains quartiers ruraux du Nigéria, les habitants ne peuvent pas sortir de chez eux à cause du danger et les infrastructures quasiment détruites. L'eau ne coule plus du robinet et des points d'eau. Conséquence, les habitants ont un cruel manque d'eau potable, un liquide vital qui est en même temps un besoin primaire du point de vue humanitaire. Dans son approche de pallier le manque d'eau au Nigéria, l'Organisation Non Gouvernementale Réseau des Femmes Leaders pour le Développement, une organisation panafricaine qui s'est engagée dans la promotion et la protection des groupes vulnérables, des filles et des droits des femmes essaie d'attirer l'attention des autorités sur la question afin d'apporter à chaque habitant une lueur d'espoir. Une aide d'urgence qu'elle déploie depuis des années avec la complicité des mairies et des autorités étatiques. A travers ce sondage, le réseau entend dégager des recommandations propres et efficaces pour que bougent les lignes.

« Le bombardement des usines électriques, des cibles stratégiques, empêche par exemple



les stations de pompage de fonctionner, et le manque d'eau vient s'ajouter à celui de chauffage et d'électricité » déclare Olaréwaju Nawal, ingénieur de formation et résidant le quartier Ibanda. Dans ce pays le plus peuplé d'Afrique, l'état des lieux est particulièrement inquiétant. Environ 100 000 enfants nigériens décèdent chaque année de maladies liées à l'eau. La crise mondiale de l'eau est là et les enfants en sont les plus touchés.

La pénurie d'eau potable engendre des déplacements massifs de population qui peuvent s'inscrire dans le temps, et les réfugiés, souvent relégués dans des milieux arides où l'hospitalité est quasiment nulle, continuent de souffrir d'un manque d'accès à l'eau. À Borno, dans le nord-est du Nigeria, explique Said Ouchoupa, acteur de développement communautaire joint au téléphone, les villes surpeuplées et aux très faibles services publics manquent d'eau. Beaucoup d'infrastructures ont été détruites et les forages ont cessé de fonctionner. L'agriculture urbaine est rendue

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

impossible et les populations passent leur temps à faire la queue pour avoir de l'eau. Considérée comme l'une des pires crises humanitaires des temps modernes, la crise de l'eau se traduit par des besoins humanitaires criants. Pour Said Ouchoupa, plusieurs millions de personnes notamment les femmes n'ont pas accès à des services de santé adéquats, sont confrontées à une crise alimentaire généralisée et confrontées à un besoin de services d'hygiène et d'assainissement. « Certaines maladies comme le choléra sont devenues des risques sanitaires majeures sur une large population dans un contexte où la pandémie de la Covid-19 menace celle-ci déjà dont la vulnérabilité est constatée et confirmée » a confié l'homme avant d'ajouter qu'en raison de la pénurie d'eau, les pressions fusent de toute part, notamment du côté des djihadistes.

L'eau potable, un défi humain, un moyen de pression très lourds sur les femmes

En dépit de l'état de la situation qui prévaut au Nigéria, le contrôle de l'eau est devenu un enjeu stratégique dans les régions touchées, et un moyen de pression des hommes sur les femmes : certaines femmes sont obligées d'abandonner leurs foyers pour pouvoir survivre à cause des violences que les hommes exercent sur elles. « Je vis chez mes parents depuis dix mois. En fait, mon départ est intervenu à cause de mon mari qui ne faisait que me battre, juste parce que je suis allée chercher l'eau et ai mis suffisamment du temps. Pour lui, c'est que je sortais avec d'autres hommes et je mettais histoire de l'eau devant pour prendre du bon temps avec mon amant. Sur la question de savoir si le mari n'a pas un tout petit peu raison la femme rétorque « Il a tort sur toute la ligne. En réalité trouver l'eau aujourd'hui n'est pas facile. Tu peux te lever à 5H du matin, aller à la fontaine et mettre huit heures de temps avant de trouver un bidon d'eau. C'est une réalité que nos époux ne comprennent forcément pas. Quand la crise de jalousie devient forte nous abandonnons le foyer pour rejoindre nos parents en attendant que les choses se calment ». Pour renchérir ces propos, Yénoukounmè Abèkè,

dans la langue locale "yorùba" ajoute « C'est difficile à comprendre mais c'est la vérité. Déjà que les temps sont difficiles, tu vas te négliger et un homme va te tuer cadeau. Demain il va prendre une autre femme. Le manque d'eau et d'infrastructures d'hygiène et d'assainissement expose particulièrement les plus fragiles que nous sommes. Dans les villages, où les gens vivent dans la promiscuité, l'accès aux toilettes est un enjeu vital. Si tel est le cas, il faut absolument garantir des toilettes propres et de quoi se laver les mains pour se prémunir des épidémies et des violences basées sur le genre ». A-t-elle confié.

« Il est difficile de faire la cuisine pour une famille de cinq personnes lorsque l'eau manque. Les pénuries sont devenues chroniques. Elles peuvent durer jusqu'à deux semaines. On a l'argent pour acheter l'eau mais il n'y a pas d'eau. On utilise jusqu'à 30 bidons, parfois 50 ce n'est pas tant que ça. La pénurie d'eau peut durer jusqu'à dix semaines », témoigne Folatchadé, habitante du quartier. A l'en croire, pour avoir la petite quantité d'eau, la famille doit faire trois kilomètres pour trouver de l'eau sur un point de forage. Puisqu'aux grands maux, les grandes solutions, l'ingénieur fait des approches de solution. Mout solutions existent dans le cadre des solutions approches qui peuvent répondre à la pénurie d'eau. A cet effet, je recommande que :

Créer plus d'infrastructures de fourniture d'eau de façon massive de manière à encourager le secteur privé à prendre des risques pour s'aventurer dans les zones non exploitées par le pouvoir

Mettre en place des politiques efficaces de gestion des ressources en eau et leur qualité en renforçant l'action des communautés et celle des femmes et des filles. Faire en sorte que la population dispose suffisamment d'eau potable saine et abordable, et à des conditions sanitaires et d'hygiène appropriées.

Enfin, il faut des mesures idoines de protection qui consisteront à restaurer les écosystèmes liés à l'eau.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Rareté de l'eau au Gabon : Avec regret, les femmes se prononcent

Histoire

30



Dans la plupart des pays africains, l'association discriminatoire des caractéristiques personnelles à des rôles sociaux de manière injuste est monnaie courante. Le sexisme tente de diviser les deux sexes (masculin et féminin) en deux catégories distinctes en fonction des stéréotypes sexistes et des besoins du siècle présent. Les hommes sont vus comme des gens robustes, forts et bien bâtis tandis que les femmes sont perçues comme étant des sexes faibles, fines et délicats. Dans cette différenciation injuste auxquelles des solutions peinent déjà à être trouvées, les femmes se retrouvent confrontées à des conséquences issues des catastrophes climatiques. Ainsi, le manque d'eau, devient pour elles un sujet sensible et complexe. Or, l'eau devrait être une ressource ouverte et disponible à tous sans discrimination aucune. Il s'agit d'un droit naturel aux peuples notamment aux femmes et d'un devoir pour les dirigeants politiques de répondre à ce droit. Cependant, force est de constater qu'il existe, encore en 2022, une grave crise de l'eau en Afrique et au Gabon en particulier. Quelles sont donc les condi-

tions dans lesquelles vivent les femmes, premières victimes de cette pénurie et quelles en sont les solutions pour garantir un accès à l'eau potable à toutes les femmes ?

Ils étaient six, secteurs public et privé confondus, à tenter d'apporter des pistes de solutions à un grave problème qui touche le Gabon comme d'autres pays, dans le cadre d'une « concertation » consacrée à la crise de l'eau au NYF Africa 2013 à Libreville, capitale du Gabon. Pourtant, aucun des intervenants n'a été en mesure de donner des réponses convaincantes pour une action impactant. Puisque l'atteinte des objectifs ne sont pas encore été atteints, cela signifie que l'eau reste et demeure une problématique majeure.

« Beaucoup de nos enfants meurent aujourd'hui. Nous sommes dépassées. Tout porte à croire que les gouvernements ne placent pas la question de l'eau comme priorité dans leurs objectifs de développement sinon comment comprendre que les financements alloués à ce secteur clé soit si insignifiant et quasiment au point

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

où nous en sommes encore à cette étape. Ce qu'ils attendent, c'est des morts en cascade avant de réagir efficacement ? » s'interrogea Salamatou Kola, une femme vivant dans le village de Bandiagara.

L'activiste Siria Koné, fondatrice et directrice de « l'eau pour tous » en Afrique, une ONG qui lutte contre la pauvreté et la crise de l'eau en Afrique, affirmait qu'il n'y a, pour l'heure, tout simplement « pas de solution monolithique pour l'eau au Gabon » ! Et ce, par manque d'engagement et de bonne volonté.

Saran Salamatou a soulevé là un point très important. A titre d'exemple, il y a un ministère au Liberia qui « travaille » pour faciliter l'accès à l'eau aux habitants et un autre qui s'occupe de l'environnement et du cadre de vie. Mais une bonne partie de la population n'a pas accès à l'eau potable. « Clairement, il y en a qui ne font donc pas leur travail », affirme-t-elle. Pourtant, c'est avec les aides et les pressions du privé que les gouvernements placeront dans leurs priorités des plans d'actions pour faciliter l'accès à l'eau potable. Certains Etats ne consacrent que moins du quart de leur budget à l'eau. Un chiffre jugé dérisoire par Salamatou.

« Mais qu'attend le gouvernement gabonais pour investir suffisamment dans le secteur de l'eau ? on laisse la priorité et on privilégie les infrastructures routières alors qu'il faut être vivant pour passer les rues « L'eau n'est pas une priorité au Gabon », selon l'activiste.

Des approches de solutions sont donc à explorer.

Créer des infrastructures pour fournir de l'eau de façon massive. Puisque l'Etat ne crée pas de la recherche, il va falloir qu'il encourage les acteurs du secteur privé à prendre des risques pour s'aventurer dans les zones non explorées par les gouvernements.

D'un autre côté, puisque l'argent pour fi-

nancer les actions reste le premier besoin des Organisations Non Gouvernementales qui s'engagent vraiment dans la lutte de « l'eau pour tous », l'Etat gabonais agissant par l'entremise du ministère des finances pourrait mettre des finances pour élaborer un mécanisme de financement de ces organisations histoire de leur faciliter la mise en œuvre des actions dans le secteur de l'eau. S'il est connu de tous que les femmes utilisent l'eau à de multiples fins, notamment domestique, sanitaire, agricole, et d'assainissement, d'autres usages de l'eau existent et comprennent l'hygiène personnelle, les soins prodigués aux malades, la lessive, le nettoyage, et l'élimination des déchets. Reconnaître les diverses raisons pour lesquelles ces ressources en eau locales sont utilisées de manière différente entre les femmes et les hommes permet devrait permettre à nos autorités d'intégrer avec succès le problème de la parité des sexes dans la gestion de l'eau. Il est essentiel qu'un équilibre soit trouvé en vue de promouvoir une gestion de l'eau et des services plus équitables qui tiennent davantage compte de l'inégalité des sexes.

Les politiques et les stratégies de gouvernance de l'eau ne prennent pas suffisamment en compte les multiples besoins des femmes en matière d'eau et les contraintes liées à l'inégalité des sexes. Ces politiques macroéconomiques de l'eau tendent à considérer seulement les ménages comme des unités de consommation de l'eau, alors que les stratégies d'adaptation des femmes pour sortir de la précarité comprennent le nettoyage, la conservation, et la préparation de la nourriture qui nécessitent de grandes quantités d'eau. Donc inciter l'Etat gabonais à augmenter sa sensibilité aux véritables besoins des femmes apparaît comme une piste pour que les femmes soient entendues dans leurs afflictions.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Franck Kabirou A Propos De La Problematique De L'eau Au Bénin : « Les autorités gagneraient énormément si elles investissent abondamment dans le secteur de l'eau »



L'investissement dans le secteur de l'eau est un aspect important qui garantit à la population surtout celle rurale, une bonne santé. Dans certaines localités du Bénin, le niveau de vie des populations relatif à la qualité des ressources consommées laisse à désirer. Victimes des maladies en raison de la qualité de l'eau consommée et dont les raisons d'une telle qualité d'eau restent jusque-là inconnues, il est remarqué le silence des autorités communales, instances réglementaire des difficultés rencontrées par la population à la base qui génère une sorte d'instabilité locale. Cette enquête réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) dans une localité du Nord Bénin illustre combien les questions situées au croisement de l'environnement et de la

santé dans certaines communautés du Nord correspond à des situations complexes qu'il est nécessaire d'apprécier entre mesures et perceptions des populations, entre messages délivrés par les autorités sanitaires décentralisées et ce qu'en retiennent les populations à la base, qui ne sont rien d'autre que les principales victimes.

RFLD ; Pensez-vous qu'il est urgent pour les autorités d'augmenter le niveau de l'investissement dans le secteur de l'eau ?

Je trouve d'ores et déjà la question inéluctable. Parce qu'on ne pouvait pas parler de l'eau et des défis des populations surtout les femmes sans parler de l'investissement. La question relative à l'investissement est cruciale. Déjà remarquons que la Banque mondiale a approuvé aujourd'hui un financement additionnel de 250 millions de dollars de l'Association internationale de développement pour permettre au Bénin de poursuivre son vaste programme d'accès à l'eau pour les habitants des milieux ruraux. Cette nouvelle opération axée sur la performance vient consolider le programme d'accès universel à l'eau potable en milieu rural, baptisé « AQUA-VIE ». Elle permet d'augmenter l'accès au service d'approvisionnement en eau à travers des branchements à domicile et des bornes fontaines, et de fournir un service d'eau de quali-

té assuré par des professionnels. Grâce à ce financement additionnel, près de 80 nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural multi-villages seront réalisés pour compléter les 126 en cours de réalisation. En se penchant sur ce lourd investissement de la banque mondiale on comprend mieux la place de l'eau dans le cœur de nos autorités au Bénin. Donc pour revenir à votre question, je dirai qu'il est très urgent pour nous d'investir davantage dans ce secteur car c'est le pays qui s'en sortira gagnant et c'est les populations qui en jouiront. Enfin, cela permettra de couvrir les besoins en eau potable des millions de femmes en zone rurale.

RFLD : Pourquoi dès lors qu'on parle de l'eau, on voit directement la femme ?

La femme est réputée pour être plus sensible et plus pacifique que l'homme. La relation entre la femme et l'eau. La relation qui existe entre la femme et l'eau est très grande. Elles contribuent de façon considérable à la gestion agricole des ressources, jouent un rôle essentiel dans la conservation de l'eau et des terres, la gestion des bassins versants et la collecte des eaux de pluie. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les femmes jouent un rôle important à la fois dans les travaux domestiques qui demandent une grande utilisation de l'eau, dans l'agriculture irriguée ou non irriguée et elles sont plus nombreuses que les hommes à pratiquer l'agriculture pluviale. Selon les dernières estimations de la FAO, les femmes représentent une marge importante de main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Pourtant, les politiques de l'eau liées à l'agriculture continuent de supposer à tort que les agriculteurs sont des hommes, minimisant ainsi les femmes. C'est pourquoi l'importance de faire participer les femmes à la gestion de l'eau, y compris à des fins agricoles, et d'assurer un accès et un contrôle équitables sur les ressources en eau est capitale.

RFLD : Quelles sont les autres utilisations de l'eau que vous reconnaissez être propres aux femmes ?

Bien que oui, d'autres usages de l'eau sont reconnus typiquement aux femmes. Au nombre de ces usages il faut reconnaître en premier ceux de soins non rémunérés. La prestation de soins. En effet, les femmes sont connues pour leurs forts caractères à exécuter des tâches que les hommes ne peuvent exécuter. Il faut être sincère et honnête. La plupart de ces tâches ont tournées vers toutes les tranches d'âges dont les jeunes, les vieux et les adolescents. Les soins non rémunérés sont majoritairement donnés par les femmes et les filles avec un élément capital qui est l'eau. Pour préparer pour la petite famille, laver les enfants, laver les habits et prendre soin d'elle-même en période de menstruation, elles ont besoin de l'eau en grande quantité. Vivre sans eau est impossible. L'eau potable et l'assainissement sont essentiels pour le bien-être des êtres humains, en protégeant la santé et les moyens de subsistance et en contribuant à créer des environnements sains. Tellement importante pour les femmes qu'elle a été identifiée dans la résolution de 2017 des Objectifs de Développement Durable adoptés par les Nations Unies comme principal élément pour éradiquer la pauvreté, et garantir la prospérité pour tous.

RFLD : Pourquoi cette eau, malgré son importance capitale se trouve de plus en plus rare de nos jours ?

Très bonne question vous venez de poser. C'est étrange n'est-ce pas ? étrange qu'une si grande ressource soit rare alors qu'elle vient d'être dite indispensable. Au nombre des facteurs qui rendent cette ressource rare figure le changement climatique qui est un facteur contribuant à la rareté de l'eau dans les régions qui y sont confrontées. La rareté de l'eau est tout aussi un phénomène à la fois naturel et d'origine humaine. Bien que l'Afrique ait suffisamment d'eau douce pour

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

sa population, cette ressource est inégalement répartie dans le temps et dans l'espace et une grande partie est mal utilisée, gaspillée, polluée et gérée de façon non durable. Si on doit être vrai avec nous-même, il n'y a pas à proprement parler de pénurie d'eau à l'échelle africaine, mais un certain nombre de lieux et de régions de certains pays manquent d'eau du fait qu'au niveau mondial, son utilisation a augmenté plus de deux fois plus vite que la population au cours du siècle dernier. Dans plusieurs pays, la pénurie d'eau est l'enjeu le plus préoccupant du développement socioéconomique et humain au sens large.

RFLD : En tant qu'un élu local, pouvez-vous nous donner quelques raisons qui pourraient expliquer ce manque d'eau au Bénin ?

La pénurie d'eau en Afrique est une situation alarmante, qui ne fait qu'empirer. Alors que la population africaine continue de croître et que le changement climatique continue de priver le continent de cette ressource limitée, on prévoit que d'ici 2025, près de 230 millions d'Africains seront confrontés au manque d'eau et que jusqu'à 460 millions d'entre eux vivront dans des zones qui connaîtront un stress hydrique. La pénurie de type économique désigne l'inaccessibilité de l'eau en raison de défaillances institutionnelles, notamment le manque de planification, d'investissements et d'infrastructures. La pénurie de type physique est une conséquence du changement climatique et comprend des sécheresses et des modifications des régimes climatiques.

L'Afrique est confrontée à ces deux problèmes : la population du continent augmentant rapidement, la demande en eau va continuer à croître et, en l'absence de planification et de préparation pour répondre aux besoins de la population africaine, la pénurie économique d'eau restera un problème majeur.

RFLD : Un mot à l'endroit des autorités étatiques ayant à charge le bien-être des populations

Nous encourageons les efforts qui sont faits. Moi, je suis conscient que le Bénin fait de grands efforts. Je suis content de savoir que la flamme des réformes est toujours allumée. Je leur souhaite surtout une bonne chance. Si j'ai des idées en terme de proposition, notamment sur les conséquences liées à l'inégale répartition de l'eau sur le territoire national dont les femmes ont toujours été les principales victimes, je leur dirai qu'il faut inévitablement qu'elles ne lésinent pas sur les moyens pour soulager la population concernant l'eau car l'eau est source de vie. Les écoles sans l'eau sont exposées à de hauts risques d'infections. L'absence de disposition d'assainissement et d'hygiène devient des obstacles pour la scolarisation des filles. Sur le plan sanitaire, le manque de conditions minimales d'hygiène et d'assainissement ainsi que des techniques de sensibilisation des populations déjà vulnérables sur les questions d'hygiène et d'assainissement, crée la surcharge dans les centres de santé.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Fouziath Kone A Propos De La Problematique De L'eau En Cote D'ivoire : « Nous rencontrons d'énormes difficultés pour traiter nos patients »

Histoire

32

Les insuffisances d'infrastructures d'eau potable, sont génératrices d'énormes difficultés pour les agents sanitaires en Côte d'Ivoire. La pollution, la salinité des ressources en eaux et la mauvaise gouvernance de l'eau potable, en sont aussi des causes majeures. Cette enquête réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) dans une localité d'Abidjan illustre combien les questions situées au croisement de l'environnement et de la santé dans communautés correspondent à des situations complexes pour les responsables sanitaires. Pendant quelques minutes d'horloge, FOUZIATH KONE nous raconte ses expériences.

RFLD : Faites-nous l'état des lieux de la situation ?

Cette situation a commencé depuis fort longtemps. Au sortir de la crise post-électorale, en 2011-2012, toute la Côte d'Ivoire et Abidjan ont été en situation de déficit au niveau de la production d'eau. Des projets structurants ont été engagés avec pour objectif de stabiliser la situation. Parallèlement, la population a augmenté et le déficit s'est accru. Depuis ce jour, le service de la maternité et du centre de santé vit très mal ce manque d'eau. Les sages-femmes sont parfois obligées de mettre la main à la poche pour satisfaire leurs besoins en eau. Cela dure depuis des années. C'est un peu comme si, nos supérieurs nous ont affectés dans les villages pour vivre le martyr. Il n'y a souvent pas de l'eau dans les salles d'accouchement or on ne peut pas faire de l'accouchement sans eau.

RFLD : Si le problème d'eau est difficile pour le personnel soignant, qu'en est-il pour les accompagnants de malades ?

Si le problème d'eau est déjà difficile pour le personnel soignant, il l'est encore plus pour les accompagnants de malades. Ils sont très souvent entre veillées nocturnes devant les points d'eau et l'achat de l'eau en sachet proche d'une patiente. Il est très difficile d'avoir de l'eau. Ma belle-fille a accouché depuis deux heures du matin (2heures) et jusqu'à cinq heures je n'avais toujours pas d'eau pour faire les premiers soins pour l'enfant. Mes collègues responsables de centre de santé ont à maintes reprises saisi les autorités compétentes mais le problème demeure tel que c'est depuis des années. Docteur Nawa, également responsable de santé confie « nous avons informé les responsables compétents pour leur faire part de nos difficultés diverses en ce qui concerne la question de l'eau. Ils nous disent souvent qu'il s'agit d'une situation qui nécessite beaucoup de moyens et qu'il revient aux membres du gouvernement d'intervenir. Puisque nous ne pouvons pas exercer notre métier sans l'eau, nous sommes obligés d'initier des actions entre collègues pour apporter un soulagement aux femmes qui viennent accoucher. Si aujourd'hui la situation est telle que vous la trouvez, il faut saluer la bravoure et l'engagement du personnel soignant sous couvert de la direction. Rendre disponibles et accessibles les services d'eau, d'assainisse-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

ment et d'hygiène fait partie intégrante de la lutte contre le virus et de la préservation de la santé et du bien-être de millions de personnes vivant dans ses milieux. Nous ne pourrions pas enrayer la pandémie de COVID-19, les maladies infectieuses et tropicales sans que les personnes vulnérables aient accès à une eau gérée en toute sécurité ».

RFLD : Pourquoi dès lors qu'on parle de l'eau, on voit directement la femme ?

Les femmes jouent un rôle important à la fois dans les travaux domestiques qui demandent une grande utilisation de l'eau, dans l'agriculture irriguée ou non irriguée et elles sont plus nombreuses que les hommes à pratiquer l'agriculture pluviale. Selon les dernières estimations de la FAO, les femmes représentent une marge importante de main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Pourtant, les politiques de l'eau liées à l'agriculture continuent de supposer à tort que les agriculteurs sont des hommes, minimisant ainsi les femmes. C'est pourquoi l'importance de faire participer les femmes à la gestion de l'eau, y compris à des fins agricoles, et d'assurer un accès et un contrôle équitables sur les ressources en eau est capitale.

RFLD : Quelles sont les autres utilisations de l'eau que vous reconnaissez être propres aux femmes ?

Les femmes et les filles sont les principaux responsables de la collecte de l'eau dans 80% des ménages sans accès à l'eau sur place. Au nombre de ces usages il faut reconnaître en premier ceux de soins non rémunérés. Chaque jour, des milliers d'enfants meurent de maladies faciles à prévenir dues aux conditions d'assainissement et d'hygiène. En effet, les femmes

sont connues pour leurs forts caractères à exécuter des tâches que les hommes ne peuvent exécuter. Il faut être sincère et honnête. La plupart de ces tâches ont tournées vers toutes les tranches d'âges dont les jeunes, les vieux et les adolescents. Les soins non rémunérés sont majoritairement donnés par les femmes et les filles avec un élément capital qui est l'eau. Pour préparer pour la petite famille, laver les enfants, laver les habits et prendre soin d'elle-même en période de menstruation, elles ont besoin de l'eau en grande quantité. Vivre sans eau est impossible. L'eau potable et l'assainissement sont essentiels pour le bien-être des êtres humains, en protégeant la santé et les moyens de subsistance et en contribuant à créer des environnements sains.

RFLD : Pourquoi malgré vos multiples actions et en votre qualité de responsable de santé votre voix peine à se faire entendre ?

Très bonne question vous venez de poser. C'est étrange n'est-ce pas ? étrange que malgré nos actions nous sommes pas écoutés jusqu'à aujourd'hui. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cela. Au nombre des facteurs qui constituent un frein pour nos voix figure le changement climatique et le facteur financier. En réalité si les autorités peinent aujourd'hui à répondre comme cela se doit, c'est parce qu'elles estiment que les coûts de réalisation sont élevés et qu'il faudra planifier. Cependant, pendant que la planification tarde à se faire, c'est des vies qui meurent.

RFLD : En tant qu'agent de structure sanitaire, quel est l'enjeu aujourd'hui ?

L'enjeu aujourd'hui est de pouvoir garantir l'accès pour tous à une eau abordable, en quantité et en qualité, mais aussi à l'as-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

sainissement. Du fait de mauvaises infrastructures, ou d'économie chaque année des millions de personnes, des enfants et des femmes pour la plupart, meurent de maladies liées à l'insuffisance de leur approvisionnement en eau et à un manque d'installations sanitaires et d'hygiène, avec leur lot de conséquences négatives sur la sécurité alimentaire, sur les choix de vie et sur les chances en matière d'éducation pour les familles pauvres et le tissu économique. Voilà pourquoi, l'eau devient donc un enjeu de taille. Pas parce qu'il y en a moins, mais parce que les besoins augmentent dans les structures de santé en raison du pic de naissance et parce que la qualité de la ressource se détériore et que des effets éventuels du changement climatique pourraient modifier sa disponibilité. Cette rareté qui résulte en grande partie d'une mauvaise gestion qui n'incite pas à utiliser l'eau de manière économe ; qui n'alloue pas systématiquement l'eau là où elle est le plus utile ; qui n'incite pas assez à préserver la qualité de la ressource. En tout et pour tout, nous, responsables de santé avons besoin de l'eau pour exercer notre métier. Sans l'eau, il est difficile de suivre la procédure après la délivrance d'une femme enceinte.

RFLD : Un mot à l'endroit des autorités étatiques ayant à charge le bien-être des populations

Merci pour l'opportunité que le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) nous offre pour que nous puissions nous faire entendre. Ce problème de l'eau ne date pas d'aujourd'hui. Mais puisque la répétition est pédagogique, nous croyons que cette fois ci, les autorités pourront entendre notre crie de cœur et tourner vers nous un regard bienveillant.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

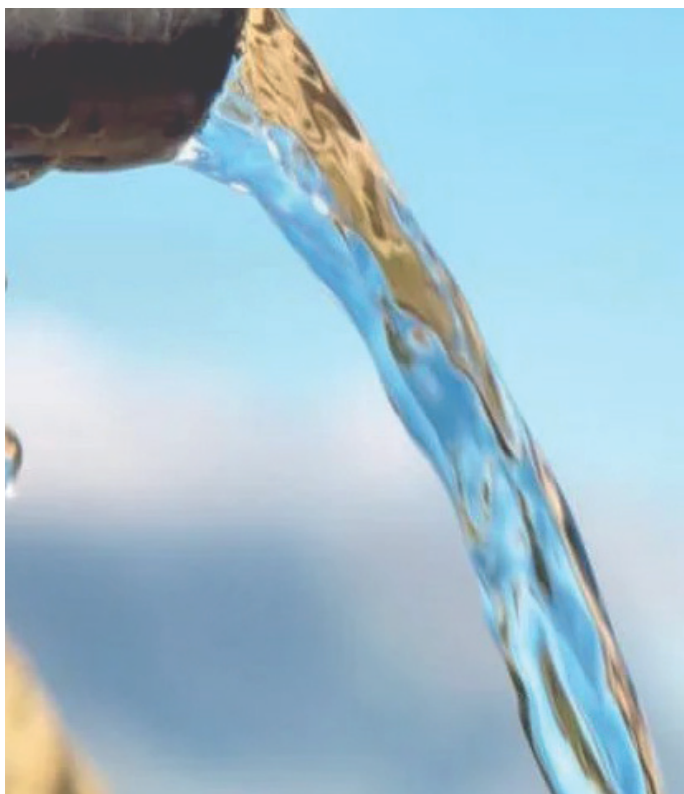
#

Ousamane Sinde A Propos De La Preservation De L'ecosysteme Avec Pour Focus La Gestion De L'eau :

« **Notre bien-être et notre qualité de vie dépendent directement de notre niveau de préservation des écosystèmes** »

Histoire

33



La crise qui touche négativement la biodiversité nous concerne très directement, nous les humains. Car lorsque la biodiversité va mal, c'est la qualité de vie et les moyens de subsistance de l'humanité qui s'en trouvent menacés. Les écosystèmes nous fournissent une grande quantité d'aliments, de matières premières et de sources d'énergie, mais à condition que nous les conservons intacts. Cette enquête réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) au Cap vert illustre combien les questions situées au croisement de l'environnement correspondent à des situations rendant difficile la vie de l'être humain. Pendant quelques minutes d'horloge, OUSAMANE SINDE, spécia-

liste de planification du développement durable et géographe naturaliste nous a accordé une interview pour présenter le niveau de dégradation de l'écosystème en Afrique de l'Ouest et plus précisément au Cap vert.

RFLD : En votre qualité de géographe naturaliste, quelle définition peut-on retenir de l'écosystème

Reconnaissons qu'il n'y a pas une définition standard de l'écosystème, tout ce qu'on va dire est qualifié d'approche de définition. Ainsi je peux dire qu'un écosystème peut être défini comme un ensemble d'être vivants qui vivent au sein d'un milieu ou d'un environnement donné et interagissent entre eux au sein de ce milieu et avec ce milieu. A titre d'exemple, une forêt tropicale est un écosystème constitué d'êtres vivants à savoir des plantes, des arbres, des insectes, animaux, micro-organismes qui sont en constante interaction. Les scientifiques par exemple vous diront que l'écosystème est une unité de base d'un champ d'étude scientifique de la nature, c'est-à-dire l'écologie scientifique. Selon eux, l'écosystème est un milieu physiquement délimité, constitué de deux composantes indissociables à savoir le biotope et la biocénose. Le biotope comme environnement physique et la biocénose comme un ensemble d'être vivants.

RFLD : A votre avis, dans le fonctionne un écosystème naturel quelle place occupe l'eau ?

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Les écosystèmes naturels sont des systèmes dits « équilibrés ». Cela voudra signifier que les interactions entre les différents organismes qui constituent l'écosystème contribue à une certaine stabilité. Par exemple, dans les écosystèmes des plaines herbeuses, les herbivores consomment de l'herbe, mais nourrissent aussi le sol avec leurs déjections, ce qui permet à l'herbe de repousser et permet une sorte d'équilibre. Donc là déjà l'eau intervient et joue un grand rôle dans le développement des arbres. En réalité, un écosystème évolue en permanence, son fonctionnement reposant sur la qualité de l'eau lui conférant un processus dynamique en constante mutation. Comme exemple, la biocénose, les organismes vivants, interagissent avec leur milieu respectif et le transforment sans cesse : D'un côté les animaux qui tassent le sol, les végétaux qui créent de l'humidité ou régulent la température, parfois certaines espèces deviennent envahissantes et d'autres disparaissent. L'évolution d'un écosystème est aussi fonction d'un événement ou d'une contrainte extérieure ou imprévue tendent à le modifier comme un phénomène climatique ou naturel par exemple peuvent entraîner des transformations dans le milieu, mais aussi obliger les organismes vivants à s'adapter à de nouvelles contraintes.

RFLD : Quel état des lieux peut-on faire des côtes en Afrique de l'Ouest quant au relation entre les activités humaines et les changements climatiques ?

La protection de l'écosystème local requiert la collecte d'un nombre suffisant d'informations pertinentes, basées notamment sur la situation sur place, de façon à ce que l'état d'un écosystème et l'impact de l'activité humaine puissent être évalués de manière scientifique. Depuis la domestication du feu jusqu'aux ambitions de la conquête spatiale, l'être humain n'a cessé de vouloir utiliser, modifier et transformer les écosystèmes naturels existants. A titre d'exemple, quand on modifie une plaine pour y faire pousser des champs de céréales, on modifie sensiblement l'écosystème jusqu'à parfois faire disparaître ses fondements originels. Aujourd'hui, les activités humaines ont un tel impact sur les écosystèmes que l'on parlerait désormais d'anthropocène pour qualifier la période à partir de laquelle les actions de l'homme sur son milieu ont commencé à le transformer radicalement. Ces transformations s'aperçoivent un peu partout : l'urbanisme modifie les écosystèmes naturels, la pollution et les activités humaines détruisent la biodiversité, le réchauffement climatique transforme le climat et menace les écosystèmes globaux.

RFLD : Quelles sont selon vous les impacts d'une mauvaise gestion des ressources en eau ?

La gestion de l'eau est l'activité qui consiste à planifier protéger, développer, distribuer et gérer l'utilisation rationnelle des ressources en eau et des milieux aquatiques, des points de vue quantitatif et qualitatif. On a souvent l'image

du sahel comme d'une zone sans pluie et aride. Erreur ! Dans certaines zones, elles peuvent être si violentes qu'elles emportent avec elles la terre si précieuse. Pour limiter le ravinement et favoriser la régénération de la végétation, plusieurs techniques sont envisageables. Qu'elles soient artificielles ou naturelles, les eaux de surface participent activement au cycle de l'eau. Les grandes masses d'eau jouent un rôle non seulement sur la température et le climat local mais aussi sur l'activité de l'être humain. Par exemple, plus la masse d'eau est importante et plus le vent peut être fort. Les eaux de surface contribuent donc à la vie de la corne et de la flore environnante. L'Afrique de l'Ouest a besoin d'une politique régionale en ce qui concerne la gestion de l'eau. L'eau est en effet une ressource importante voire vitale mais aussi stratégique. Le bon développement socio-économique d'une nation ne peut se faire sans une bonne gestion de cette ressource. Les pays de l'Afrique de l'Ouest possèdent d'importantes ressources en eau. Cependant, force est de constater certains déficits chroniques puisque la répartition des écoulements et des précipitations reste inégale. De plus, une mauvaise gestion de l'eau ainsi qu'une faible mobilisation du potentiel qu'elle amène entravent une bonne gestion de cette dernière. A ce jour, nombreux sont-ils les populations en Afrique de l'Ouest qui sont préoccupées par l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de l'eau. L'eau quant à elle est de plus en plus prélevée du fait de la croissance de la population.

RFLD : Quelles recommandations pouvez-vous faire aux acteurs impliqués dans la gestion de l'eau pour parvenir à atteindre les objectifs du développement durable liés à la question de l'eau en Afrique de l'Ouest ?

Pour parvenir à atteindre les objectifs de développement durables liés à la gestion de l'eau, les gestes les plus élémentaires peuvent être d'une importance capitale. Alors que le coût de l'eau augmente, l'économiser devient un geste à la fois économique et écologique. L'arrosage du jardin n'est pas vital et une nature trop assistée n'apprend pas à faire face aux aléas climatiques tels que la sécheresse. Il faut donc apprendre à accepter une herbe « moins verte », et pourquoi pas collecter l'eau de pluie pour assurer l'arrosage des jardins. Les ressources en eau doivent donc être gérées de façon pratique, efficace et rationnelle afin qu'elles soient durables pour l'environnement. Chaque citoyen doit pouvoir ainsi avoir accès à l'eau potable saine afin de répondre à ses besoins vitaux, mais aussi doit pouvoir être en mesure de bénéficier de structures d'évacuation des déchets. Cela aura pour effets non seulement de réduire la pauvreté et de garantir la sécurité alimentaire, à travers la protection de la santé humaine, des biodiversités et des systèmes terrestres.

RFLD : Un mot à l'endroit des autorités étatiques ayant à charge le bien-être des populations

Merci pour l'opportunité que le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) m'a offerte pour que je puisse intervenir sur la question de l'eau en Afrique de l'Ouest. Le problème de l'eau est une véritable problématique ne date pas d'aujourd'hui. Nous devons savoir qu'il faut inévitablement que nous limitons la pollution de l'eau, avoir une utilisation raisonnée de l'eau à l'échelle individuelle et tracer toutes les eaux usées.

Bathelemy Goussinwa A Propos De La Pollution Des Eaux En Afrique De L'ouest : « Une eau polluée est dans le langage commun, une eau non potable. Elle est impropre à la consommation au risque des intoxications »



Nous parlons souvent de la population de nos forêts et de la terre, mais très souvent nous parlons peu de la pollution de l'eau. Pourtant la pollution de l'eau a un impact énorme sur la biodiversité et sur la santé humaine. C'est pourquoi nous devons tous agir pour lutter contre. Et c'est justement dans cette dynamique que le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) à travers son projet initié pour la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest s'est rapproché d'un expert en développement communal et communautaire

pour comprendre l'enjeu de la pollution de l'eau pour les pays de l'Afrique de l'Ouest. BATHELEMY GOUSSINWA, est un spécialiste en développement communautaire et naturaliste. Avec lui, notre équipe a passé au peigne fin toutes les questions relatives à la gestion et la pollution de l'eau. Le but essentiel de cet entretien est de réaliser un bilan de ce que nous savons actuellement concernant la pollution des eaux en Afrique de l'Ouest, le terme pollution étant considéré dans son sens le plus large.

RFLD : Qu'entendez-vous par pollution ?

On appelle pollution un ensemble de gaz et de particules en suspension présents dans l'air cela peut-être à l'intérieur comme à l'extérieur et dont les niveaux de concentration varient en fonction des émissions et des conditions météorologiques, et qui sont nuisibles pour la santé et l'environnement et celle de l'être humain. En bref nous pouvons dire que la pollution, c'est tout ce qui altère notre environnement ou notre santé, habituellement sous forme de substances, mais également sous forme d'ondes. Elle s'attaque à l'air, au sol, à l'eau, à nos oreilles, ou encore à nos yeux. Une eau polluée est dans le langage commun, une eau non potable. Elle est impropre à la consommation au risque des intoxications. Il s'agit d'une eau dont l'équilibre a été modifié de façon durable par l'apport en quantités trop importantes soit de substance toxiques, d'origine naturelle ou

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

issues d'activités humaines. Le problème de cette pollution de l'eau, c'est qu'elle ne touche pas uniquement notre santé mais aussi la biodiversité. Et oui, nos fleuves et nos rivières sont la maison d'une multitude de poissons ou de plantes. Cette pollution peut entraîner une mutation génétique pour les résistant et même leur disparition pour les vulnérables.

RFLD : Quid de l'état des lieux de la pollution de l'eau en Afrique de l'Ouest ?

De par la multiplicité de ses fonctions, l'eau est sans doute la plus précieuse des ressources minérales. Bien qu'elle soit très inégalement répartie sur le continent africain notamment en Afrique de l'Ouest, celle-ci est confrontée à d'énormes difficultés dont la source est la pollution. D'abord il faut reconnaître que la pollution de l'eau se manifeste sous différentes formes dans les pays africains. En effet, la pollution peut prendre une forme chimique, bactériologique ou encore thermique. Alors que la pauvreté, la maladie, la malnutrition menacent la vie même de populations, et en particulier des femmes, dans des régions étendues de l'Afrique, on comprend la priorité qu'y reçoivent les campagnes d'assainissement et les programmes d'intensification de la production agricole. Il serait donc déraisonnable de contester les avan-

tages qui peuvent découler pour l'homme de l'application à ces programmes des acquis de la science et de la technologie, en l'occurrence de l'emploi des pesticides ou des engrais. Au Mali par exemple, on dénombre environ 20 grands complexes agro-alimentaires, dont les plus importants, du point de vue des émissions de matières oxydables, sont les huileries, les abattoirs, les usines fabriquant des jus de fruits et les raffineries de sucre. Ils existent aussi des usines chimiques qui produisent ou préparent des peintures, détergents, engrais et composés inorganiques simples, comme l'hypochlorite de sodium. Les autres activités industrielles ayant une relation avec les problèmes de pollution des eaux sont une tannerie, une usine de galvanoplastie et quelques ensembles textiles. Les actions de transformation alimentaire de ces entreprises constituent certainement les principales sources de pollution des eaux au Mali. Ainsi on peut s'amuser à classer les défis de la pollution comme insuffisance des moyens d'évaluation des risques et de contrôle de la qualité des effluents, absence de traitement des effluents et évacuation directe dans le Niger, et absence de réglementation concernant les résidus industriels. A l'instar du Mali, la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest connaissent ces difficultés. La plupart des industries de la Côte-d'Ivoire siègent dans des zones cô-



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

tières, essentiellement autour d'Abidjan, où elles contribuent de façon sensible à accroître les charges en polluants. La plupart d'entre elles produisent des déchets de composition semblable aux effluents domestiques ou sont, pour le moins, passibles d'un traitement biologique. Puisqu'il n'existe pas suffisamment de laboratoires équipés pour évaluer les éventuels dangers d'un effluent, les autorités n'arrivent donc pas à intervenir que dans les cas où des dégâts manifestes ont déjà eu lieu, comme la destruction de jardins potagers, la présence d'odeurs nauséabondes, et des maladies infectieuses et tropicales pour les plus vulnérables etc.

RFLD : Quels sont les risques auxquels s'exposent les populations face au non traitement des eaux ?

La forte croissance démographique observée depuis quelques années a été enregistrée un peu partout dans le monde, mais plus précisément dans un grand nombre de pays africains. Cette croissance démographique s'est accompagnée d'une urbanisation intensive, d'une intensification des activités industrielles et de la mise en exploitation de plusieurs terres cultivables. Toutes ces transformations ont entraîné une énorme augmentation, tant en variété, qu'en quantité des émissions de polluants susceptibles d'atteindre les cours d'eau et d'avoir des effets indésirables sur le poisson et sur la pêche. A cela faut-il ajouter :

L'eutrophisation des milieux

L'eutrophisation est l'ensemble des symptômes que présente un écosystème aquatique à la suite d'un apport excessif de nutriments notamment le phosphore et l'azote d'origine humaine. L'apport de substances qui contiennent ces nutriments comme

par exemple les phosphates et les nitrates stimule fortement la croissance des organismes végétaux, conduisant au développement soudain de plantes ou d'algues, qualifié de "prolifération végétale". Ce phénomène est accentué principalement par le faible renouvellement de l'eau.

Les mortalités liées aux altérations de la physico-chimie

Les altérations physico-chimiques sont des modifications des caractéristiques des milieux, comme l'acidité, la salinité, ou la température de l'eau. Passé un certain seuil, ces modifications deviennent toxiques pour les organismes vivant dans le milieu. L'eau polluée et le manque d'assainissement entraînent la transmission de maladies comme le choléra, la diarrhée, la dysenterie, l'hépatite A, la fièvre typhoïde et la poliomyélite. L'insuffisance ou l'absence des services d'alimentation en eau et d'assainissement ou leur mauvaise gestion expose les personnes concernées à des risques évitables pour leur santé. C'est particulièrement vrai dans les établissements de santé où les patients et le personnel courent un risque supplémentaire d'infection et de maladie lorsqu'il n'y a pas de services d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène. Parmi tous les paramètres qui constituent la physico-chimie, l'oxygène est particulièrement déterminant pour la faune et la flore.

RFLD : Quelle doit-être la responsabilité des gouvernants dans l'atteinte de cet objectif du développement durable relatif à l'eau ?

En Afrique comme partout ailleurs, l'être humain est souvent la cause principale de son propre mal, il modifie son environnement pour accroître son bien-Etre peut,

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

parfois au prix des conséquences indirectes et imprévues. La modification de l'environnement aquatique est source d'exemples multiples et palpables, la construction mal gérée de barrages n'étant qu'un parmi d'autres. Après cette liste d'exemple pertinents de pollution des hydro systèmes africains, illustrant les multiples dégradations dont ils peuvent faire objet, le naturaliste propose des solutions pour freiner ou réduire la pollution. Il insiste particulièrement sur l'urgence d'organiser un système de surveillance permanent du niveau de pollution des principales collections d'eau, courantes, stagnantes et souterraines. Ce qui va améliorer la connaissance actuelle de l'état des lieux et permettre par ailleurs de prévenir des effets catastrophiques. Tout ceci suppose une bonne organisation mais aussi une sorte de moyens, d'énergie de finances et de personnel qualifié. Il est nécessaire que les autorités compétentes, Africaines, prennent conscience que la qualité de leur vie future est en grande partie fonction de leurs actions de chaque jour et que le minimum de préservation de cette ressource vitale et fragile qu'est l'eau, ne peut être que bénéfique, à court, moyen et long terme.

RFLD : Avez- vous un plaidoyer ?

Merci pour l'opportunité que le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) m'a offerte pour que je puisse intervenir sur la question de la pollution de l'eau en Afrique de l'Ouest. Le problème de l'eau est une véritable problématique qui ne date pas d'aujourd'hui. Notre prière est qu'un jour, l'Afrique puisse s'en sortir.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Bathelemy Gineke A Propos De L'eau Comme Facteur De Developpement Et D'integration De L'afrique En Particulier Celle De L'ouest : « **L'un des grands défis à relever pour favoriser le développement de l'Afrique figure, de toute évidence, celui de l'eau** »

Histoire

35



RFLD : Merci de vous présenter à notre équipe :

En premier lieu je tiens à remercier le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement à travers sa présidente pour l'occasion que vous m'offrez et pour le travail que vous faites pour le développement de notre cher continent. Je m'appelle Bathélémy Gineke, je suis ingénieur en hydrologie et spécialiste des questions relatives à la gestion et du développement de l'eau comme premier facteur de développement.

RFLD : La pénurie d'eau est-elle véritablement une réalité en Afrique ?

La libre circulation sur les fleuves a joué un grand rôle dans le partage entre puissances coloniales.

D'entrée de jeu, je veux bien préciser que notre continent est un continent béni. L'Afrique en général n'est pas un immense désert privé d'eau. Il existe d'ailleurs, selon l'histoire, une relation entre l'Afrique et l'eau. Une grande partie des noms des pays africains est liée à cette ressource vitale, la libre circulation sur les fleuves a joué un grand rôle dans le partage entre puissances coloniales. En revanche, le continent africain, dispose suffisamment d'eau seulement que cette dernière est inégalement répartie. Donc au lieu de dire que l'Afrique manque d'eau, il faut dire que l'eau existe mais est mal répartie. Aujourd'hui,

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

malheureusement, 14 de nos pays sont menacés d'une grave pénurie, conduisant à la privation de près de 80 % personnes d'un accès à une source d'eau potable en Afrique. Ainsi, un Africain sur trois est contraint de parcourir, chaque jour, près de dix kilomètres pour aller chercher l'eau dont il a besoin.

RFLD : Pourquoi l'eau est-elle si importante et nécessaire à la vie et au développement de l'Afrique ?

L'eau est une ressource importante qui relève d'une nécessité absolue pour la vie. À quoi servirait une infrastructure routière qui conduirait à un endroit privé d'eau ? il n'est pas possible de dissocier développement durable des pays africains et l'accès à l'eau. Cependant, l'eau est tout aussi le premier facteur de mortalité à travers les maladies hydriques. Il est donc évident que les défis liés à l'eau sont nombreux en Afrique. Nous, d'un côté, l'urgente nécessité d'apporter des réponses pérennes pour la déserte en eau et l'assainissement, en particulier en périphérie des grandes villes et des villes moyennes, avec, comme vision, l'amélioration de la qualité et la redynamisation du secteur. De l'autre côté, la nécessité de conduire des initiatives dans le secteur de la santé publique avec la sensibilisation sur les règles d'hygiène souvent ignorées des populations. À cela il faut ajouter la sensibilisation sur les maladies provoquées par l'utilisation d'une eau insalubre à savoir la diarrhée, la typhoïde et le choléra.

RFLD : Face à l'urbanisation galopante sur le continent, les besoins en eau pour la population ne constituent-ils pas un enjeu pour son développement économique ?

C'est vrai, l'un des enjeux de taille au quelle est confrontée l'Afrique c'est l'augmentation drastique de la population. Les statistiques nous montrent que l'Afrique connaît

aujourd'hui une transformation sans précédent. La croissance, selon les pays, se situe au niveau de l'urbanisation qui s'accélère avec une augmentation de près de 4 % par an. La croissance démographique fait de l'Afrique le continent le plus rempli du monde. Face donc à cette grande augmentation, les besoins en eau sont, dans tous les domaines, considérables. La gestion de l'eau devient comme un enjeu politique, mais aussi géoéconomique et géostratégique.

RFLD : Quels sont, en Afrique, les grands domaines de ce domaine-clef ?

Merci pour cette question qui est une question d'intérêt général. En réalité, comment parler de l'eau sur le continent africain sans impliquer les grands acteurs noirs de ce secteur clef ? Ces acteurs, je les rencontre dans le cadre de différents cadres de concertations un peu partout dans le monde. Un jour, à un atelier au Sénégal sur l'eau nous avons pensé qu'il était nécessaire de mobiliser plus de dirigeants africains des sociétés d'eau, pour qu'ils partagent leurs expériences. Les mois suivants lors d'un atelier, auxquels avaient répondu plusieurs partenaires, nous avons partagé des expériences tant sur les défis que rencontre chaque Etat dans ce domaine ainsi que des approches de solutions pour colmater les brèches. Nous étions les uns les autres étonnés de ce que pour palier à ce problème, de simples actions étaient nécessaires comme par exemple Co-construite avec l'ensemble des parties prenantes à différentes échelles dont les Comités nationaux de l'eau, de bassin de même que les comités au niveau local de l'eau dans le but de garantir la qualité sanitaire des eaux potables à court, moyen et à long terme, des périmètres de protection de captages seront mis en place autour des prises d'eau. Les règles d'occupation du sol qui étaient partagées visent la protection de la ressource vis-à-vis du risque de pollution accidentelle.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RFLD : Existe-ils des difficultés en Afrique, lorsqu'il est question de financement, mais aussi de volonté politique ?

Il existe en effet des grandes interrogations liées à l'eau que l'on retrouve d'un continent à l'autre. Certaines de ces questions se posent avec beaucoup plus d'acuité dans les pays, d'abord, là où la ressource est difficile à trouver, ensuite, là où elle existe en petite quantité à peine suffisante, parce qu'il s'agit de l'amener vers les populations et les terres à irriguer en tenant compte des coûts et des contraintes d'une gestion durable et rationnelle. Dans sa contribution, Yao Badjo, ancien directeur général de la Régie nationale des eaux du Togo, a abordé ces sujets, en insistant sur la nécessité de mobiliser tous les acteurs intervenant dans le secteur, notamment le secteur privé local, et la gestion communautaire. Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que notre continent dispose des compétences nécessaires pour en arriver à bout. Mais rien n'est possible sans une volonté politique beaucoup plus forte. On peut dire aujourd'hui que la quasi-totalité des dirigeants africains ont cette volonté. Adviennent alors la question du financement. Car la plupart, malgré leur volonté affichée manquent cruellement de financement pour exécuter les plans d'action.

RFLD : Que pensez-vous qu'il a lieu de faire face à cette question liée à l'eau en Afrique ?

La question relative à la résolution de la problématique de l'eau en Afrique est si

vaste et à la fois importante que l'aborder en un seul aspect ne serait pas bien. Puisque les différents usages de l'eau sont variés, la réponse à ce problème va partir de chaque domaine. Ainsi en ce qui concerne les différentes contributions sur l'eau, sur l'hydroélectricité, l'agriculture, et sur la gestion des bassins versants, nos dirigeants doivent investir une partie du peu de ressource disponible dans le secteur de l'eau ceci en mettant des responsables compétents, clairvoyants et motivés. Sans quoi, l'Afrique aurait peu de chances d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement relatif à l'eau potable et à l'assainissement. Face à la volonté politique il faut ajouter les réformes des institutions et des cadres juridiques qui pourront permettre d'élargir l'accès à l'eau potable au plus grand nombre. Aussi il faut reconnaître que l'accès à l'eau potable ne peut être dissocié de l'accès à un assainissement amélioré. Aux progrès qui seront constatés dans l'accès à l'eau potable, instaurer des techniques de sensibilisation pour de bonnes conditions hygiéniques. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est certes un droit élémentaire, cependant, l'Afrique ne pourra pas exploiter l'énorme potentiel de développement économique qui est le sien sans un meilleur accès à l'eau. Or, elle reste sous la menace des catastrophes climatiques. Certes, il convient donc de réaliser les infrastructures nécessaires et une amélioration des réseaux existants et des solutions en matière de stockage. L'accès à l'eau en Afrique est donc un combat qui doit commencer dans tous les Etats.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Djibril maman, activiste des droits de l'homme au Togo
à propos de la rareté de l'eau dans certains villages :

« C'est difficile de comprendre ce que vivent les populations des milieux ruraux quand on a l'eau dans le robinet dans nos villes »

Je me trouve ici depuis cinq années dans ce village. La première fois que mon équipe et moi avons mis pieds ici, nous avons été accueillis en héros. Pourquoi ? parce que la population n'a pas d'eau, les bébés ne cessent de mourir et pour elle, nous étions la réponse à leur préoccupation. En effet, nous ne sommes pas sans savoir qu'en Afrique plusieurs millions d'enfants et femmes meurent par jour de déshydratation, de maladie telles que la dysenterie causée par la consommation d'eau contaminée et des conditions d'hygiène défailtantes. Les premières marques d'accueil reçues sont issues des personnes ayant perdu leurs proches, leurs parents en raison de la difficile équation de l'eau. Dans ce village d'environ 3000 milles habitants, aucune maison n'a l'eau du robinet et les habitants doivent marcher deux heures de temps par jour pour trouver de l'eau. Avec des seaux d'eau sur la tête, ceux-ci doivent parcourir des kilomètres de marches pour s'en procurer ce liquide vital dans un étang sale et su-

jet à plusieurs cas d'infection. Je me rappelle comme si c'était hier de la manière dont ils nous ont accueilli avec chant et trompettes. Poussé par une curiosité de comprendre ce que ressentent ses populations lorsqu'elles transportent les seaux d'eau sur la tête et parcourent de telles distances, mon équipe et moi avons essayé de transporter des bassines d'eau sur la tête et parcourir la même distance que ses femmes et enfants livrées à elles-mêmes. A peine 500 mètres, l'eau dans la bassine était déjà à moitié renversée par terre. J'étais à deux doigts de reprendre la course au risque de faire toute cette distance et ne toujours pas avoir l'eau.

RFLD : Que s'est-il passé après que vous avez construit la fontaine d'eau ?

Très bonne question mes chers amis du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement. Déjà quelques années avant cette fontaine, je tiens à rappeler qu'en plus de l'incroyable distance que les populations parcourent, il faut noter qu'il leur arrive aussi pendant la saison pluvieuse de poser leurs bassines au dehors en plein air pour recueillir l'eau et boire. Quand nous avons construit la fontaine c'était pour elles (populations) comme un rêve longtemps nourrit qui venait de se réaliser. Chefs du villages, sages et notables, tous étaient là pour pomper les premières bassines d'eau et boire. Dès que nous avons dit que c'était un cadeau, ces bénéficiaires nous ont véritablement



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

fait chaud au cœur. « Quand j'ai su que l'eau était arrivée, je suis tout de suite allée en courant pour constater. J'ai sauté et dansé de joie, j'ai passé un bon moment à faire des va et vient à la fontaine pour remplir mes seaux d'eau. Je n'en revenais pas ! » S'exclama Daniela, émue. Pour elle, les parcours qu'elle devait exécuter au quotidien pour aller chercher de l'eau étaient tombés dans l'histoire désormais. Elle se sentait soulagée d'avoir l'eau potable tout près de chez elle et à sa portée. « A présent, même les enfants peuvent aller chercher de l'eau puisque le robinet est tout près de chez nous. Au-delà de la simple quantité d'eau qu'elle pourrait avoir tous les matins, elle se réjouit aussi de l'hygiène corporelle et vestimentaire qui s'est déjà améliorée. « Grâce à la disponibilité de cette fontaine, nos jeunes frères ont désormais la possibilité de se laver tous les jours sans grande difficulté alors qu'avant, nous étions limités de le faire à cause de la pénurie d'eau ». Mariée et mère de trois (03) enfants, Daniela habitait un petit centre, près des bistrot non loin de là où a été implantée la fontaine. Tout comme les autres mamans de cette communauté, leurs réactions étaient spectaculaires.

Pierrette avait aussi des difficultés pour s'approvisionner en eau potable et se contentait de l'eau sale des ruisseaux. Avec une communauté de près de 200 ménages environ qui semblaient mener une vie normale, ceux-ci étaient très fragilisés par le difficile accès à l'eau potable. Une des attentes exprimées par Codjo Pohoué, le chef du village lors d'une rencontre avec la communauté où la question prioritaire était d'avoir accès à l'eau potable : « les habitants du village ont tellement soif de l'eau potable. Dans les écoles et même dans les ménages, il n'y a pas d'eau, et l'hygiène est très limitée ». Cette triste situation s'observait fondamentalement dans toutes les écoles. Depuis sa construction en 1997, cette école qui compte présentement près de 500 enfants n'avait pas accès à l'eau potable. « Nous avons énormément perdu de temps au moment des travaux de nettoyage car les enfants étaient obligés d'aller puiser l'eau des ravins afin de nettoyer les classes », nous raconte Coffi Vincent, Directeur de cette école.

La construction de cette fontaine constitue pour nous un ouf de soulagement. Disposer de l'eau dans la communauté a un grand impact dans les écoles et ménages. Le souhait de Pierrette est « d'être formée afin de mieux prendre soin de cet ouvrage pour une longue durabilité ». Un grand travail reste à faire pour amener tout le monde, avec l'aide de l'administration locale, à adopter de nouvelles habitudes pour non seulement garder soigneusement le bien commun dont ils viennent de bénéficier mais aussi de lui garantir une grande durabilité.

RFLD : Que pensez-vous qu'il reste à faire pour que de telles initiatives se perpétuent ?

Les prochaines étapes à suivre dans le cadre du projet « Eau, source de vie et de développement » dans certains villages du Togo seront d'outiller les comités qui seront en charge de la gestion des points d'eau, sensibiliser la

communauté sur la gestion du bien commun, et sa participation financière via les groupes de microcrédit communautaire pour le maintien des infrastructures d'eau potable et pour la bonne gestion.

RFLD : En vous appuyant sur votre technique pour apporter le sourire aux populations de ce village, quelles recommandations avez-vous à l'endroit des autorités ?

S'il faut s'adresser aux autorités togolaises, c'est d'abord d'encourager et de soutenir les multiples efforts qu'ils mènent pour honorer leurs obligations de protéger, de respecter, et réaliser le droit individuel et collectif à l'eau, mais également dans l'établissement des rapports périodiques à présenter à la Commission africaine. Exhorter les dirigeants togolais à la mise au point d'une stratégie globale et intégrée pour protéger tous les droits liés à l'eau. Lesquels droits sont par nature étroitement liés et interdépendants. Ainsi, la réalisation du droit à un environnement sain et du droit à l'assainissement est une condition importante pour garantir la réalisation du droit à l'eau. L'accès à l'eau po-

table et à l'eau en général est nécessaire pour se nettoyer et se laver les mains afin de réaliser le droit à la santé. La disponibilité en eau pour la prise en charge de l'hygiène menstruelle des femmes et des jeunes filles est un préalable à l'exercice du droit à l'éducation des femmes et des filles. Les dirigeants doivent donc garantir le droit à l'alimentation complète, le droit à l'eau. L'Etat étant le garant, à titre principal, de la gestion des ressources naturelles, en collaboration avec les citoyens relevant de sa juridiction et dans l'intérêt de ces derniers, devra s'acquitter de cette mission en conformité avec le droit et les normes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ils doivent aussi reconnaître explicitement le droit à l'eau dans les accords sur les eaux transfrontières, de même que leurs implications consécutives pour toutes les parties, de sorte que le droit à l'eau soit l'un des facteurs pertinents qui font objet de priorité dans le but de déterminer si l'utilisation de la ressource est équitable et raisonnable sur l'étendue du territoire.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Idrissou Boukari a propos de la raréfaction de l'eau en Afrique de l'ouest : « L'eau est un droit pour tout citoyen et sa disponibilité doit être un devoir pour nos dirigeants »

Dans l'objectif d'accompagner les actions des gouvernements africains et les inciter à doubler d'efforts pour permettre à tout citoyen, hommes ou femmes, filles comme garçons de bénéficier des conditions d'assainissement de qualité et d'une ressource en eau potable, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement a mené à bien des actions concrètes de gestions intégrés des ressources en eau autour de leurs intérêts économiques socio-culturels et environnementales. Dans le cadre de son projet d'appui et de renforcement des actions des dirigeants africains à la synergie communautaire, le réseau a diligemment une enquête dans un village à Dosso au Niger.

RFLD : Parmi les composantes à savoir approvisionnement en eau potable hygiène et assainissement et la composantes gestion intégrée des ressources en eau, nous voulons nous intéresser à celle de la gestion intégrée des ressources en eau. A ce propos, comment appréhendez-vous la question de la gestion intégrée de l'eau ?

Avouons que la gestion de l'eau est une des préoccupations majeures qui font couler beaucoup d'encre et de salive au Niger. Aujourd'hui malheureusement, un nigérien sur deux n'a pas encore accès à l'eau potable et à peine deux personnes sur dix ont accès à un équipement sanitaire amélioré pour se soulager. Ayant donc pris conscience de ces enjeux qui, quoi qu'on le veuille sont de tailles, les autorités tardent à accorder une attention particulière à l'amélioration de l'accès continu et durable à une eau de qualité et à un service d'hygiène et d'assainissement pour tous. Il y a quelques années en arrière les Belges, à travers un Programme dit d'Hydraulique Villageoise dans la région de Dosso se sont donnés comme objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables et principalement à leur accès aux infrastructures de base d'alimentation en eau potable villageoise, d'hygiène et d'assainissement. La cible bénéficiaire était les villageois de la région de Dosso, dans les départements de Dogondoutchi et Tibiri. Au terme de leurs actions et ce, à aujourd'hui, le besoin en eau est loin d'être entièrement satisfait. La vérité est que plusieurs villageois continuent de manquer d'eau. La sécurité de l'eau est loin d'être garantie au Niger.

RFLD : Qu'est-ce qui, à votre avis peut expliquer cet écart entre les actions entreprises et les résultats constatés sur le terrain ?

La raréfaction de l'eau et assainissement dans les villages suscite des réflexions et analyses autour de trois grands axes à savoir : Le manque de volonté des autorités

à augmenter l'intensité des actions dans les zones rurales, le renforcement des capacités des acteurs institutionnels, et le changement de comportement et la durabilité.

RFLD : Le manque de volonté des autorités à augmenter l'intensité des actions

A en croire les notables de certains villages, les femmes et les enfants passent des nuits entières sur des puits pour la recherche de l'eau. Si vous voyez la façon dont les bidons sont alignés au niveau du point d'eau, vous vous rendrez compte que ceux-ci prennent tout leur temps avant d'avoir de l'eau. Les femmes passent toute la nuit en train de chercher cette denrée rare et indispensable. Pour satisfaire leurs besoins humains fondamentaux, c'est difficilement que les femmes arrivent à avoir de l'eau. Les femmes de ces villages passent tout leur temps à la recherche de l'eau alors qu'elles ont d'autres préoccupations et occupations qui les attendent. Leurs enfants qui les assistent dans ce travail sont directement touchés dans leur scolarité car ils manquent de repos pour enchaîner avec l'école. La question de la gestion de la demande en eau a pour objet la gouvernance et les outils qui encouragent les populations, dans leurs activités, à réguler l'accès, l'utilisation et l'élimination de l'eau, en termes de conditions et de quantité, dans le but d'alléger la pression sur les réserves d'eau douce. Elle a aussi pour objet de protéger la qualité de l'eau disponible. Le développement et la promotion de ces pratiques ne constituent pas pour les gouvernements les objectifs essentiels. Si non comment comprendre que des années durant, les mêmes problèmes de l'eau continuent de déranger les populations. Même s'il est vrai que des actions sont entreprises sur le terrain, ces actions se trouvent malheureusement concentrées dans les villes laissant les villages au sort des incongruités.

RFLD : Comment expliquez-vous le manque d'action sur la gestion de la demande en

eau ?

Les difficultés liées à l'eau sont exacerbées par la pollution qui émane des activités humaines impactant de manière négative la qualité de l'eau. Ces actions réduisent à leur tour la quantité d'eau disponible. Si rien n'est posé comme action, ces difficultés iront en s'accroissant en raison du phénomène de l'exode rural et de la poursuite de la surexploitation des pollutions en eau de même que l'accroissement de la demande en eau. La gestion de la demande en eau signifie que les autorités doivent non seulement fournir l'eau à un coût raisonnable à la portée de tous les citoyens (agriculteurs, éleveurs, femmes au foyer et les industries). Accorder une large part à l'accès équitable des populations à l'eau potable ainsi qu'à la pérennité de la quantité de l'eau et des systèmes hydrauliques.

Cette tendance fera apparaître l'inadéquation des approches axées sur l'approvisionnement en matière de gestion de l'eau douce dans les régions et souligner la nécessité d'outils différents voire complémentaires. La Gestion de la demande en eau est donc un ensemble de mesures que doivent les dirigeants et qui viseront à encourager les habitants dans leurs activités non seulement la quantité de l'eau mais aussi le prix auquel ils accèdent de même qu'à faire baisser les pressions sur les réserves. Cette demande en eau peut être gérée à travers plusieurs techniques et pratiques diverses non financières à savoir les sensibilisations et les médias.

RFLD : Que pensez-vous qu'on eut faire pour un changement de comportement et la durabilité ?

La situation actuelle doit changer parce que les pénuries d'eau constituent une menace sérieuse pour le développement humain. Cette demande en eau comme je le disais tantôt peut être gérée à travers plusieurs techniques et pratiques diverses

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

non financières à savoir les sensibilisations et les médias. Ainsi, les médias constituent un maillon important sur lequel mixer. Canal d'information sûr, les médias ont un rôle pivot dans les représentations sociales. Les mots et le langage peuvent notamment constituer des facteurs clés dans la gestion des demandes en eau. Les médias, et particulièrement les journalistes, peuvent être des moteurs dans la lutte en : ils peuvent influencer les actions par les sujets qu'ils abordent, par la manière dont ils traitent ces sujets, par la rédaction de chartes ou de codes de bonnes pratiques. Grâce aux médias, les Etats peuvent garder la mainmise sur le secteur médiatique et y intervenir efficacement afin répondre aux exigences en matière de sécurité et de stabilité en matière de l'eau et assainissement. Les médias de par leur rôle, peuvent aussi participer au renforcement des intérêts nationaux, en mettant le zoom sur les communes faible-

ment touchées par la distribution d'eau.

RFLD : Avez-vous des plaidoyers à l'endroit des cadres pour atténuer la situation ?

Au regard de tout ce qui se passe dans nos pays africains en matière de l'eau et de l'assainissement, nous pensons qu'il y a lieu premièrement de saluer l'effort fourni jusque par les autorités. Beaucoup d'actions ont été posées mais comme nous le disons que tant qu'il reste à faire, rien n'est fait, il faut plus d'action si nous voulons d'une Afrique libre, une Afrique dans laquelle le droit de l'homme est respecté dans tous les sens. Notre prière est que les autorités prennent véritablement conscience du danger que représente la pénurie d'eau pour les populations rurales. Car lorsqu'on est en ville, il est facile de ne pas mesurer l'impact.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Wilfrid Batchabi À Propos De La Spécialisation En Journalisme Concernant Les Questions De L'eau, D'hygiène Et De L'assainissement :

« On gagnerait beaucoup dans cette lutte pour la garantie du droit à l'eau pour tous si les journalistes se spécialisaient. Car, lorsque tu veux tout faire, tu finis par ne rien apporter à la nation que tu prétends servir »

Histoire

38



La spécialisation est un aspect important de la professionnalisation en journalisme. Dans le cadre de son projet pour la justice de l'eau en Afrique de l'Ouest, le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) a, par le truchement d'une interview, recueilli l'avis de Wilfrid Batchani, journaliste et ancien membre de l'observatoire de la déontologie et de l'éthique dans les médias en République du Mali.

RFLD : A votre avis, qu'est-ce que la spécialisation en Journalisme ?

Le métier du journalisme, a toujours été écartelé entre une tendance à la généralisation et une tendance à la spécialisation. Cette dernière s'est accélérée et s'est renforcée avec l'avènement des technologies de l'information et de communication. Mais qu'entendons-nous par spécialisation

en journalisme ? Des penseurs se sont déjà intéressés à cette question dans le passé. Ils s'interrogeaient déjà à savoir si la notion de journaliste spécialisé n'était pas qu'un « bête pléonasmе » puisqu'il n'existerait de journaliste que spécialisé ? La notion de spécialisation serait elle-même, consubstantielle à la définition même du journaliste. La spécialisation en journalisme c'est le fait de refuser d'être un touche-à-tout. C'est le fait de refuser d'être spécialiste de tout. C'est le fait de refuser de connaître tout. La spécialisation en presse va se résumer en ce que c'est le fait pour un journaliste de se cantonner à une thématique, à une rubrique sur laquelle ce journaliste travaille, se renforce, et abreuve les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Comme par exemple se spécialiser dans les questions liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Cette spécialisation peut être appréhendée soit de manière fonctionnelle, soit

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

de manière thématique ou soit de manière géographique c'est-à-dire de l'hyper local à l'international.

RFLD : Faîtes-nous l'état des lieux de la spécialisation en journalisme au Mali

La presse malienne n'est pas spécialisée. Si on doit faire la petite genèse de la presse malienne, quand le colonisateur était là, l'information n'était pas spécialisée. Nous avons eu l'indépendance, ça a continué avec l'information générale. Après, il y a eu l'avènement des partis politiques où il ne fallait donner rien que des informations partie Etat, jusqu'à notre libéralisation. Les études de journalisme sont l'une des plus demandées dans toutes les universités maliennes, car cette profession a une grande influence et portée sur la population et est devenue très importante depuis ses débuts. Le journalisme englobe différentes branches : le volet social, culturel, économique, conflits, sportif, international, événements, etc. Il est donc nécessaire que les professionnels de ce secteur se spécialisent afin de pouvoir raconter des histoires de la manière la plus appropriée dans chaque situation qui sera présentée. En outre, la transmission d'informations peut se faire à travers différents médias. Plus précisément, cette spécialisation dont nous parlons vise à former les étudiants au Journalisme Audiovisuel sur des questions de l'eau. Pour ce faire, il est nécessaire d'acquérir une série de compétences qui leur permettent de mettre en pratique tout ce qu'ils ont appris. Malheureusement tel n'est pas encore le cas au Mali. La quasi-totalité des journalistes que nous avons aujourd'hui sont des généralistes. Ils écrivent sur tout. Un seul journaliste, on le voit écrire sur des faits politiques, sociétaux, environnementaux et mieux, sur le plan sanitaire. Alors même qu'il n'en rien. C'est triste et c'est déplorable. Dans cette condition où on veut tout faire et tout dit, on finit par ne rien apporter à son pays, surtout aux

populations car on restera superficiels sur des faits pourtant importants. Simplement parce qu'on n'a pas les ressources nécessaires c'est-à-dire les compétences requises pour en parler en profondeur. Ainsi nous pouvons dire que depuis environ deux décennies on forme des journalistes au Mali sans une spécialisation concrète. Aujourd'hui on peut se réjouir de quelques associations de journalistes dans différents domaines, qui se recyclent régulièrement, mais le vrai problème est qu'ils sont très peu à s'adonner véritablement à une seule thématique puisqu'ils interviennent encore dans d'autres rubriques.

RFLD : Que gagne le journaliste en se spécialisant ?

Le journaliste gagne énormément en se spécialisant. On gagnerait beaucoup dans cette lutte pour la garantie du droit à l'eau pour tous si les journalistes se spécialisaient. Car, lorsque tu veux tout faire, tu finis par ne rien apporter à la nation que tu prétends servir. C'est exactement comme les formations universitaires où après les trois ans de tronc commun, chaque étudiant et étudiante est appelé à passer à la spécialisation précise. Le journalisme est une fonction noble qui mérite beaucoup de sérénité et d'attentions. N'est pas journaliste qui veut, mais qui peut. Et encore moins quand on veut se rendre performant dans un domaine donné. C'est vrai, que le journalisme est une fonction parachevée d'énormes obstacles, mais on peut les surmonter quand on a l'abnégation et la rigueur. Ainsi lorsqu'un journaliste doit passer de rubrique en rubrique, il ne maîtrisera pas une rubrique, à proprement dire et ne sera fort en rien. Si nous prenons l'aspect de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, un journaliste qui n'est pas spécialisé dans ce domaine ne pourra rien apporter à la population. Parce qu'il n'a pas l'amour pour le secteur. Et par manque d'amour, il ne pourra se rendre dans cer-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

tains milieux pour constater ce que vivent les populations et prétendre en parler au grand public afin d'apporter une réponse. C'est comme ça nous avons des habitants qui survivent dans des conditions déplorables, mais il n'y a pas de journalistes qualifiés pour en parler. Eux tous sont dans les villes à courir derrière les hommes politiques pour des miettes. Alors même qu'ils gagneraient beaucoup en se spécialisant. Comme par exemple, seul un journaliste spécialisé pourra postuler à des concours internationaux pour infiltrer les grandes institutions internationales. Il sera unique dans son domaine et capable d'apporter des solutions et suggestions à des gouvernements, des organisations et autres. Il saura également choisir la spécialité avec soin tout en étant passionné par le sujet qui nous intéresse. Pour finir, un journaliste spécialisé saura travailler sérieusement dans le but d'aboutir à de bons résultats. Un journaliste spécialisé dans les questions d'hygiène et assainissement est une réponse sûre pour la lutte contre la pénurie d'eau.

RFLD : La question de la spécialisation est-elle en phase avec la formation d'un journaliste de qualité ?

Oui aujourd'hui les défis sont énormes et se situent à des niveaux différents. Le premier défi est de donner l'information de façon sérieuse et lorsque tu es un journaliste généraliste tu ne peux approfondir l'information. Nous déplorons ne pas avoir assez de journalistes d'investigation et d'enquête. Voilà pourquoi je salue la bravoure du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement pour avoir formé des gens pour des enquêtes. Ce que vous faites est vraiment louable. Le journaliste est à l'essence investigateur. La spécialisation va résoudre un tant soit peu le problème de la rareté des journalistes d'investigation. Le deuxième défi est qu'avec la spécialisation on se démarque nettement des webmasters acti-

vistes, puisqu'aujourd'hui les réseaux sociaux relaient l'information avant la presse et la spécialisation peut régler ce problème avec l'approfondissement des différents sujets. Le troisième défi est qu'avec la voté à l'Assemblée nationale sur l'accès du public à l'information, tout le monde est devenu journaliste. La spécialisation nous permettra de résoudre le problème. Il faut que les journalistes soient outillés pour pouvoir poser des questions précises dans leurs domaines de spécialisation afin d'apporter des réponses aux maux qui minent la société. Pour cette raison, j'invite les autorités à penser à ce volet des médias. Car si nos femmes souffrent dans les régions par manque d'eau et d'assainissement, c'est justement parce qu'il n'y a pas des journalistes pour en parler. Les membres du gouvernement ne vivent pas dans les zones rurales et donc ne savent pas forcément ce qui se passe. Les journalistes sont les éveilleurs de conscience. Malheureusement, ils sont, eux-aussi casés dans les villes à la recherche du pain quotidien. Donc le terrain n'est pas balisé pour avoir véritablement des spécialistes en la matière.

RFLD : Votre mot de fin

Mes mots de fin vont directement à l'endroit des dirigeants du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement pour le travail que vous faites. Si le bien-être des populations, notamment de nos femmes dans les villages ne vous tenait pas, vous n'allez pas vous déplacer du Bénin où votre siège est basé pour venir au Mali m'interviewer. Que Dieu vous fortifie dans votre mission. Aux autorités maliennes notamment universitaires, ma doléance est que la question de la spécialisation dans le domaine du journalisme soit revue et qu'une importance capitale soit donnée à la spécialisation. Ce n'est que de cette façon que nous pouvons sortir nos pays africains de la honte des catastrophes climatiques.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#

Elu Local A Propos De La Question De L'eau : « S'il est vrai que l'homme doit loger un cadre sain et assaini pour se maintenir en vie, il n'en demeure pas moins vrai que le manque d'eau potable n'a jamais procuré du bien »

Histoire

39



Les temps passent mais le problème de l'eau demeure. Mettre en place des stratégies efficaces dans le but d'apporter un soulagement dans ce secteur n'est plus une option mais une nécessité. Quid des défis liés aux conditions de vie, d'hygiène et d'assainissement des femmes de la vallée ? Un tour d'horizon avec un élu local.

LE RFLD : Bonjour Monsieur ! Vous êtes un élu local dans l'un des arrondissements de la commune de Bonou. Depuis plusieurs années que vous résidez dans cette commune, de quel œil voyez-vous aujourd'hui la question de l'eau ?

Merci pour l'intérêt que vous accordez à ma modeste personne de par votre démarche. Quand nous faisons un tour sur l'actualité nous pouvons déduire les défis du Bénin et donc de notre localité par rapport à l'assainissement et à l'eau. La situation en matière d'alimentation en eau potable des populations en milieu rural, en matière de régulation du secteur eau, de la mise en œuvre de la GIRE (Gestion intégrée des ressources en eau), en ma-

tière d'alimentation en eau potable dans les zones urbaines et péri-urbaines et en matière d'accès des populations aux ouvrages d'assainissement n'est pas bonne. De mes observations, il ressort que dans le cadre du Programme national pour l'accès universel à l'eau potable en milieu rural, dont l'objectif est de desservir 4,5 millions de personnes supplémentaires en milieu rural, des efforts se font, juste qu'ils ne sont pas encore suffisants.

Je dois également reconnaître votre précieuse contribution à l'atteinte de nos objectifs, car un peuple sous-informé est un peuple dangereux. Répondant à votre première question, je dirais que je me sens bien intégrée dans cette commune depuis ma tendre enfance. En effet, étant patriote et autorité local, je prends une part active dans le savoir être et le savoir-faire pour combler les attentes des populations. Ma casquette de cadre au niveau local devrait m'amener à créer aux femmes de nouvelles conditions meilleures que celles qu'elles connues jusque-là et leur offrir un accompagnement adéquat en vue d'augmenter leur chance de

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

bien se sentir et leur garantir la résilience. Malheureusement la volonté et l'ambition se trouvent bloquées par manque de moyens et de pouvoir de décision.

Le RFLD : Quelles sont les innovations que vous comptiez apporter à la tête de votre arrondissement en matière d'eau ?

En ce qui concerne les innovations que j'envisage de faire sur le plan sanitaire notamment de l'hygiène et de l'assainissement au niveau de mon arrondissement, je crois que toutes ces questions ont été abordées lors de la cérémonie de passation de charge en présence de l'ensemble des forces vives de mon arrondissement. Convenez avec moi que ce ne sera pas par un coup de bâton magique que nous allons résoudre les différents problèmes auxquels sont confrontées nos femmes en particulier et les populations en général. C'est dans une synergie d'action autour d'une même vision que nous trouverons des solutions à nos problèmes. Par exemple : Dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, si nous pouvons comprendre que les restrictions budgétaires nous forgent dans un train de vie réaliste qui mette nos ambitions en face de nos ressources propres, il nous serait facile de déduire que le dénouement de la situation dans laquelle nous sommes depuis des années ne dépend pas forcément de nous et donc les ressources doivent être bien gérées. Les multiples sollicitations de nos administrés doivent nous contraindre à être mieux coordonnées, pour d'abord gérer l'existant de ressources et convaincre les partenaires sociaux à nous accompagner. Face au véritable puits financier auquel ce secteur s'apparente, nous devons nous orienter vers d'autres moyens qui rendront les uns et les autres plus responsables. Quant au secteur de l'hygiène, il est clair que ce nombre sans cesse croissant de population dans nos arrondissements va très tôt accentuer l'écart entre l'offre et le besoin dans l'état actuel des données, qui intègre plusieurs para-

mètres à la fois à savoir : les latrines, les dépotoirs d'ordures, etc. La première bataille est celle du rétablissement d'ordre dans les arrondissements en vue de meilleurs offres de services. S'il est vrai que l'homme doit loger un cadre sain et assaini pour se maintenir en vie, il n'en demeure pas moins vrai que la rareté d'eau potable n'a jamais procuré du bien. Toutefois, des efforts doivent être faits dans ce sens. En terme d'efforts pour pouvons citer :

Evaluation des besoins communaux en ressources en eau en tenant compte des disparités sociales, géographiques et de la croissance démographique et économique afin d'élaborer les stratégies de gouvernance optimales et adéquates du secteur ;

Elaboration d'une politique communale de l'eau, les stratégies et réglementations de gestion de l'eau, les actualiser et en assurer leur mise en œuvre ;

Garantir l'assurance de la planification, la mobilisation et l'allocation des ressources en eau pour tous usages ;

Faire la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau et assurer le contrôle qualité

Définir et suivre la mise en œuvre de la politique tarifaire en matière d'approvisionnement en eau potable et l'assainissement des eaux usées en relation avec les structures compétentes ;

Le RFLD : Quels sont les défis que vous entendez relever pour la satisfaction des femmes ?

La croissance de la population et l'intensification des activités économiques favorisent la production de toutes sortes de déchets dans la ville. Voilà pourquoi la gestion des déchets et l'assainissement constituent une

véritable préoccupation dans la ville. L'observation directe a permis de voir les dépotoirs sauvages. Il ressort de l'analyse des résultats que les populations par le biais de leurs activités économiques produisent quotidiennement des déchets solides et liquides. Dans tous les cas, notre priorité sera d'améliorer la qualité de vies de nos administrés de façon progressive et selon les moyens mis à notre disposition, pour non seulement rendre plus attrayantes notre commune mais aussi de permettre à nos concitoyens d'avoir le minimum comme dans d'autres communes. Par rapport aux femmes, nous comptons rendre disponibles et accessibles les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène et préserver la santé et le bien-être des populations. Conscients aussi que nous ne pourrons pas enrayer la crise de l'eau sur notre territoire sans que les personnes vulnérables aient accès à une eau gérée en toute sécurité, nous avons pris les taureaux par les cornes. Pour les populations urbaines pauvres vivant dans des bidonvilles et qui n'ont pas accès à l'eau potable, nous travaillons avec des partenaires pour faciliter l'accès à l'eau courante. Donc je demanderais à nos chères femmes de prendre leur mal en patience, mon équipe et moi ferons de notre mieux pour satisfaire à leurs besoins surtout fondamentaux car, nous sommes là pour elles.

Le RFLD : En guise de conclusion, que direz-vous ?

Pour conclure, je me dois de vous remercier pour m'avoir donné l'occasion de porter à l'endroit de toute la communauté de Bonou ma vision et mes priorités. Merci à la présidente du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) pour cette grande et noble initiative qui ne vise que le bien-être commun et celui des femmes en particulier. Je souhaite que cette enquête que vous réalisez apporte véritablement un plus à la communauté de Bonou en particulier et celle africaine en générale. Je vous remercie !



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Firmin Ishola A Propos De L'eau Et La Biodiversité Comme Facteur De Développement



EN Afrique de l'Ouest, l'adaptation des politiques publiques environnementales aux territoires souffre d'une conception approximative de ceux-ci. Cette interview réalisée par l'équipe du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) étudie le rôle des entités spatiales, dans la diversité de leurs contenus leurs attributs, de leurs échelles et de leurs formes, sur les interactions entre acteurs des politiques de protection de la ressource en eau potable. Elle examine des situations où les conditions territoriales de coordination des acteurs permettent une révolution du secteur et donc capable de provoquer le succès. Avec FIRMIN ISHOLA, spécialiste des questions environnementales et de la nature, nous avons fait un tour d'horizon sur les questions relevant de la biodiversité, de l'agroéconomie et des politiques publiques environnementales aux territoires.

RFLD : C'est quoi la biodiversité ?

La biodiversité désigne l'ensemble des êtres vivants de même que les écosys-

tèmes dans lesquels ceux-ci vivent et se sentent à l'aise. Ce terme comprend également les interactions des différentes espèces, premièrement entre elles et deuxièmement avec leurs milieux respectifs. Bien que la biodiversité soit aussi ancienne que l'apparition de l'être humain, ce concept n'est apparu que dans les années 1980. La Convention sur la diversité biologique reconnaît pour la première fois l'importance de la conservation de la biodiversité pour l'ensemble de l'humanité. Pour finir, je dirai que la biodiversité est d'une importance capitale pour l'humanité.

Les bénéfices de la biodiversité

Les bénéfices de la biodiversité sont de natures différentes. Premièrement la biodiversité répond aux besoins primaires de l'Homme en apportant nourriture, oxygène, et eau potable. Secundo, elle contribue au développement des activités humaines en fournissant énergies et matières premières. Dans le domaine de la recherche, moult d'inventions ont vu le jour à partir de l'observation et de l'imitation des formes ou du fonctionnement des êtres vivants. C'est aussi une ressource extraordinaire pour le corps médical. Par exemple, la morphine ou l'aspirine sont deux exemples très connus de remèdes issus des merveilles de la nature. Sur le plan agricole, la biodiversité est primordiale, l'importance des animaux pollinisateurs ou des organismes participant au renouvellement des sols en sont illustratifs. Si la nature est un formidable résér-

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

voir pour l'être humain, elle les protège aussi des risques environnementaux. A titre d'exemple, la restauration de prairies inondables et sa préservation permettent de diminuer la conséquence des inondations en absorbant l'eau. Ce surplus est ce qui permet d'alimenter par la suite les nappes souterraines et pourra être utilisé lors de période de sécheresse.

RFLD : Quel lien peut-on faire entre l'agroéconomie et la biodiversité ?

Agronomie et Biodiversité, derrière ces mots génériques se cache souvent un vaste nuage de néant. Leur usage ordinaire néglige les véritables enjeux qui découlent de ces terminologies empruntées aux chercheurs et techniciens. Il existe un accord tacite croissant sur le fait que la conversion des habitats naturels en agro-systèmes est un élément explicatif important du risque d'émergence et d'infection de maladies chez l'Homme. Avec une biodiversité accrue, deux mécanismes sont mis en exergue : une augmentation des risques infectieux, par une présence beaucoup plus accrue de pathogènes potentiels, et une dilution du risque infectieux. Par ailleurs, lorsque la biodiversité s'effondre, plus les écosystèmes se détruisent et plus les pathogènes qui y sont adaptés sont partagés avec l'Homme. L'augmentation croissante de la conversion des terres et des têtes de bétail annonce la poursuite de l'accélération des épisodes zoonotiques au niveau continental voir mondial. Il est alors impérieux de trouver des solutions locales, notamment par une transition agro écologique, pour renverser, cette spirale dangereuse.

RFLD : Quel état des lieux peut-on faire entre ces deux facteur d'influence du développement et l'eau ?

L'Afrique en général et celle de l'Ouest en particulier est confrontée à un immense

défi sans précédent. Premièrement, construire avant l'horizon 2050 un nouveau modèle agricole capable de nourrir plus des millions de personnes, tout en protégeant la biodiversité et le climat. Pour faire face à cet enjeu majeur, des femmes et des hommes embrassent le chemin de l'agroécologie. Deuxièmement, il existe un besoin crucial de développer des systèmes d'information sur l'eau afin de permettre la mise en œuvre plus efficace et plus efficiente d'une gestion de l'eau et de politiques de l'eau durables. Les Perspectives de l'environnement témoignent combien il est urgent de construire des bases solides pour la politique de l'eau en ce qui concerne la gouvernance, le financement et la cohérence entre politiques. Ce sont des facteurs essentiels et importants au succès des réformes du secteur de l'eau en Afrique, et ce sont aussi des domaines clés de réforme à part entière. Ces réformes sont aujourd'hui indispensables, non seulement pour donner à l'eau l'importance qui lui revient dans les politiques gouvernementales mais aussi du fait que c'est la condition pour que le secteur de l'eau contribue comme il se doit à la réalisation des ambitions des gouvernementales et des sociétés, dans les pays en développement comme dans les pays développés.

RFLD : Comment mettre en lumière des éléments de vision à long terme en matière de territorialité des politiques relatives à l'eau ?

Revoir la manière dont nous percevons l'eau et les politiques de l'eau est plus que jamais une nécessité. La plupart des gouvernements africains doivent surmonter beaucoup de difficultés afin de gérer efficacement leur ressource en eau. Les challenges à ce niveau sont multiples et complexes. En effet, des milliards d'individus sont toujours privés d'accès à l'eau potable et à un assainissement efficace,

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

la concurrence entre les différents usages et utilisateurs de l'eau s'exacerbe. C'est pourquoi d'importants investissements sont nécessaires pour entretenir et moderniser les infrastructures. Ces défis résultent en partie de l'urbanisation, de la croissance démographique, et de l'élévation des niveaux de vie due à la croissance économique. Le changement climatique, en accroissant la variabilité de l'eau dans le temps et dans l'espace, aggravera ces pressions. Nonobstant les progrès sur de nombreux fronts, notamment dans la poursuite des Objectifs du millénaire pour le développement relatif à l'eau et l'assainissement, on estime que plusieurs millions de personnes n'avaient toujours pas accès à une source d'eau améliorée, et à 2.6 milliards le nombre d'êtres humains non desservis en assainissement selon la banque mondiale. Pour réformer le secteur de l'eau e Afrique, les gouvernants doivent veiller à aligner les intérêts de tous les acteurs étatiques ou non.

RFLD : Pouvez-vous nous proposer les éléments de politiques mettant en œuvre les leviers d'une transition à différentes échelles territoriales ?

Il serait illusoire de penser que l'on peut améliorer la desserte en eau et la qualité de service dans les zones surtout rurales où les opérateurs officiels que sont les gouvernements n'étendent pas leurs réseaux sans la contribution des « Petits Opérateurs Privés ». Faut-il rappeler je l'ai dit au début de notre entrevue qu'un Africain sur deux parcourt chaque jour plus des dizaines de kilomètres pour aller chercher de l'eau. Les Organisations Non Gouvernementales jouent aussi, localement, un rôle important au plan local notamment dans la création de points d'eau, dans l'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage des services d'eau et d'assainissement au plan local à travers des ateliers de sensibilisation l'idée majeure est toujours celle de la cohérence de l'action. L'action consiste à prendre la population vulnérable comme la cible et les gouvernants comme les apporteurs de solutions. Ainsi, des politiques de raccordement et d'extension des points d'eaux peuvent être initiées au niveau quartier, village, et par la suite dans les villes encore souffrant de l'eau. Les transitions agro écologiques impliquant une transformation radicale des modes de production, mais aussi de transformation, de distribution et de consommation, du conseil agricole, des politiques publiques de sensibilisation s'avèrent nécessaires pour une reconfiguration du système agro-alimentaire

RFLD : Faut-il être optimiste ou pessimiste ?

La réponse à cette question ne sera pas de dire oui pour optimisme, ou pour pessimisme, mais une approche qui tient compte des réalités africaines avec, d'un côté, une Afrique qui manque cruellement d'eau, et, de l'autre, une Afrique qui dispose de ressources suffisantes mais qui n'en exploite pas. Il ne faut pas oublier que la plupart des pays africains sont sous la menace d'un manque d'eau, lorsque les précipitations sont

moins abondantes. La raréfaction de l'eau est une réalité non seulement en Afrique mais aussi à l'échelle planétaire. Comment mobiliser tous les acteurs de la filière « eau » en Afrique ? Il faut appeler à la mobilisation des gouvernements, des acteurs publics et privés, des collectivités locales, des acteurs de la société civile, afin d'aller au-delà des généreuses déclarations de principe qui viennent conclure les différents forums mondiaux sur l'eau. Dans nos pays comme partout ailleurs, la demande en eau à usage domestique, industrie, agriculture, progresse plus vite que l'augmentation de la population. C'est pourquoi les différents acteurs se doivent de mettre en place les conditions qui feront que toutes les parties prenantes les différentes catégories d'utilisateurs, les multiples autorités compétentes, les bailleurs de fonds et les différents prestataires contribuent aux objectifs de long

terme que sont la viabilité écologique et l'amélioration du bien-être social. Cela témoigne aussi que les autorités gouvernementales doivent démontrer que la réforme est une nécessité brève. Ce faisant, ils rallieront suffisamment de soutien au changement. La réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement peut prendre différentes formes. Ce peut être une refonte générale et fondamentale des processus de conception et d'exécution des politiques de l'eau. Il peut aussi être question d'ajustements relativement mineurs pour améliorer le fonctionnement des politiques territoriales ou des instruments existants. Cependant, il n'existe pas de solution unique pour former de nouveau la politique de l'eau mais, pour comprendre l'économie politique de la réforme, il faut observer la manière dont sont prises les décisions et les intérêts qu'elles servent.



RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Recommandations

En dépit des nombreuses améliorations apportées au cours des dernières décennies en Afrique, le continent se trouve toujours confronté à des problèmes d'accès à l'eau potable. Avec le changement climatique croissant, ces problèmes risquent de perdurer et devenir encore plus pressants dans de nombreux endroits. Pour garantir l'accès de tous les citoyens à l'eau potable, il faut prendre des mesures énergiques. Ces mesures peuvent se décomposer en plusieurs sous mesures dont :

* L'accroissement de l'efficacité du secteur agricole, par le canal de l'investissement dans les infrastructures grises et vertes, et l'assurance d'un meilleur traitement, une meilleure réutilisation et un meilleur recyclage de l'eau, pour n'en citer que quelques-unes. De nombreuses solutions labellisées peuvent également y contribuer, et nous devons également réfléchir à de nouvelles perspectives pour envisager notre approche de l'eau et des autres ressources naturelles. Pour cela, nous devons de nous demander

comment nous apprécions ces précieux services et examiner comment les entreprises et les gouvernements traitent ces ressources également.

* Pour pouvoir espérer une amélioration de problèmes tels que la pénurie d'eau potable, nous devons également examiner le système dans lequel nous évoluons en Afrique. La remise en question et le changement des perspectives économiques traditionnelles, axées uniquement sur le profit avec une vision à court terme, font partie de la solution. Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement et ses partenaires visent à relever ce défi de l'eau en proposant des solutions qui permettent d'avoir une planète saine et une vie digne pour les gens, tout en polluant le moins possible et en protégeant le bien de tous, pas seulement celui de l'individu. En outre, il est important de veiller à ce que toutes les parties prenantes de la société jouent un rôle dans la création d'un avenir meilleur. Comme l'a noté la présidente du RFLD lors d'une de ses réunions, le problème

réside dans le fait qu'aujourd'hui, le monde des affaires a tendance à être plus puissant que les institutions, et les institutions ont tendance à être plus puissantes que la société civile. Nous devons rééquilibrer ces trois éléments disait-elle.

* Les bailleurs de fonds ont aussi un grand rôle à jouer dans cette lutte. En effet, ceux-ci se doivent de soutenir et renforcer l'auto-organisation des bénéficiaires de fonds et établir des liens avec davantage de groupes de base et de femmes sur le continent pour créer une convergence des luttes et renforcer la solidarité. Ils doivent aussi soutenir les campagnes féministes sur la justice de l'eau à l'échelle de l'Afrique pour compléter et remettre en question les approches de développement et politiques des luttes pour l'eau en analysant les raisons profondes des problèmes d'eau des femmes et des injustices sociales plus larges dont elles sont confrontées. Ils doivent aussi catalyser des conversations et des débats critiques qui aident à façonner les agendas grâce à des réunions stratégiques pour construire une perspective et une pratique féministes dans la lutte pour le contrôle communautaire démocratique de l'eau et l'accès à celle-ci. Pour finir, il faut penser renforcer les capacités des organisations de défense des droits des femmes surtout dans le secteur de l'eau.

* Bien que des changements plus importants soient nécessaires, les solutions technologiques propres peuvent avoir aussi un impact considérable sur l'amélioration de l'accès à l'eau propre et sûre, en offrant des avantages sociaux et environnementaux. A travers cette option

les autorités peuvent penser remplacer les pompes qui sont tombées en panne ou qui sont très vieilles, et donner ainsi à chaque habitant une carte électronique pour un paiement simplifié des quantités d'eau dont il a besoin. Grâce à cette solution, des milliers de personnes peuvent boire de l'eau potable et éviter les maladies, en émettant moins de CO2 que la méthode de l'eau bouillante et en réparant beaucoup plus rapidement la panne d'un point d'eau. Ce faisant, la rentabilité est très élevée pour les économies locales, permettant une meilleure qualité de vie aux populations vulnérables.

* En appliquant toutes ces approches de solutions, il nous serait incroyable de voir à quel point ces solutions pouvaient littéralement changer les conditions de vie des populations. Ainsi les enfants pourront aller à l'école normalement, les maladies pourront être combattues et les femmes ne vont plus parcourir de longues distances à la recherche d'eau dans des endroits dangereux. Des solutions comme celles-ci offrent des améliorations tant sur le plan environnemental que social, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en fournissant de l'eau propre, ce qui permet une meilleure qualité de vie et un environnement plus sain. Des solutions différentes qui semblent simples à première vue mais qui peuvent en fait changer la société pour le mieux dans les pays et les communautés qui n'ont pas accès aux services essentiels.

RECUEIL DE TEMOIGNAGE

JUSTICE DE L'EAU POUR LES FEMMES ET
LES FILLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Conclusion

Au regard des impacts du changement climatique, de la diversification des activités économiques, de l'accroissement démographique, et de la dégradation actuelle de l'environnement, la maîtrise et l'exploitation de l'eau, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, sont devenues des questions stratégiques, donc de grandes portées. Dans la plupart des cas, l'absence de dispositifs institutionnels appropriés, c'est-à-dire des structures de gouvernance locales et communales qui permettent de garantir une gestion rationnelle et durable de la ressource, a entraîné, et cela sous la pression des institutions financières, la mise en œuvre de politique de privatisation de l'eau. On constate que l'option en faveur de la privatisation de l'accès à l'eau comporte des limites liées au fait que la plupart des pays africains manquent cruellement de politiques efficaces pour bien gérer cette ressource abondamment disponible sur le continent. Voilà pourquoi soutenir les campagnes pour la justice de l'eau qui visent le renforcement de l'organisation de base et la construction de mouvements féministes qui, chaque fois attirant la sonnette d'alarme apparaît comme une solution efficaces. Il va s'agir en effet, de groupes de femmes et des communautés qui ne s'identifient pas nécessairement comme des « organisations du secteur de l'eau » mais qui se mobiliseront autour des questions liées à l'eau telles que la terre, le logement et les industries extractives. Renforcer la solidarité avec les groupes et mouvements de base, en créant une convergence des luttes pour l'eau, en générant des contre-récits et en partageant des connaissances, des stratégies et des histoires qui inspireront la lutte continentale et mondiale pour la justice de l'eau et la justice sociale. Les bailleurs de fonds doivent soutenir et renforcer l'auto-organisation des bénéficiaires de fonds et établir des liens avec davantage de groupes de base et de femmes sur le continent pour créer une convergence des luttes et renforcer la solidarité. Soutenir une

campagne féministe sur la justice de l'eau à l'échelle de l'Afrique pour compléter et remettre en question les approches de développement et apolitiques des luttes pour l'eau en analysant les causes profondes des problèmes d'eau des femmes et des injustices sociales plus larges. Catalyser des conversations et des débats critiques qui aident à façonner les agendas grâce à des réunions stratégiques pour construire une perspective et une pratique féministes dans la lutte pour le contrôle communautaire démocratique de l'eau et l'accès à celle-ci Renforcer les capacités des organisations de défense des droits des femmes qui s'engagent dans la justice environnementale et climatique en Afrique pour développer une éducation populaire et politique sur les luttes pour la justice de l'eau. Fournir des subventions ciblées dans le domaine de la justice de l'eau et de la construction de mouvements féministes. Bien que des changements plus importants soient nécessaires, les solutions technologiques propres peuvent avoir aussi un impact considérable sur l'amélioration de l'accès à l'eau propre et sûre, en offrant des avantages sociaux et environnementaux. A travers cette option les autorités peuvent penser remplacer les pompes qui sont tombées en panne ou qui sont très vieilles, et donner ainsi à chaque habitant une carte électronique pour un paiement simplifié des quantités d'eau dont il a besoin. Grâce à cette solution, des milliers de personnes peuvent boire de l'eau potable et éviter les maladies, en émettant moins de CO2 que la méthode de l'eau bouillante et en réparant beaucoup plus rapidement la panne d'un point d'eau. Ce faisant, la rentabilité est très élevée pour les économies locales, permettant une meilleure qualité de vie aux populations vulnérables. Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement et ses partenaires partagent une solide vision à long terme : une vision qui vise la promotion des solutions techniques propres et rentables pour lutter contre le changement climatique et assurer l'avenir de nos sociétés africaines. Ensemble avec ses partenaires, le RFLD soutient les solutions qui créent des emplois et génèrent des profits tout en réduisant la pollution et en préservant les ressources naturelles. Grâce au soutien de ses partenaires et la collaboration des mairies, le RFLD peut continuer à identifier, évaluer et labéliser des solutions efficaces, et les promouvoir, et ce entièrement gratuitement.

La production de ce document est possible grâce au financement
du Fonds Féministe Noir (Black Feminist Fund)

**BLACK
FEMINIST
FUND**



ADRESSE DU RFLD

Quartier Hounsa (Porto Novo), La Von Après la Pharmacie de Hounsa - Immeuble Carrelé

Tel : 002229 62537480 - 00229 67436454 - Email : admin@rflgd.org

www.rflgd.org - www.facebook.com/rfldorg -- www.twitter.com/rfldorg